



# Assemblée générale

Distr. générale  
1<sup>er</sup> décembre 2021  
Français  
Original : anglais

## Soixante-seizième session

Point 152 de l'ordre du jour

**Financement de la Mission multidimensionnelle  
intégrée des Nations Unies pour la stabilisation  
en République centrafricaine**

## **Exécution du budget de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2020 au 30 juin 2021**

### **Rapport du Secrétaire général**

## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	5
II. Exécution du mandat . . . . .	5
A. Considérations générales . . . . .	5
B. Utilisation des crédits . . . . .	6
C. Activités d'appui de la Mission . . . . .	15
D. Coopération avec des entités des Nations Unies au niveau régional . . . . .	16
E. Partenariats, coordination avec l'équipe de pays et missions intégrées . . . . .	17
F. Cadres de budgétisation axée sur les résultats . . . . .	18
III. Exécution du budget . . . . .	77
A. Ressources financières . . . . .	77
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources . . . . .	78
C. Évolution des dépenses mensuelles . . . . .	79
D. Autres produits et ajustements . . . . .	79
E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome . . . . .	80
F. Contributions non budgétisées . . . . .	80



IV.	Analyse des écarts . . . . .	80
V.	Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre . . . . .	86
VI.	Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution <a href="#">75/298</a> . . . . .	86

## Résumé

La corrélation entre les dépenses de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2020 au 30 juin 2021 et l'objectif de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) est mise en évidence dans des tableaux axés sur les résultats, qui présentent une analyse par composante (sécurité, protection des civils et droits de l'homme ; appui au processus politique, au processus de paix et à la réconciliation ; lutte contre l'impunité et appui à l'extension de l'autorité de l'État et de l'état de droit ; appui).

L'exercice considéré a été marqué par le regain des tensions politiques, de l'insécurité et de la violence. Ce climat pesant a conduit à la création de la Coalition des patriotes pour le changement, qui a tenté de perturber le processus électoral et l'ordre constitutionnel. Malgré les difficultés, la MINUSCA a continué de protéger les civils, d'appuyer la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine, notamment en exerçant ses bons offices et en se coordonnant avec les partenaires régionaux et les garants de l'Accord, de concourir à la tenue des élections présidentielles et législatives, de favoriser la cohésion sociale et la justice transitionnelle, de promouvoir et de surveiller le respect des droits humains, d'aider à la mise en place de conditions de sécurité favorables à l'acheminement immédiat, complet, en toute sécurité et sans entrave de l'aide humanitaire, et de protéger l'Organisation des Nations Unies et son personnel.

Les dépenses de la MINUSCA pour l'exercice considéré se sont élevées à 936,3 millions de dollars, ce qui représente un taux d'exécution budgétaire de 99,9 % (contre des dépenses d'un montant de 895,7 millions de dollars et un taux d'exécution budgétaire de 98,4 % pour l'exercice 2019/20).

Le solde inutilisé de 1,4 million de dollars est le résultat net des facteurs suivants : a) la sous-utilisation des crédits alloués au titre des militaires et du personnel de police (11,6 millions de dollars), qui tient essentiellement, d'une part, au fait que les demandes de matériel appartenant aux contingents ont été moins nombreuses qu'anticipé du fait de l'immobilisation et du non-déploiement du matériel et, d'autre part, au fait que les frais de voyage (déploiement, relève et rapatriement) ont été inférieurs aux prévisions, le coût des vols affrétés étant moins élevé que prévu ; b) la sous-utilisation des crédits alloués au titre du personnel civil (5,2 millions de dollars), qui s'explique principalement par le fait que les dépenses communes de personnel et les primes de danger pour le personnel recruté sur le plan international, ainsi que les indemnités des Volontaires des Nations Unies, ont été inférieures aux prévisions ; c) le dépassement des crédits alloués aux dépenses opérationnelles (15,4 millions de dollars), qui s'explique par les coûts afférents à l'achat de bâtiments préfabriqués et au fret correspondant pour le logement des effectifs militaires et de police supplémentaires autorisés par le Conseil de sécurité dans sa résolution [2566 \(2021\)](#), qui ont été compensés en partie par des dépenses moins élevées que prévu au titre des opérations aériennes en raison du non-déploiement, du déploiement retardé ou de l'immobilisation de plusieurs hélicoptères pendant une période prolongée.

**Exécution du budget : ressources financières**(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1<sup>er</sup> juillet 2020 au 30 juin 2021.)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écart	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	479 285,4	467 679,1	11 606,3	2,4
Personnel civil	214 387,0	209 224,9	5 162,1	2,4
Dépenses opérationnelles	244 039,3	259 413,8	(15 374,5)	(6,3)
<b>Montant brut</b>	<b>937 711,7</b>	<b>936 317,8</b>	<b>1 393,9</b>	<b>0,1</b>
Recettes provenant des contributions du personnel	14 868,3	15 715,1	(846,8)	(5,7)
<b>Montant net</b>	<b>922 843,4</b>	<b>920 602,7</b>	<b>2 240,7</b>	<b>0,2</b>
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
<b>Total</b>	<b>937 711,7</b>	<b>936 317,8</b>	<b>1 393,9</b>	<b>0,1</b>

**Exécution du budget : ressources humaines**

Catégorie	Effectif approuvé <sup>a</sup>	Effectif réel (moyenne)	Taux de vacance (pourcentage) <sup>b</sup>
Observateurs militaires	169	148	12,4
Contingents	11 481	11 317	1,4
Police des Nations Unies	400	366	8,5
Unités de police constituées	1 680	1 689	(0,5)
Personnel recruté sur le plan international	687	598	13,0
Personnel recruté sur le plan national			
Administrateurs	106	94	11,3
Agents des services généraux	496	475	4,2
Volontaires des Nations Unies			
Volontaires recrutés sur le plan international	223	210	5,8
Volontaires recrutés sur le plan national	43	42	2,3
Emplois de temporaire <sup>c</sup>			
Personnel recruté sur le plan international	61	53	13,1
Administrateurs recrutés sur le plan national	1	1	–
Agents des services généraux	7	6	14,3
Personnel fourni par des gouvernements	108	106	1,9

<sup>a</sup> Niveau maximum de l'effectif autorisé, à l'exclusion des militaires et des effectifs de police supplémentaires approuvés par le Conseil de sécurité dans sa résolution [2566 \(2021\)](#).

<sup>b</sup> Compte tenu de l'effectif réel et de l'effectif approuvé, mois par mois.

<sup>c</sup> Financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées à la section V du présent rapport.

## I. Introduction

1. Le budget de fonctionnement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2020 au 30 juin 2021 (exercice 2020/21), que le Secrétaire général a présenté dans son rapport du 18 mars 2020 ([A/74/756](#)), s'élevait à un montant brut de 948 036 100 dollars (montant net : 933 121 700 dollars). Il devait permettre de financer le déploiement des effectifs suivants : 169 observateurs militaires, 11 481 membres des contingents, 400 membres de la police des Nations Unies, 1 680 membres d'unités de police constituées, 749 agents recrutés sur le plan international (dont 61 temporaires), 616 agents recrutés sur le plan national (dont 9 temporaires), 266 Volontaires des Nations Unies et 108 membres du personnel fourni par des gouvernements.
2. Dans son rapport du 1<sup>er</sup> mai 2020, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé que l'Assemblée générale ouvre des crédits d'un montant brut de 944 361 700 dollars pour l'exercice 2020/21 ([A/74/737Add.10](#), par. 25).
3. Par sa résolution [74/284](#) et sa décision 74/571, l'Assemblée générale a ouvert des crédits d'un montant brut de 937 711 700 dollars (montant net : 922 843 400 dollars) destinés à financer le fonctionnement de la Mission pour l'exercice 2020/21. La totalité de ce montant a été mise en recouvrement auprès des États Membres.

## II. Exécution du mandat

### A. Considérations générales

4. Le Conseil de sécurité a défini le mandat de la MINUSCA dans sa résolution [2149 \(2014\)](#) et l'a prorogé dans ses résolutions ultérieures. Il a énoncé le mandat correspondant à l'exercice considéré dans ses résolutions [2499 \(2019\)](#) et [2552 \(2020\)](#).
5. La Mission a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, qui est d'aider à créer les conditions politiques, les conditions de sécurité et les conditions institutionnelles qui permettent de réduire durablement la présence de groupes armés et la menace qu'ils représentent en adoptant une approche globale et une posture proactive et robuste, sans préjudice des principes fondamentaux du maintien de la paix.
6. Dans ses résolutions [2499 \(2019\)](#) et [2552 \(2020\)](#), le Conseil de sécurité a élargi les tâches de la MINUSCA, afin qu'elle s'acquitte notamment des missions suivantes : poursuivre son rôle politique dans le processus de paix, notamment par un appui politique, technique et opérationnel à la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (Accord de paix) ; aider les autorités nationales à préparer et à organiser des élections présidentielles, législatives et locales pacifiques en 2020 et 2021 en leur offrant ses bons offices, en leur fournissant un appui en matière de sécurité et un soutien opérationnel, logistique et, le cas échéant, technique, en particulier de manière à faciliter l'accès aux zones reculées, et en coordonnant l'assistance électorale internationale ; offrir des conseils techniques aux autorités de la République centrafricaine pour la mise en œuvre des arrangements sécuritaires transitoires prévus par l'Accord de paix, notamment la mise en place des unités spéciales mixtes de sécurité après vérification des antécédents, désarmement, démobilisation et formation de leurs membres.
7. Dans sa résolution [2566 \(2021\)](#) du 12 mars 2021, le Conseil de sécurité a décidé d'accroître de 2 750 personnes l'effectif autorisé de la composante militaire de la

MINUSCA et d'augmenter de 940 personnes l'effectif autorisé de la composante Police de la Mission, par rapport aux niveaux approuvés au paragraphe 27 de la résolution 2552 (2020).

8. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2020/21, effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

## **B. Utilisation des crédits**

9. L'exercice considéré a été marqué par la recrudescence des actes de violence en amont des élections présidentielles et législatives de décembre 2020. Ce climat tendu a abouti à la création d'une coalition de groupes armés signataires de l'Accord de paix, la Coalition des patriotes pour le changement, qui a dénoncé l'Accord de paix et tenté de perturber le processus électoral et l'ordre constitutionnel. Les groupes armés alliés à la Coalition ont lancé des attaques simultanées et coordonnées contre le Gouvernement de la République centrafricaine en décembre 2020, menaçant Bangui et d'autres endroits du pays. En réponse, la MINUSCA a déployé toutes ses forces pour préserver l'ordre constitutionnel, protéger les civils et permettre la tenue des élections dans la plupart des régions du pays. Aux côtés des forces de défense nationale et de sécurité intérieure et des forces et autres agents de sécurité déployés dans le cadre d'accords bilatéraux, elle a déjoué les attaques contre la capitale et les positions des forces armées nationales en décembre 2020 et janvier 2021. Toutefois, la situation en matière de sécurité est restée précaire par la suite, en raison de la poursuite des affrontements entre les groupes armés, notamment ceux affiliés à la Coalition, et les forces de défense nationale, soutenues par des forces et des agents de sécurité déployés dans le cadre d'accords bilatéraux.

10. Les opérations menées par les forces de défense nationale et de sécurité intérieure et les forces et agents de sécurité déployés dans le cadre d'accords bilatéraux ont contribué à la recrudescence des violations des droits humains commises par toutes les parties, y compris les forces de défense nationale et leurs alliés, cette situation étant exacerbée par l'utilisation d'engins explosifs par des groupes armés. En parallèle, la collaboration entre les forces de défense nationale et de sécurité intérieure et la MINUSCA a été mise à mal, les premières devenant bien moins disposées à communiquer des informations sur leurs positions et leurs déploiements ou à participer à des opérations avec la Mission. Au cours de l'exercice considéré, la MINUSCA a également constaté que l'accord sur le statut de la Mission entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement faisait l'objet de violations plus nombreuses et plus graves de la part des forces de défense nationale et de sécurité intérieure, ainsi que des forces et autres agents de sécurité déployés dans le cadre d'accords bilatéraux. Ces violations ont miné la capacité opérationnelle de la Mission et contribué à accroître les tensions et l'hostilité à l'égard de cette dernière.

11. Face à la détérioration de la situation dans le pays, la Mission a amélioré ses moyens d'action face aux menaces contre la sécurité et, à cette fin, renforcé la mobilité et la souplesse de son personnel militaire et de police, maintenu un dispositif solide pour protéger les civils, sécurisé les principales zones de tension, réduit les risques de violence électorale ou à caractère politique, assuré la coordination entre ses composantes, collaboré avec les acteurs humanitaires et intensifié le suivi et la mise en œuvre des mesures d'alerte et d'intervention rapides dans tous ses sites. Pour

optimiser l'utilisation des ressources disponibles face aux menaces résultant de la dégradation des conditions de sécurité, la Mission a notamment mobilisé toutes les unités de réserve et les unités des forces d'intervention rapide, notamment à Bambari, Bangassou, Bossembele, Bouar et Sibut, et elle a activé le plan de défense de Bangui pour renforcer le dispositif dans la capitale. En plus d'avoir adapté sa posture solide, entrepris des initiatives politiques stratégiques et exercé efficacement ses bons offices, la MINUSCA a reçu des renforts militaires de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud dans le cadre de la coopération intermission afin de renforcer la sécurité des civils et du processus électoral.

12. La MINUSCA a fourni un appui et des conseils stratégiques aux fins de l'application effective et durable de l'Accord de paix à l'échelle nationale, aidant notamment le Gouvernement à évaluer les progrès accomplis et à mettre au point des stratégies de mise en œuvre. Aussi active au niveau préfectoral, la Mission s'est employée à revitaliser le dispositif local de mise en œuvre de l'Accord de paix, ainsi qu'à favoriser des initiatives de paix locales visant à réduire la violence et à promouvoir la réconciliation et la cohésion sociale. Après la mise sur pied de la Coalition des patriotes pour le changement, elle s'est attachée à rétablir le dialogue entre les groupes armés et le Gouvernement, dans la lignée des mesures prises par les partenaires régionaux et les garants de l'Accord de paix, ainsi qu'à relancer la mise en œuvre de l'accord dans un climat marqué par le regain des tensions politiques, la poursuite des opérations militaires et l'enlèvement de la crise humanitaire. En étroite coordination avec le Gouvernement et les partenaires internationaux, elle a continué de mobiliser tous les intervenants nationaux pour encourager un dialogue politique inclusif, constructif et crédible afin de promouvoir la stabilité nationale et de permettre l'instauration d'un dialogue républicain<sup>1</sup> conformément à son mandat de bons offices. En dépit de tous les efforts faits, la revitalisation et la mise en œuvre de l'Accord de paix ont continué de pâtir du manque de volonté des parties, de la défiance entre les signataires, de la non-application de sanctions contre certains signataires ne respectant pas leurs engagements et de la fragmentation de certaines parties signataires.

13. Malgré les tentatives faites par certains groupes armés et acteurs politiques pour perturber le processus électoral, la MINUSCA a continué d'appuyer le bon déroulement des élections présidentielles et du premier tour des élections législatives, le 27 décembre 2020, ainsi que la tenue du deuxième et du troisième tour des élections législatives en mars et mai 2021. Les conditions de sécurité, la situation politique, ainsi que la capacité de l'Autorité nationale des élections à préparer et à organiser les élections, se sont progressivement améliorées après chaque tour des élections législatives. Le dispositif d'appui électoral assuré par la MINUSCA a permis d'établir et de mettre en œuvre des cadres juridiques révisés, de consolider l'ordre constitutionnel dans le pays et de réaffirmer la volonté de la population de choisir ses dirigeants par les urnes plutôt que par la violence. Il a également contribué à la mise en œuvre effective du processus électoral, comme en témoignent l'établissement de tous les centres de vote et l'inscription de plus de 1,8 million de Centrafricains sur les listes électorales. Le plan intégré de sécurisation des élections, exécuté conjointement par les effectifs de la Mission, la police des Nations Unies et les forces de défense nationale et de sécurité intérieure, a permis aux électeurs des 140 circonscriptions de la République centrafricaine d'exprimer leur suffrage lors des élections législatives. Il a également encouragé le rétablissement de l'autorité de l'État et favorisé l'extension du contrôle exercé par les forces de défense nationale et de sécurité intérieure sur le territoire national. L'appui multidimensionnel que la MINUSCA et

<sup>1</sup> Le Président, Faustin Archange Touadéra, a proposé un dialogue républicain sous forme de consultation publique et ouverte à tous sur les questions de paix, de sécurité, de stabilité et de réconciliation nationale.

les organismes des Nations Unies ont apporté aux candidates a contribué à l'amélioration des résultats obtenus par des femmes lors des élections législatives.

14. En ce qui concerne la cohésion sociale et la réconciliation intercommunautaire, la MINUSCA a continué de renforcer la mise en œuvre et la stabilisation des 11 accords de paix locaux, en veillant notamment à soutenir les organisations de la société civile et à prévenir les violences liées aux élections. En outre, elle s'est attelée à relever les nouveaux obstacles locaux à la paix et au dialogue, notamment dans les zones en proie à d'importantes tensions intercommunautaires, tout en œuvrant également à l'application du Plan national de relèvement et de consolidation de la paix. À cette fin, elle a redoublé d'efforts pour repérer les causes profondes des conflits à l'échelle locale et pour aider les comités locaux de paix et de réconciliation, les notables locaux et les militants pour la paix à mettre en œuvre des initiatives de paix concrètes, notamment grâce à des projets à effet rapide permettant la génération de revenus ou à l'appui apporté par l'équipe de pays des Nations Unies. Elle a notamment mis en œuvre des mesures incitatives destinées à favoriser le retour des personnes déplacées, la liberté de circulation, l'apaisement des tensions entre musulmans et chrétiens, l'égalité d'accès aux services sociaux et administratifs, la coexistence pacifique et la participation effective des femmes et des groupes de jeunes aux comités de paix locaux. À cet égard, les partenariats stratégiques établis avec l'équipe de pays des Nations Unies et les organisations non gouvernementales (ONG) ont joué un rôle central dans le renforcement des initiatives de réconciliation en cours. La MINUSCA a également poursuivi sa coopération avec les autorités locales et les acteurs de la transhumance afin de consolider les mesures prises pour prévenir les conflits violents entre les gardiens de troupeaux et les agriculteurs locaux.

15. Pour renforcer la protection des droits humains, la MINUSCA a mené des missions spéciales pour enquêter et faire rapport sur les atteintes graves aux droits humains, les violations du droit international humanitaire et les faits préoccupants en matière de protection des civils qui ont été perpétrés dans le cadre des élections par toutes les parties au conflit. Elle a également contribué au renforcement des membres des forces de défense nationale et de sécurité intérieure, des organisations de la société civile, des associations de femmes, des associations de victimes et des professionnels des médias dans le but de faciliter les alertes rapides concernant la protection des civils et de mettre en place des espaces de dialogue sur les droits humains aux niveaux local et national. Elle a mené des activités de plaidoyer, de sensibilisation et d'appui au renforcement des institutions et à la justice transitionnelle pour intensifier la protection et la promotion des droits humains, y compris la prévention des violations, consolider les initiatives de justice transitionnelle et articuler un programme de dialogue à plusieurs niveaux en vue de contribuer à la mise en place durable d'un environnement plus protecteur et plus sûr dans tout le pays.

16. En outre, la Mission a facilité la pleine exécution du plan national pour la prévention de l'incitation à la haine en fournissant une assistance technique et financière au Haut Conseil de la communication, aux ministères concernés et aux organisations de la société civile, afin de renforcer les capacités nationales à prévenir et à réprimer l'incitation publique à la violence et les discours haineux. Elle s'est attelée à surveiller et à signaler les violations du droit international humanitaire et des droits humains, notamment les violations graves des droits de l'enfant, ainsi qu'à mener des enquêtes sur ces crimes et à traduire leurs auteurs en justice. Aux fins de la lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits, elle a renforcé ses partenariats avec les organisations internationales et les organismes, fonds et programmes des Nations Unies, en intensifiant ses activités de collaboration et d'échange d'informations avec eux. Elle a organisé des séances de sensibilisation auprès des populations, des autorités locales et des forces de défense nationale et de sécurité intérieure pour protéger les enfants et favoriser l'application du nouveau Code de la



protection de l'enfant, de manière à mettre fin à l'impunité des auteurs de violations graves des droits de l'enfant, tout en orientant les victimes vers les services nationaux compétents. Dans le cadre des réunions du Groupe de travail technique sur les arrangements de suivi, d'analyse et de communication de l'information et à l'occasion d'autres missions, la Mission a eu l'occasion de participer à l'analyse conjointe des allégations de violence sexuelle, de renforcer ses capacités d'investigation et d'accroître le soutien apporté aux victimes.

17. En ce qui a trait aux mesures de lutte contre l'impunité et aux mécanismes de justice transitionnelle, une étape importante a été franchie en vue de la mise en place de la Commission vérité, justice, réparation et réconciliation, à savoir la nomination des commissaires par le Gouvernement avec le concours de la MINUSCA. Des progrès considérables ont également été accomplis dans l'entrée en activité de la Cour pénale spéciale, qui a été progressivement dotée des moyens nécessaires pour mener des enquêtes et tenir des procès, des ressources d'enquête accrues ayant été allouées au Bureau du procureur spécial. La Mission a continué de fournir conseils et appui dans le cadre des enquêtes et des poursuites concernant des crimes graves, tout en assurant la protection des magistrats de la Cour. Elle s'est également employée à renforcer la capacité des magistrats, des greffiers et des membres de la police judiciaire en matière d'enquêtes sur les violences sexuelles liées aux conflits. En outre, elle a aidé les forces de sécurité intérieure à enquêter sur des violations graves des droits humains, notamment à l'encontre de soldats de la paix, ainsi qu'à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies efficaces de prévention de la criminalité.

18. Aux côtés de la mission militaire de formation de l'Union européenne en République centrafricaine, la Mission a continué d'appuyer l'action menée à l'échelle nationale pour renforcer les mécanismes de contrôle et les inspections centrales afin de remédier aux obstacles à l'impunité et à la responsabilisation. Elle a prêté son concours aux autorités centrafricaines en vue de la mise en place d'un mécanisme national de vérification des antécédents dans le cadre de la professionnalisation du secteur de la sécurité. À l'issue de l'évaluation de la mise en œuvre de la stratégie nationale de réforme du secteur de la sécurité pour la période 2017-2021, des recommandations ont été formulées dans le rapport final en ce qui concerne l'amélioration de la gouvernance du secteur de la sécurité, le renforcement du contrôle démocratique et de la surveillance civile du secteur, ainsi que la coordination de l'action et de l'appui à la réforme. La Mission a également continué d'appuyer la mise en œuvre du plan de développement des capacités et du plan de redimensionnement et de redéploiement des forces de sécurité intérieure, dans le but de rehausser le niveau de confiance au sein de la population, d'améliorer la protection des civils et d'ancrer solidement les concepts de police de proximité et de coordination communautaire. Elle a aussi renforcé les capacités des forces de défense nationale et de sécurité intérieure dans le domaine de la gestion des armes et des munitions et a apporté un appui technique dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action national de la Commission nationale de lutte contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petit calibre.

19. Malgré la lenteur des progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme national de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement compte tenu de l'incertitude quant à son application aux éléments affiliés à la Coalition des patriotes pour le changement, la MINUSCA a continué d'appuyer les opérations de désarmement, de démobilisation et de réintégration menées par l'unité d'exécution du programme. Elle s'est attelée à lutter contre les groupes armés non affiliés à la Coalition et les éléments de groupes armés affiliés qui se sont déclarés disposés à déposer les armes. Compte tenu de la décélération du processus, elle a réorienté les ressources initialement affectées au programme national de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement vers la mise en œuvre d'autres activités.

À cet égard, pour répondre aux attentes des combattants et des populations locales, elle a exécuté des programmes de lutte contre la violence locale dans des zones de tension où le programme n'avait pas été lancé ou avait été interrompu, ce qui a permis d'avancer dans la peine mise en œuvre du programme. Ces programmes ont contribué à prévenir et à désamorcer les violences dans les communautés exposées au risque de montée des tensions intercommunautaires. Ils ont souvent permis de fédérer les responsables locaux et les habitants autour de ces questions pour les amener à formuler d'un commun accord des projets prioritaires destinés à remédier à certaines des causes profondes de la violence de proximité.

20. Bien que des progrès aient été réalisés dans la mise en place des unités spéciales mixtes de sécurité, le processus a marqué le pas en raison de difficultés logistiques, du manque de volonté politique et du fait que certains membres ont fini par rejoindre les rangs de la Coalition des patriotes pour le changement. Pour aider à surmonter ces obstacles, la MINUSCA a mis sur pied une équipe spéciale réunissant toutes ses composantes et sections compétentes afin de renforcer la coordination et d'optimiser la circulation de l'information aux niveaux opérationnel et décisionnel. La Mission a également prodigué des conseils techniques aux autorités nationales après vérification des antécédents, désarmement, démobilisation et formation des ex-membres de groupes armés en vue de leur intégration aux unités spéciales mixtes de sécurité.

21. La Mission a veillé à ce que ses activités d'appui aux services de défense nationale et de sécurité intérieure soient assurées conformément à la politique de diligence voulue en matière de droits humains. Elle a surveillé en permanence le comportement des forces de défense nationale et de sécurité intérieure déployées dans les différentes régions et elle a signalé les comportements répréhensibles et les violations des droits humains. Dans le cadre de l'appui qu'elle a apporté à la mise en œuvre de l'Accord de paix, elle a contribué à la présélection et à la vérification des antécédents des candidats à l'intégration dans les Forces armées centrafricaines et les unités spéciales mixtes de sécurité et à la réinsertion socioéconomique. Les candidats dont il a été établi qu'ils auraient bafoué les droits humains et la législation nationale ont été signalés et exclus du processus.

22. La MINUSCA et l'équipe de pays des Nations Unies ont continué d'aider le Gouvernement à mettre en œuvre sa stratégie d'extension de l'autorité de l'État en renforçant le déploiement et la présence des autorités nationales et des forces de sécurité intérieure sur l'ensemble du territoire. Elle a notamment dispensé des activités de formation, de renforcement des capacités et d'accompagnement quotidien auprès de nouveaux agents de l'État avant leur déploiement. À la suite de la nomination de l'ensemble des préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfectures, la Mission a aidé le Gouvernement à les déployer dans leurs lieux d'affectation respectifs. Ces initiatives ont ouvert la voie à des investissements accrus de la part de l'équipe de pays des Nations Unies et des partenaires techniques et financiers, à la faveur de l'amélioration de l'accès aux services administratifs, judiciaires, sociaux, économiques, financiers et de sécurité. Toutefois, la période électorale et postélectorale a sapé certains des progrès réalisés et a mis au jour les limites de la présence, des capacités et de la légitimité des autorités de l'État, comme en ont témoigné la fermeture de tribunaux et de prisons et la défection d'agents des forces de défense nationale et de sécurité intérieure et de fonctionnaires de l'État.

23. La MINUSCA a également continué de favoriser les progrès dans les domaines de la justice et de l'état de droit, notamment grâce à l'appui qu'elle a apporté en vue du renforcement des capacités et du déploiement de magistrats en dehors de Bangui, afin de permettre la réalisation d'activités judiciaires et d'enquête. En parallèle, elle a mené des campagnes de sensibilisation du public et des communautés affectées, veillé à la sécurité du personnel judiciaire et à la protection des victimes et des

témoins, assuré la rénovation et la dotation en équipement des tribunaux, et appuyé l'amélioration de la gestion des tribunaux et le fonctionnement du système d'aide juridictionnelle. Elle a dispensé une formation à des membres du personnel judiciaire, dont différents acteurs du système de justice militaire. Elle a aussi continué d'appuyer le système pénitentiaire en associant activement le personnel fourni par des gouvernements aux activités de maintien de la sécurité et du respect des droits humains.

24. Tout au long de l'exercice considéré, la MINUSCA est restée déterminée à améliorer la sécurité des soldats de la paix et à réduire du mieux possible les menaces pesant sur la population et le personnel des Nations Unies, dans le droit fil de l'initiative Action pour le maintien de la paix. Toutefois, les attaques violentes perpétrées par des groupes armés affiliés à la Coalition des patriotes pour le changement ont causé la mort de sept soldats de la paix au cours des opérations menées et ont conduit la Mission à restreindre les déplacements du personnel des Nations Unies dans certaines localités du fait des risques accrus pour la sécurité. En parallèle, la MINUSCA a poursuivi la mise en œuvre du plan d'action visant à améliorer la sécurité du personnel de maintien de la paix des Nations Unies, notamment en révisant et en améliorant la planification de ses interventions d'urgence, en renforçant la planification de la sécurité, en utilisant le renseignement, la surveillance et la reconnaissance pour contrôler l'accès aux routes, et en améliorant les mesures de sécurité des camps.

25. Le Système complet de planification et d'évaluation de la performance a été lancé au sein de la MINUSCA en 2019 et son déploiement se poursuit activement. La Mission a mis au point son cadre de résultats relatif au Système, s'est dotée d'un plan d'ensemble hiérarchisé en vue de l'exécution de son mandat et recueille des données relatives à différents indicateurs pour suivre les progrès accomplis et évaluer l'incidence de ses activités dans les domaines prioritaires. Depuis le lancement du Système, elle a procédé à quatre évaluations de la performance visant à mesurer, à l'aune des indicateurs retenus, les résultats obtenus au regard des tâches prescrites. Elle a utilisé les données et les analyses issues du Système pour établir les rapports du Secrétaire général et éclairer les exposés du Conseil de sécurité. Elle s'est également appuyée sur le Système pour produire des documents stratégiques tels que sa stratégie d'ensemble. La mise en œuvre du Système est gérée par le Groupe de la planification stratégique et supervisée par le (la) chef d'état-major, et le Système continuera d'être utilisé régulièrement pour mettre à jour les plans de mission, éclairer la prise de décision des équipes de direction et améliorer les rapports qui sont établis à l'intention du Siège et des États Membres. Cependant, comme ses capacités de planification sont limitées, la Mission a du mal à procéder régulièrement à des exercices de planification intégrée et d'évaluation de la performance.

#### **Pandémie de maladie à coronavirus**

26. Pendant l'exercice considéré, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a influé encore grandement sur l'exécution du mandat de la Mission. En dépit des difficultés et de l'ampleur des répercussions de cette situation d'urgence de santé publique, la MINUSCA a continué de s'acquitter des tâches qui lui ont été confiées en respectant les restrictions imposées et les directives du Gouvernement concernant la pandémie. En étroite collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, elle a continué d'apporter un appui stratégique et opérationnel essentiel par l'intermédiaire des divers comités de crise COVID-19 mis sur pied par le Gouvernement. Elle a également aidé les autorités nationales à lutter contre la pandémie, notamment en appuyant les infrastructures de santé et en menant des campagnes de sensibilisation. En mars 2021, face à la recrudescence du nombre

d'infections, elle a recommencé à appuyer les initiatives de communication liées à la COVID-19, en particulier la campagne nationale de vaccination.

27. La MINUSCA a veillé à ce que les réunions avec les partenaires nationaux aux niveaux stratégique et technique continuent d'avoir lieu, notamment en mettant à disposition certains de ses moyens pour la tenue de réunions virtuelles et, au besoin, en garantissant des mesures appropriées de distanciation physique lors des réunions devant se tenir en présentiel. Elle a aussi contribué à atténuer certaines des conséquences directes de la COVID-19 sur le processus électoral, notamment en fournissant un soutien logistique en vue de la livraison du matériel électoral essentiel dans le contexte de la suspension des vols, ainsi qu'en faisant le nécessaire pour déployer des agents nationaux et du matériel électoral en temps utile afin d'établir des bureaux électoraux dans tout le pays. Elle a appuyé, en outre, la mise en œuvre de mesures adéquates pour atténuer le risque de propagation de la COVID-19 dans les bureaux de vote et garantir la collecte des résultats ainsi que leur acheminement et leur traitement rapides dans la capitale.

28. La Mission a continué de travailler en étroite collaboration avec les organismes des Nations Unies pour atténuer les difficultés liées à la COVID-19, veiller à la santé et à la sécurité du personnel des Nations Unies et prévenir autant que possible la propagation de la maladie. Sur la base des enseignements tirés lors de l'exercice précédent, elle a continué d'appliquer une approche globale, intégrée et flexible face à la pandémie. Elle a notamment poursuivi une série de mesures et de procédures visant à limiter les effets de la pandémie sur son propre fonctionnement et sur le pays hôte, à protéger le personnel des Nations Unies et à assurer la continuité des opérations. Conformément à son plan d'urgence et d'adaptation à la COVID-19, elle a mis en place des modalités de travail hybrides, selon les besoins et pendant les vagues d'infection, en adaptant les mesures en fonction des taux de contamination au sein du personnel des Nations Unies et de la population.

### **Activités de fond et autres activités relatives aux programmes**

29. La Mission a mené une série d'activités relatives aux programmes à l'appui de l'exécution de son mandat. Ces activités visaient à soutenir la mise en œuvre du programme national de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement, ainsi qu'à renforcer les capacités des institutions locales et à soutenir le Gouvernement dans les domaines de la justice, de l'administration pénitentiaire, des droits humains, des programmes de stabilisation des communautés, de la formation de la police, de l'état de droit, de la réforme du secteur de la sécurité et de la consolidation de la paix.

30. L'état d'avancement et la nature des activités mises en œuvre sont décrits ci-après :

a) **Désarmement, démobilisation, rapatriement et réintégration.** La Mission a fourni un appui technique et logistique aux autorités nationales aux fins de la mise en œuvre du programme national de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement, comme prescrit par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2552 (2020). À cet égard, elle a aidé les institutions nationales à désarmer et à démobiliser les combattants et combattantes non affiliés à la Coalition des patriotes pour le changement, notamment en assurant le versement d'une indemnité de réinsertion aux ex-combattants, en veillant à la sécurité et au stockage temporaire des armes et munitions collectées, et en exécutant des activités de communication et de sensibilisation à l'intention des groupes armés et des populations. Conformément au principe de l'appropriation par le pays, l'exécution du programme a continué d'être dirigée par des entités nationales chargées du désarmement, de la démobilisation, de la réintégration et du rapatriement, dont l'unité d'exécution du programme national

de désarmement, démobilisation, réintégration et réadaptation. Le désarmement a contribué à l'amélioration des conditions de sécurité et des moyens de subsistance au sein des communautés où le programme a été mis en œuvre, compte tenu de la moindre capacité des groupes armés à compromettre les acquis en matière de sécurité dans ces zones ;

b) **Programmes de lutte contre la violence locale.** La Mission a continué d'aider les autorités nationales et les organisations de la société civile concernées à élaborer et à mettre en œuvre des programmes de lutte contre la violence locale. À cet égard, elle s'est concentrée sur les régions qui étaient les plus exposées aux violences électorales et où aucun autre programme de lutte contre la violence locale n'était proposé, tout en ciblant expressément les jeunes courant le risque d'être manipulés et recrutés par des groupes armés dans le contexte des élections. Dans le cadre de ces programmes, elle a continué de proposer des activités de formation et d'accompagnement professionnels et des activités rémunératrices en vue de la réadaptation des infrastructures locales, qui ont profité aux bénéficiaires directs et à leurs communautés, et elle a poursuivi des projets de proximité et d'intérêt local, y compris le versement aux bénéficiaires d'une formation professionnelle de trois mois d'indemnités leur permettant de se nourrir et de payer leurs déplacements pendant toute la durée de la formation ; à la fin de leur formation, ces personnes ont en outre reçu des kits destinés à leur permettre de démarrer leur activité et de se réinsérer. Grâce à ces programmes, la Mission a pu renforcer la cohésion sociale et la cohabitation pacifique et améliorer les moyens de subsistance au sein des communautés. En outre, dans le contexte de la pandémie, les programmes de lutte contre la violence locale ont été l'occasion de mieux faire connaître les mesures de prévention de la COVID-19 grâce à l'installation de points de lavage des mains dans des lieux stratégiques au sein des communautés ciblées et à la production locale de savons pour les mains et de masques artisanaux par les bénéficiaires, et d'inciter la population à se faire vacciner. Ils ont été mis en œuvre en partenariat avec le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), qui a été choisi pour son expérience et sa capacité à exécuter les programmes de manière efficace et à moindre coût ;

c) **Affaires judiciaires et pénitentiaires (Cour pénale spéciale).** La Mission a contribué sur les plans technique et financier à l'achèvement de la phase de mise en œuvre opérationnelle de la Cour pénale spéciale, et notamment à la poursuite du recrutement des magistrats et à la formation du personnel recruté sur les plans national et international dans le domaine des stratégies et des techniques élémentaires et avancées pour la conduite d'enquêtes sur des crimes graves. La Mission a continué de fournir un appui concernant les activités judiciaires et d'enquête, les activités de liaison et de communication avec le public et les communautés touchées, la sécurité du personnel judiciaire et la protection des victimes et des témoins, la gestion d'ensemble des juridictions, ainsi que la mise en place et le fonctionnement du système d'aide juridictionnelle. Le programme a été mis en œuvre en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ;

d) **Affaires judiciaires et pénitentiaires (système pénitentiaire/démilitarisation des prisons).** La Mission a continué d'appuyer le déploiement effectif des acteurs des juridictions ordinaires aux quatre coins du pays. Elle a non seulement apporté un soutien logistique, mais aussi mené des activités de renforcement des capacités et fourni des conseils techniques afin que les acteurs de la justice, aussi bien dans les tribunaux qu'au sein de l'administration centrale du Ministère de la justice, soient dotés des outils nécessaires à l'exécution de leurs responsabilités. Il s'agissait notamment de renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire et la responsabilisation des magistrats, éléments essentiels pour assurer

l'efficacité de la stratégie de lutte contre l'impunité et restaurer la confiance à l'égard du système judiciaire. La Mission a également dispensé une formation à l'intention des acteurs judiciaires sur les questions liées au droit électoral afin qu'ils soient bien informés des dispositions du Code électoral pour pouvoir mener des enquêtes et engager des poursuites en cas de violations du droit électoral, de manière à traiter efficacement ce type d'affaires. Elle a apporté un soutien aux fins de la démilitarisation de l'administration pénitentiaire en assurant des activités de renforcement des capacités auprès du personnel civil des prisons. Elle a aussi contribué à la remise en état des prisons pour en améliorer la sécurité, réduire le nombre de faits graves survenant dans ces établissements et mettre en place des infrastructures adéquates. Ces programmes ont été mis en œuvre en partenariat avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et l'organisation Penal Reform International, qui ont été sélectionnés pour leur connaissance du contexte, des capacités et des limites du pays ainsi que pour leur expertise dans le domaine de la justice et de l'administration pénitentiaire ;

e) **Droits humains.** La Mission a continué de renforcer les capacités des institutions nationales de défense des droits humains, des membres de la société civile, des forums sur les droits de l'homme et des dispositifs d'alerte rapide en vue de la création d'un environnement protecteur, dans le contexte notamment des élections présidentielles et législatives. En particulier, elle a aidé le Haut Conseil de la communication à assurer la pleine mise en œuvre du plan national pour la prévention de l'incitation à la haine dans le but de prévenir la propagation de la violence dans le contexte des élections. Elle a également facilité le processus de justice transitionnelle, notamment en appuyant, en collaboration avec le Ministère de l'action humanitaire et de la réconciliation nationale, les travaux du comité de sélection de la Commission vérité, justice, réparation et réconciliation, à l'issue desquels 11 commissaires ont été officiellement désignés, marquant ainsi la mise en service intégrale de la Commission et le début de son mandat ;

f) **Affaires civiles (programmes de stabilisation des communautés).** La Mission a concouru au renforcement des dispositifs d'alerte rapide, ce qui a donné aux communautés les moyens d'entreprendre énergiquement des mesures préventives ou de répondre promptement aux menaces ciblant les populations civiles. Tout au long de la période électorale, la Mission a appuyé l'Autorité nationale des élections dans le cadre d'ateliers de formation et de sensibilisation à la gestion des rumeurs, dans le but de mobiliser la population en vue des élections. Elle a également aidé le Ministère de l'action humanitaire et de la réconciliation nationale à mettre sur pied de nouveaux comités locaux de paix et de réconciliation. En outre, elle a noué des partenariats avec des acteurs de la société civile et des autorités locales. Elle a ainsi pu mener à bien une série d'activités visant à s'attaquer aux causes profondes du conflit, dont des activités de renforcement des capacités en matière d'analyse des conflits, de gestion des conflits et de médiation. Les programmes ont également aidé les fonctionnaires déjà formés et déployés à prendre eux-mêmes en main les initiatives de rétablissement et d'extension de l'autorité de l'État dans leurs domaines respectifs et à renforcer les pratiques administratives et le fonctionnement de l'État dans les zones prioritaires. Ils ont été mis en œuvre en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement, Expertise France et le projet Tamboula financé par la France ;

g) **Formation et partage des locaux des forces de police.** La Mission a remis en état et équipé des postes de police et de gendarmerie et a assuré la formation des forces de sécurité intérieure. Elle a notamment mené des activités de formation sur les questions électorales selon une démarche soucieuse des questions de genre, dans les domaines de l'analyse du renseignement, de la protection des dignitaires et des civils, du recours à la force et du respect des droits humains dans le contexte des élections. Ce programme, qui a contribué à l'amélioration des conditions de travail et



des services fournis à la population, au renforcement de la sécurité et à la libre circulation des habitants, a été mené en partenariat avec des ONG et des représentants des forces de sécurité intérieure ;

h) **État de droit/institutions chargées de la sécurité/réforme du secteur de la sécurité.** La Mission a aidé les autorités centrafricaines à examiner la stratégie nationale de réforme du secteur de la sécurité et à mettre en place des procédures de vérification des antécédents dans le cadre de la professionnalisation des forces de défense nationale et de sécurité intérieure. En outre, elle a organisé un atelier à l'intention des membres féminins des Forces armées centrafricaines pour les sensibiliser à leurs attributions et responsabilités dans la sécurisation du processus électoral. Elle a également appuyé le système de justice militaire en animant des séances de formation et de renforcement des capacités ;

i) **Affaires politiques (consolidation de la paix).** Pour la deuxième année consécutive, la Mission a mis en œuvre un programme d'éducation politique par l'intermédiaire de l'organisation Finn Church Aid, dans le but de stabiliser et de transformer politiquement les zones touchées par le conflit ; le programme vise ainsi à renforcer les capacités des autorités locales, des femmes, des jeunes leaders, des personnes déplacées et d'autres groupes vulnérables, et à promouvoir progressivement le dialogue politique comme moyen de traiter les griefs de manière pacifique. Après avoir consolidé les acquis obtenus à Bangui et dans le secteur ouest, la Mission a élargi sa zone d'intervention pour couvrir une nouvelle préfecture dans le secteur centre et une autre dans le secteur est. Elle a également lancé une série d'interventions ciblées visant à accroître la capacité des acteurs locaux à prévenir et à régler les conflits locaux, de manière à renforcer les moyens d'action des parties prenantes au dispositif local de mise en œuvre de l'Accord de paix, notamment les comités préfectoraux de mise en œuvre de l'Accord et les comités techniques chargés de la sécurité. Pour contribuer à l'instauration d'un environnement propice à la tenue des élections, elle s'est également employée à renforcer les capacités des partis politiques sur l'organisation d'une campagne électorale responsable.

## C. Activités d'appui de la Mission

31. Au cours de l'exercice considéré, la Mission a continué d'affecter du personnel dans plusieurs sites aux quatre coins de la République centrafricaine, notamment à son quartier général et dans la base de soutien logistique à Bangui, dans trois postes de commandement de secteur (Bouar, Bria et Kaga Bandoro), dans cinq bureaux locaux intégrés (Bambari, Bangassou, Bossangoa, Berbérati et Ndélé), dans trois bureaux auxiliaires (Birao, Obo et Paoua) et dans plusieurs autres sites du pays où n'était en place qu'une présence militaire permanente. Elle a également maintenu des fonctions d'appui logistique et administratif à Douala (Cameroun) ainsi qu'à la plateforme logistique de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, située à Entebbe (Ouganda).

32. À l'appui de son mandat et de ses activités, et compte tenu de l'adaptation des opérations militaires face à la dégradation des conditions de sécurité, la Mission a équipé d'installations préfabriquées deux bases d'opérations situées à Bouar et à Kaga Bandoro. Afin d'améliorer encore l'efficacité de sa force pour ce qui est de protéger les civils, elle a remis à niveau la coordination de la sécurité et la perception de la situation sur le terrain, grâce à l'emploi d'un système de drones miniatures composé de quatre aéronefs sans pilote, mis à disposition dans le cadre d'une lettre d'attribution. Elle a ainsi obtenu des informations en temps réel sur l'état de la situation dans le cadre de ses activités tactiques relatives à la protection des civils, dont le personnel de la MINUSCA. En particulier, ces systèmes ont permis

d'améliorer les dispositifs de renseignement, de surveillance, de reconnaissance et d'alerte rapide, ce qui a permis à la Mission de garantir une sécurité adéquate, y compris pour les convois humanitaires et logistiques de la MINUSCA.

33. Au cours de l'exercice considéré, la MINUSCA a élargi la gamme de ses services médicaux pour contribuer à la mise en œuvre de mesures de prévention contre la pandémie de COVID-19 et veiller au respect des protocoles de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et du Gouvernement. Elle a remis en état les installations du Ministère de la santé afin d'appuyer l'action menée par le Gouvernement pour fournir des services de santé adéquats à la population. En outre, la Mission a rénové et adapté trois installations à Bangui servant à l'isolement des cas suspects et confirmés d'infection à la COVID-19. Elle a établi son propre laboratoire de tests par amplification en chaîne par polymérase, qui a été pleinement homologué par l'OMS et le Gouvernement en vue du dépistage de tous les membres de la communauté des Nations Unies en République centrafricaine. Elle a mené une campagne de vaccination dans le cadre du programme de vaccination contre la COVID-19 déployé à l'échelle du système des Nations Unies. À la fin de l'exercice considéré, 15 108 doses de vaccin avaient été injectées au personnel et 6 378 membres des effectifs de la MINUSCA étaient complètement vaccinés. Pour mieux soigner les patients atteints de COVID-19, elle a acheté des équipements et des articles consommables supplémentaires destinés à la prestation de soins prolongés. Elle a également acheté du matériel médical destiné à un système d'abri afin de mettre en place une unité de soins intensifs de six lits, équipés chacun d'un ventilateur, d'un concentrateur d'oxygène et d'un moniteur des fonctions vitales. Soucieuse d'adapter ses locaux aux réalités de la COVID-19, la MINUSCA a restauré les bâtiments du site d'UCATEX et remis à niveau les infrastructures informatiques pour offrir au personnel civil et en tenue des espaces de travail supplémentaires, et elle a aménagé de nouveaux blocs sanitaires et rénové des bâtiments préfabriqués à son quartier général à Bangui.

34. Pour permettre au personnel de poursuivre l'exécution de son mandat malgré les restrictions de circulation imposées dans le cadre de la pandémie de COVID-19, la Mission a mis à niveau les infrastructures et les services informatiques de manière à faciliter le recours accru aux applications en nuage, notamment les outils de collaboration permettant de mener des réunions et des sessions de formation virtuelles et de partager des documents. Elle a ainsi pu aménager les modalités de travail et favoriser la collaboration virtuelle des membres du personnel en poste dans différents lieux, bureaux ou régions.

#### **D. Coopération avec des entités des Nations Unies au niveau régional**

35. Au cours de l'exercice considéré, la MINUSCA a continué de recourir aux services de la plateforme logistique de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, ainsi que de la Section de l'appui centralisé aux achats et du Centre de services régional, tous deux situés à Entebbe, à l'appui de ses opérations. Elle a continué de bénéficier de l'aide du Centre de services régional dans les domaines suivants : entrée en fonctions et cessation de service, prestations et états de paie, règlement des fournisseurs, droits à prestation et voyages autorisés, traitement des demandes de prestations (telles que les indemnités pour frais d'études et demandes de remboursement des frais de voyage en mission), services de caisse, formation et services de conférence, transports et contrôle des mouvements et services informatiques. Elle a poursuivi sa coopération avec le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, à l'appui notamment de la collaboration politique et de l'action menée à l'échelle régionale pour trouver des solutions à la situation en République centrafricaine. Elle a collaboré avec le Bureau en échangeant des informations sur la gestion transfrontalière de la pandémie de



COVID-19 entre le Cameroun et la République centrafricaine, ainsi que sur une analyse conjointe de l'incidence des activités des groupes armés sur l'exécution de son mandat dans l'ouest de la République centrafricaine.

36. Dans le cadre d'une coopération menée avec la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud de décembre 2020 à avril 2021, la MINUSCA a bénéficié du déploiement temporaire de deux compagnies d'infanterie et de deux hélicoptères militaires de manœuvre afin de renforcer la sécurité dans les zones critiques, tout en maintenant la sécurité à Bangui à la suite des violences liées aux élections. Ces hélicoptères ont contribué de manière essentielle à harmoniser la composition des moyens aériens de la Mission, ce qui lui a permis de procéder à des interventions rapides aux fins de la sécurité et de la protection des civils sur l'ensemble du territoire national, et de garantir la sécurité des élections de décembre 2020 et de mars 2021.

## **E. Partenariats, coordination avec l'équipe de pays et missions intégrées**

37. La Mission a continué de renforcer sa coopération avec l'équipe de pays des Nations Unies et d'autres partenaires pour faire progresser les activités d'appui électoral, la paix, le développement et l'action humanitaire. Forte des partenariats qu'elle a consolidés avec les acteurs régionaux et l'équipe de pays des Nations Unies, elle a pu s'acquitter de son mandat plus efficacement et aider la population à tirer réellement profit de l'Accord de paix et, notamment, à faire face aux conséquences socioéconomiques de la COVID-19.

38. En étroite collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, la Mission a continué d'œuvrer aux côtés du Gouvernement pour mettre en œuvre la stratégie nationale de rétablissement et d'extension de l'autorité de l'État. Elle a également poursuivi sa coopération avec la mission de conseil de l'Union européenne et la mission militaire de formation de l'Union européenne en République centrafricaine pour appuyer la vérification des antécédents et la formation des membres des forces de défense nationale et de sécurité intérieure.

39. Le Plan-cadre intégré des Nations Unies pour l'aide au développement 2018-2021 a été prorogé jusqu'en 2022, afin que le système des Nations Unies puisse répondre de manière continue et coordonnée aux priorités du Plan national de relèvement et de consolidation de la paix. Les priorités programmatiques de la MINUSCA ont été incluses dans le plan-cadre 2018-2021 et dans le plan de travail conjoint pour la période 2021-2022, en fonction des compétences spécifiques de chacun des membres de l'équipe de pays des Nations Unies. En collaboration avec ses partenaires des Nations Unies, la Mission a aidé le Gouvernement à accroître l'application du Plan national de relèvement et de consolidation de la paix et à accélérer le décaissement des fonds connexes.

40. En coopération avec ses partenaires, la MINUSCA a intensifié ses efforts de coordination avec les acteurs régionaux en appuyant la mise en œuvre de l'Accord de paix, qui est en cours. Elle a continué d'apporter un appui technique et logistique au Groupe international de soutien à la République centrafricaine afin que celui-ci puisse poursuivre ses activités, et elle a poursuivi sa collaboration avec des représentants de l'Union africaine, de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et de l'Union européenne, ainsi qu'avec des États Membres, dont la Chine, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie et la France.

## F. Cadres de budgétisation axée sur les résultats

### Composante 1 : sécurité, protection des civils et droits de l'homme

41. La MINUSCA a continué de s'efforcer d'atteindre l'objectif prioritaire de son mandat, à savoir assurer la protection des civils et la promotion et la protection des droits de l'homme, dans des conditions de sécurité toujours plus complexes marquées par la recrudescence de la violence et l'exacerbation des tensions politiques découlant de la défiance entre le Gouvernement centrafricain et l'opposition. La formation de la Coalition des patriotes pour le changement et les violences qui se sont ensuivies ont fait subir de sérieux revers à la réconciliation et au rétablissement, ainsi qu'à l'extension de l'autorité de l'État, mettant en péril les progrès accomplis jusqu'ici, notamment dans les domaines de la sécurité et de la protection des civils. Pendant l'exercice, le nombre d'affrontements violents entre parties signataires a fortement augmenté, ce qui a entraîné une hausse du nombre de morts parmi les civils, ainsi que du nombre de violations des droits humains. Ces violations comprenaient des violences sexuelles liées aux conflits et de graves violations des droits de l'enfant, commises tout au long du processus électoral par des groupes armés, notamment ceux affiliés à la Coalition, les forces de défense et de sécurité intérieures centrafricaines, ainsi que des forces et d'autres agents de sécurité déployés à la demande du Gouvernement dans le cadre d'accords bilatéraux. Les engagements politiques pris par la direction de la Mission ont contribué pour beaucoup à prévenir de nombreuses attaques contre des civils et à trouver des solutions aux principaux problèmes recensés à l'aide du dispositif d'alerte rapide des Nations Unies.

42. Pour améliorer la protection des civils, la MINUSCA s'est attachée en priorité à renforcer les dispositifs d'alerte rapide, la prévention et les interventions sur le terrain. Le nombre de réseaux d'alerte locale et d'assistants chargés de la liaison avec la population locale dans les bases opérationnelles permanentes et temporaires a ainsi augmenté pendant l'exercice. Les coordonnateurs bénévoles ont reçu des formations sur les dispositifs d'alerte rapide et sur le rôle essentiel qu'ils avaient à jouer dans l'alerte rapide des composantes de la Mission, des assistants chargés de la liaison avec la population locale et des autorités locales. Des sessions de renforcement des capacités auxquelles ont participé des représentants des autorités locales, de la population et de la société civile et des agents des forces de défense nationale et de sécurité intérieure et des unités spéciales mixtes de sécurité ont été animées afin que ceux-ci puissent, ensemble, examiner et améliorer les mesures de protection, prévenir et atténuer les menaces et assurer le suivi des mesures prises pour réduire les problèmes de sécurité. Pendant l'exercice, des retards ont continué d'empêcher les unités spéciales mixtes de sécurité de devenir pleinement opérationnelles. À la suite de la formation de la Coalition des patriotes pour le changement, de nombreux membres de ces unités ont rejoint les rangs des nouveaux groupes armés ou ont temporairement déserté leur camp. En outre, lorsque les unités spéciales mixtes de sécurité ont repris leurs patrouilles, des comportements répréhensibles à l'égard de la population ont été signalés, ce qui risquait de porter atteinte aux relations avec les autorités et la population locales.

43. La Mission a continué d'organiser des réunions de coordination virtuelles sur la protection des civils afin de discuter des alertes lancées et d'autres préoccupations et de coordonner des interventions globales et intégrées. Des cartes répertoriant les points chauds ont été établies chaque semaine afin de guider l'action du personnel en tenue et des autres personnes contribuant à la protection des civils, notamment les membres du groupe chargé de la protection et de l'équipe de pays des Nations Unies. Pour atténuer la menace que font peser les violences liées à la transhumance, en étroite coopération avec d'autres organismes des Nations Unies, la MINUSCA a continué de collaborer avec les autorités locales et des représentants de gardiens de troupeaux et

d'agriculteurs afin de consolider les mesures prises pour prévenir les conflits violents entre les gardiens de troupeaux et les agriculteurs locaux. Grâce à la mise en œuvre intégrée d'un projet de transhumance transfrontière entre la République centrafricaine, le Cameroun et le Tchad, la cohésion sociale entre les populations vivant près des frontières s'est améliorée et un dialogue sur la transhumance entre le Tchad et la République centrafricaine a été engagé pour la première fois depuis des décennies. De plus, la Mission a aidé les autorités nationales et locales et les organisations de femmes et de jeunes à cartographier les nouveaux itinéraires de transhumance et à collecter des données sur la violence fondée sur le genre pour que les activités de protection soient mieux ciblées et davantage axées sur la prévention et l'intervention.

44. La Mission a continué de protéger et de promouvoir les droits humains en renforçant les capacités des ministères d'exécution, des institutions nationales et locales de défense des droits humains, des organisations de la société civile et des réseaux d'alerte rapide. Grâce aux sessions et ateliers de formation qu'elle a organisés, la Mission a développé les capacités nationales en matière de suivi des violations des droits humains et de collecte des données y relatives dans le but de faciliter les alertes rapides concernant la protection des civils et de mettre en place des espaces de dialogue sur les droits humains aux niveaux local et national. Des sessions de formation ont également été organisées afin de renforcer les capacités en matière de justice transitionnelle et de lutte contre l'impunité. La Mission a également renforcé les capacités des membres des forces de défense nationale et de sécurité intérieure dans le domaine des droits humains et a contribué à l'intégration d'une approche fondée sur les droits humains dans leur travail.

45. En réponse à l'augmentation du nombre de violations des droits humains, la Mission a constitué une équipe spéciale composée de spécialistes des droits humains, de spécialistes de la protection de l'enfance et de membres du personnel de police des Nations Unies, qui se sont rendus dans tout le pays pour enquêter sur des violations liées aux élections. Les informations recueillies et corroborées par l'équipe spéciale ont servi de base à un rapport public axé sur les violations liées aux élections et couvrant la période allant de juillet 2020 à juin 2021. À la suite des missions effectuées sur le terrain, des rapports relatifs aux droits humains ont été communiqués au Gouvernement et ont incité le Ministère de la justice à établir, le 4 mai 2021, une commission spéciale chargée d'enquêter sur les violations commises par les forces de défense nationale et de sécurité intérieure, ainsi que par les forces et autres agents de sécurité déployés dans le cadre d'accords bilatéraux.

46. La Mission a continué de collaborer avec les groupes armés signataires de l'Accord de paix en vue de prévenir et de mettre fin aux violations graves des droits de l'enfant, ainsi que de sensibiliser la population locale et les institutions nationales aux fins du renforcement de la protection des enfants et de leurs droits, notamment au sujet des nouvelles dispositions de protection prévues par le Code de la protection de l'enfant adopté en juin 2020. La Mission a lancé l'initiative Agir pour protéger les enfants touchés par les conflits armés au niveau national ; il s'agit d'une campagne mondiale s'étalant sur trois ans et visant à protéger les enfants contre six violations graves de leurs droits, l'accent étant mis sur la protection des enfants pendant les élections. La collaboration avec les groupes armés a abouti à la sortie d'enfants de leurs rangs et les activités de sensibilisation menées auprès des autorités judiciaires nationales, à la libération d'enfants qui avaient été arrêtés ou détenus pour association avec des groupes armés. La recrudescence de la violence et la pandémie de COVID-19 ont empêché la Mission de mener des activités de sensibilisation et de formation et ont entraîné des retards dans l'établissement du plan national de prévention. Par l'intermédiaire des structures prévues par l'Accord de paix, la Mission a également

recherché des occasions de dialoguer avec les groupes armés sur la nécessité d'ordonner l'interdiction de la violence sexuelle.

47. La MINUSCA a continué de contribuer à des campagnes menées dans tout le pays afin de combattre les discours haineux et l'incitation à la violence et de couper court aux rumeurs, en particulier celles visant à attiser la violence et à faire circuler des informations erronées sur la COVID-19, l'idée étant de renforcer les capacités des journalistes et des professionnels des médias en matière de prévention de l'incitation publique à la haine et à la violence. Elle a également contribué à la mise en œuvre et au suivi du plan national pour la prévention de l'incitation à la haine et à la violence en apportant son appui au Haut Conseil de la communication, institution nationale chargée de réglementer les médias en République centrafricaine qui a pour mandat de combattre les discours haineux et l'incitation à la violence. Afin de faire prendre conscience des effets négatifs des discours de haine, la MINUSCA et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ont publié, le 11 décembre 2020, un rapport sur la prévention de l'incitation à la haine et à la violence en République centrafricaine.

48. Pendant l'exercice, les accidents liés à des engins explosifs se sont multipliés dans le pays. Entre janvier et juin 2021, 23 accidents de ce type se sont produits, faisant des morts et des blessés parmi la population civile, y compris des enfants, les agents des forces de défense centrafricaines et les soldats de la paix. Pour appuyer l'action menée pour faire face à la menace que représentent les engins explosifs en République centrafricaine et pour assurer la sûreté et la sécurité des soldats de la paix, la MINUSCA a organisé des sessions de sensibilisation sur les risques liés à ces engins, auxquels ont participé plus de 1 000 membres du personnel des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales. En outre, elle a consolidé ses outils d'alerte rapide et de protection de la population dans plus de 40 bases militaires et tenu des sessions de sensibilisation aux risques à l'intention du personnel civil et en tenue des Nations Unies, ainsi que des agents humanitaires.

49. Pendant l'exercice, la situation humanitaire s'est détériorée au plus haut point depuis cinq ans en raison de la violence, des déplacements de population, de la flambée des prix des denrées alimentaires provoquée par la perturbation de la principale voie d'approvisionnement du pays, des mesures de prévention de la COVID-19 et de la baisse de la production agricole causée par les inondations. Les problèmes de sécurité touchant le personnel humanitaire ont augmenté, principalement les cambriolages, les vols et l'obstruction de l'acheminement de l'aide. Tout au long de l'exercice, la force de la Mission avait pour priorité de pouvoir assurer la sécurité des convois d'aide humanitaire qu'elle escortait.

---

### Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration des conditions de sécurité et protection des civils

---

#### *Indicateurs de succès prévus*

Diminution du nombre d'attaques et d'affrontements armés entre les parties au conflit (2018/19 : 113 ; 2019/20 : 117 ; 2020/21 : 60)

#### *Indicateurs de succès effectifs*

198 affrontements armés entre les parties au conflit

Les affrontements armés ont été plus nombreux que prévu, ce qui s'explique par les violences qui ont éclaté avant et après les élections présidentielles, ainsi que par la reprise des combats entre les groupes armés affiliés à la Coalition des patriotes pour le changement et les forces de défense nationale et de sécurité intérieure, soutenues par des forces et des agents de sécurité déployés dans le cadre d'accords bilatéraux à la suite de l'attaque manquée lancée contre la capitale le 13 janvier 2021

Diminution du nombre de postes de contrôle illégaux sur l'ensemble du territoire national (2018/19 : sans objet ; 2019/20 : 162 ; 2020/21 : 120)

130 postes de contrôle illégaux sur l'ensemble du territoire national

Le nombre de postes de contrôle illégaux a été supérieur aux prévisions, car les groupes armés ont mis en place de nouveaux postes de contrôle pour générer des revenus après qu'ils ont perdu le contrôle de zones minières à la suite de la contre-offensive lancée par les forces de défense nationale et de sécurité intérieure, soutenues par des forces et des agents de sécurité déployés dans le cadre d'accords bilatéraux

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui, non ou nombre</i>		<i>Observations</i>
Maintien et exploitation de 24 bases d'opérations permanentes, de 4 camps intégrés permanents et de 40 bases d'opérations temporaires au plus pour permettre à la Mission d'assurer une présence souple et préventive	21		Bases d'opérations permanentes
	4		Camps intégrés
	41		Bases d'opérations temporaires
Conduite de 1 400 patrouilles hebdomadaires, dans les principales agglomérations sur l'ensemble du territoire, afin d'intervenir rapidement pour protéger les civils, de permettre une plus grande liberté de circulation et d'atténuer le danger que représentent les groupes armés et de limiter leur influence sur l'ensemble du territoire	2 269		Patrouilles hebdomadaires  L'écart tient à la nouvelle approche qu'a adoptée la Mission pour assurer la liberté de circulation et la protection des civils, ainsi qu'aux mesures prises pour faire face à la détérioration des conditions de sécurité
Conduite de 200 patrouilles hebdomadaires conjointes avec les forces de défense nationale et de sécurité intérieure dans les principales agglomérations, sur l'ensemble du territoire, pour appuyer l'extension de l'autorité de l'État et intervenir pour protéger les civils, en atténuant le danger que représentent les groupes armés et en limitant leur influence et leur contrôle sur le territoire	287		Patrouilles hebdomadaires conjointes  L'écart tient à la stratégie de la Mission consistant à établir une présence solide dans le cadre des élections compte tenu de l'intensification des activités des groupes armés, qui a entraîné une multiplication des affrontements armés et une détérioration des conditions de sécurité à la suite des violences qui ont précédé et suivi les élections
Conduite de 350 patrouilles hebdomadaires par l'Équipe spéciale conjointe de Bangui et le personnel de police des Nations Unies en collaboration avec les forces de sécurité intérieure pour assurer la liberté de circulation et la protection des civils 24 heures sur 24	232		Patrouilles hebdomadaires  L'écart s'explique par les facteurs suivants : a) la Mission a donné la priorité à de nouvelles tâches attribuées au personnel de police des Nations Unies en réponse à la détérioration des conditions de sécurité, tâches qui consistaient notamment à assurer la sécurité de dignitaires nationaux et internationaux pendant les élections, ainsi que de 11 juges nommés par la Cour pénale spéciale ; b) les forces de sécurité intérieure étaient réticentes à participer aux patrouilles conjointes à la suite d'une campagne contre la MINUSCA

Conduite de 40 patrouilles hebdomadaires conjointes avec les unités spéciales mixtes de sécurité pour assurer la liberté de circulation et la protection des civils

Déclenchement, par les unités de réserves du commandant de la force (3 unités de la force d'intervention rapide), de 13 opérations mobiles et robustes menées à court terme par des bataillons entiers et de 12 opérations à plus long terme en vue de dissuader activement les groupes armés de mener des actions contre les civils dans les nouvelles zones de tension, de protéger les civils de la violence ou du harcèlement pendant la période électorale et de réduire la présence des groupes armés et le contrôle qu'ils exercent

Assignation de 85 escortes armées en moyenne par semaine pour accompagner des convois des Nations Unies et des convois humanitaires et commerciaux

Organisation quotidienne de 6 heures de vol de drones et de 16 heures de vol d'hélicoptères aux fins de l'appréciation de la situation et de l'anticipation des menaces pesant sur la sécurité et à l'appui des opérations militaires et des missions de renseignement, de surveillance et de reconnaissance

Organisation de 150 projets de réfection de routes, ponts, puits et aéroports menés par les groupes du génie de la MINUSCA et mise en place de missions en partenariat avec l'équipe de pays des Nations Unies, ainsi que les partenaires gouvernementaux et humanitaires dans le but de faciliter la protection des civils ainsi que l'acheminement et le suivi de l'aide humanitaire et du relèvement rapide

Non Aucune patrouille conjointe n'a été menée pendant l'exercice, car la force de la Mission et les unités spéciales mixtes de sécurité n'ont pas conclu de mémorandum d'accord dans la mesure où ces dernières n'étaient pas encore pleinement opérationnelles. Les unités spéciales mixtes de sécurité ont néanmoins mené des patrouilles sans la force de la Mission

10 Opérations mobiles et robustes menées à court terme par des bataillons entiers  
L'écart tient au fait que la priorité a été donnée aux opérations à long terme pour répondre aux besoins opérationnels

15 Opérations à long terme  
Le nombre d'opérations à long terme a été supérieur aux prévisions, car il a fallu assurer la sécurité des élections et dissuader activement les groupes armés de mener des actions contre les civils

427 Escortes armées hebdomadaires  
L'écart s'explique par la modification des directives de la Mission, qui requièrent désormais que tous les véhicules individuels soient escortés, compte tenu notamment de l'insécurité croissante et du nombre d'attaques perpétrées contre des agents humanitaires

4 Heures de vol de drones par jour  
L'écart est imputable aux mauvaises conditions météorologiques qui ont prévalu pendant la saison des pluies (tempêtes fréquentes, vents forts et nuages bas), qui ont causé des interruptions fréquentes des opérations et empêché le vol des drones

11 Heures de vol d'hélicoptères par jour  
L'écart s'explique par le fait que des hélicoptères étaient indisponibles ou inutilisables, ainsi que par le déploiement retardé de 1 appareil

79 Projets, à savoir 38 projets de réfection de routes, 21 de réfection de ponts, 7 de réfection de dispositifs d'approvisionnement en eau et 13 de réfection et d'entretien d'aérodromes et de sites d'atterrissage  
L'écart tient au fait que la priorité a été donnée à des projets de réfection de routes et de ponts afin de faciliter la circulation des personnes et d'assurer l'ordre démocratique et la sécurité du

Établissement de 65 postes de garde statique chaque semaine pour accroître la visibilité des contingents et leur capacité à intervenir de façon préventive et pour protéger les civils du danger que représentent les groupes armés		processus électoral, projets qui ont mobilisé une part importante des capacités de la Mission en matière de génie étant donné la mauvaise qualité du réseau routier
Tenue de 12 réunions visant à renforcer les connaissances théoriques et les compétences pratiques des autorités nationales en ce qui concerne les activités de neutralisation des explosifs et munitions	425	Postes de garde statique établis chaque semaine  L'écart tient aux moyens opérationnels qu'il a fallu déployer dans tout le pays pour faire face à la détérioration des conditions de sécurité, pour mieux protéger les civils et pour empêcher la circulation d'armes illégales dans le pays
Organisation de 20 sessions de formation sur la protection des civils, les droits de l'homme et le droit international humanitaire au profit des institutions nationales de défense des droits de l'homme, des membres de la société civile, des forums sur les droits de l'homme et des dispositifs d'alerte rapide afin de renforcer la capacité des acteurs étatiques et non étatiques à contribuer à la création d'un environnement protecteur	Non	Aucune réunion n'a eu lieu étant donné qu'en août 2020, les autorités nationales ont, en violation de l'accord sur le statut de la mission, saisi des explosifs achetés à des fins de formation et de mentorat ; le projet a donc été suspendu, notamment les réunions prévues
Conduite de 10 missions d'évaluation de la protection par la société civile et les institutions nationales de défense des droits de l'homme, avec l'appui de la MINUSCA, pour soutenir la pleine mise en œuvre opérationnelle des dispositifs d'alerte rapide établis aux niveaux national et régional	72	Sessions de formation  L'écart tient au fait qu'il a fallu dispenser des formations à un plus grand nombre de bénéficiaires, notamment des membres de la société civile, des journalistes, des réseaux d'alerte rapide et des forums locaux sur les droits de l'homme, en raison en particulier de la multiplication des violations des droits humains constatées dans le contexte des élections
Organisation de 4 manifestations publiques à l'appui de la production, de la publication et de la diffusion, par le Haut Conseil de la communication,	29	Missions d'évaluation de la protection  L'écart tient au fait que 3 institutions (le Conseil de la communication, le Comité national de prévention du génocide, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre et la Commission nationale des droits de l'homme) ont conduit 10 missions conjointes d'évaluation de la protection visant à désigner des personnes référentes chargées de communiquer des informations sur les alertes rapides relatives à des préoccupations liées aux droits humains et à la protection des civils pendant les élections, et 1 organisation de la société civile (Coordination nationale des associations des victimes) a mené 19 missions dans différentes localités pour recueillir des informations sur les violations des droits humains et aider les victimes à bénéficier des services disponibles
	2	Manifestations publiques
	Non	Aucun rapport thématique ou rapport parallèle n'a été établi par les institutions nationales de



le Comité de prévention du génocide, la Commission nationale des droits de l'homme et les organisations de la société civile, de 3 rapports thématiques et de 1 rapport parallèle sur la situation des droits humains des civils dans le pays, afin de mieux apprécier la situation et de promouvoir la responsabilité politique et judiciaire

Conduite de 54 patrouilles quotidiennes programmées par des unités de police constituées et de 6 patrouilles quotidiennes de renfort opérationnel, à l'intérieur et à l'extérieur de Bangui, pour procéder à des évaluations de la sécurité, fournir un renfort à la maîtrise des foules et au maintien de l'ordre public et collaborer avec la population et les autorités locales en vue de recueillir des renseignements

Tenue de 3 744 séances de dialogue organisées par les membres de la police des Nations Unies dans différentes localités (arrondissements et bases d'opérations, notamment) pour rassurer la population locale quant à sa sécurité et la sensibiliser à cette question

Organisation de 36 sessions de renforcement des capacités à l'intention de 720 acteurs de la protection et de la sécurité, notamment des représentants des autorités locales, des populations et de la société civile, des acteurs nationaux de la protection (forces nationales de défense et de sécurité intérieure et unités spéciales mixtes de sécurité), et des membres de l'équipe de pays des Nations Unies et de la MINUSCA (dont 215 femmes), afin d'examiner conjointement les moyens de protection et d'y apporter des améliorations fonctionnelles en vue de prévenir et d'atténuer les menaces et de suivre les mesures prises pour résoudre les problèmes détectés en matière de protection, et ainsi d'améliorer les conditions de sécurité dans leur ensemble dans le but de favoriser la mobilisation de tous les acteurs de la protection et de les responsabiliser davantage

défense des droits de l'homme et les organisations non gouvernementales sur la situation des droits humains en raison de la détérioration des conditions de sécurité, qui les ont empêchés de mener leurs activités de suivi et de proximité et de recueillir les informations nécessaires à l'établissement du rapport

Le nombre de manifestations publiques a été inférieur aux prévisions, car aucun rapport n'a été publié pendant l'exercice et aucune manifestation à l'appui de sa diffusion ne s'est donc tenue

67 Patrouilles quotidiennes programmées menées par les unités de police constituée

172 Patrouilles quotidiennes de renfort opérationnel

L'écart s'explique par le fait qu'il a fallu renforcer la présence policière, notamment dans le cadre de missions conjointes et d'opérations visant à assurer la sécurité menées après que la Coalition des patriotes pour le changement a tenté de renverser le Gouvernement centrafricain et que les conditions de sécurité se sont dégradées

4 529 Séances de dialogue

L'écart tient au fait qu'il a fallu mener davantage de séances de dialogue avec les habitants pour les rassurer, recenser leurs craintes et préoccupations concernant le déroulement des élections et améliorer les conditions de sécurité compte tenu du mandat de protection des civils de la Mission

36 Projets de renforcement des capacités

148 Sessions de formation

3 400 Acteurs de la protection et de la sécurité, dont 1 114 femmes

Le nombre d'acteurs ayant suivi une formation a été plus élevé que prévu, car il a fallu dispenser aux bénévoles participant au réseau d'alerte locale des cours de remise à niveau sur la collecte et la communication en temps voulu d'informations touchant à la sécurité et à la protection des civils pour renforcer les dispositifs d'alerte rapide, et mener des activités de formation pour promouvoir des solutions aux conflits entre agriculteurs et gardiens de troupeaux qui soient fondées sur le dialogue



Organisation de 3 sessions de formation à l'intention des membres du réseau national informel de protection des victimes et des témoins de violences sexuelles afin de renforcer les capacités nationales de mise en œuvre du communiqué conjoint de l'ONU et du Gouvernement centrafricain

Organisation de 12 groupes de discussion et activités médiatiques en vue de prévenir et de combattre l'incitation publique à la violence et les discours haineux dans le cadre des élections

Lancement de 1 campagne de communication nationale d'une année ciblant un public varié, par l'intermédiaire de la radio, de la presse écrite, de vidéos, des médias sociaux et d'activités de vulgarisation pour mobiliser un appui en faveur de la Mission et prévenir les conflits intercommunautaires et intracommunautaires

- 1 Session de formation  
L'écart est imputable aux restrictions imposées en raison de la pandémie de COVID-19, qui ont empêché de tenir des sessions de formation en grand comité ; ces sessions ont donc été remplacées par des sessions virtuelles visant à faire le point et à échanger des renseignements
- 11 Conférences de presse
- 11 Reportages
- 62 Articles publiés sur les plateformes de médias sociaux
- 13 Articles publiés sur le site Web de la Mission
  - 1 Bulletin d'information publié sur le site Web de la Mission
  - 1 Reportage photographique publié en ligne
- 63 Ateliers à l'intention de 2 500 habitantes et habitants des régions de Bangui, Bégoua, Bimbo et Berbérati
  - 1 Campagne d'une année, consistant en
- 24 Articles publiés sur le site Web de la Mission
  - 4 Bulletins d'information publiés sur le site Web de la Mission
- 91 Articles publiés sur les plateformes de médias sociaux
- 139 Messages radio, à savoir 100 reportages et débats produits et diffusés en grande partie sur Guira FM, ainsi que 33 sketches et 6 annonces publicitaires de prévention de la violence diffusés sur 20 stations de radio locales et sur Guira FM
- 253 Ateliers de sensibilisation organisés à l'intention de plus de 7 000 dirigeants locaux et habitants de tout le pays dans le cadre de l'action menée pour apaiser les tensions après les élections et promouvoir une culture de paix  
  
En outre, des activités de sensibilisation de porte à porte ont été menées à Bangui et Bria, et des caravanes de la paix ont été conduites, par de jeunes habitants pour la plupart, à Bangui, Bria, Bambari, Obo, Zémio, Moki et Bouar, ainsi que le long des axes Bouar-Baoro et Bouar-Baboua

**Réalisation escomptée 1.2 : Intensification de la promotion et de la défense des droits humains en République centrafricaine, en particulier des droits des femmes et des enfants, notamment par le renforcement des capacités nationales et locales dans ce domaine**

*Indicateurs de succès prévus*

Augmentation du nombre d'affaires réglées concernant des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, notamment des violations graves des droits de l'enfant et des violences sexuelles liées au conflit (2018/19 : 727 ; 2019/20 : 1 426 ; 2020/21 : 1 550)

Plans d'action destinés à prévenir et à éliminer les violations graves des droits de l'enfant mis en œuvre par des groupes armés (2018/19 : 2 ; 2019/20 : 3 ; 2020/21 : 3)

Enfants libérés des rangs de forces et groupes armés et confiés aux services de prise en charge compétents (2018/19 : 1 115 ; 2019/20 : 616 ; 2020/21 : 1 500)

Nombre de signataires de l'Accord de paix qui ont émis des instructions expresses en vue de proscrire toute violence sexuelle et adopté un code de conduite à cet effet (2018/19 : 0 ; 2019/20 : 0 ; 2020/21 : 5)

Nombre total d'agents des forces de sécurité intérieure qui ont suivi une formation sur les droits de l'homme, la protection des civils et des enfants, la prévention de la violence liée au conflit, la violence sexuelle et fondée sur le genre ainsi que les relations entre civils et militaires (2018/19 : 3 569 ; 2019/20 : 1 952 ; 2020/21 : 4 000)

*Indicateurs de succès effectifs*

Au total, 464 affaires ont été réglées

L'écart s'explique par l'absence d'autorités judiciaires dans certaines localités en raison de la détérioration des conditions de sécurité

Objectif atteint : 3 plans d'action signés par le Mouvement patriotique pour la Centrafrique, le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique et l'Unité pour la paix en Centrafrique étaient en cours d'exécution pendant l'exercice

L'exécution a été suspendue pendant la deuxième moitié de l'exercice en raison de la constitution de la Coalition des patriotes pour le changement, de la détérioration des conditions de sécurité et du mal qu'a eu la Mission à engager le dialogue avec les dirigeants des groupes armés. Bien que, selon des allégations, des enfants serviraient dans les rangs de groupes armés signataires, ces informations n'ont pas pu être vérifiées. Des enfants ont été vus avec des membres de la Coalition, qui n'était pas signataire des plans d'action

Au total, 290 enfants, dont 99 filles, ont été libérés des rangs de forces et groupes armés

L'écart s'explique par la constitution de la Coalition des patriotes pour le changement, qui a fait qu'il était plus difficile d'entrer en contact et de dialoguer avec les dirigeants des groupes armés

Aucun des 14 groupes armés n'a émis d'instructions expresses proscrivant la violence sexuelle

Cela s'explique par les restrictions imposées du fait de la pandémie et par la détérioration des conditions de sécurité, qui ont empêché les groupes armés affiliés à la Coalition des patriotes pour le changement de continuer de participer aux mécanismes de suivi et de mise en œuvre de l'Accord de paix et qui ont entravé la conduite d'un dialogue systématique sur la question de la violence sexuelle

3 500 agents, dont 200 agentes, des forces de sécurité intérieure ont suivi une formation

L'écart s'explique par la détérioration des conditions de sécurité et par les restrictions imposées du fait de la pandémie, qui ont entraîné la suspension de certaines activités de formation prévues dans les régions

Nombre de mesures de protection et de politiques visant à prévenir les violations des droits de l'homme et les atteintes à ces droits, y compris les violences sexuelles liées aux conflits, et à y réagir (2018/19 : sans objet ; 2019/20 : 4 ; 2020/21 : 2)

Objectif atteint : 2 mesures et politiques de protection ont été mises en place, dont une commission spéciale chargée d'enquêter sur les violations des droits humains commises par des agents de l'État et gestion par des ONG nationales de 2 résidences protégées pour les victimes et témoins de violences sexuelles

Nombre d'instructions données par des groupes armés en vue de prévenir et d'éliminer les violations graves des droits de l'enfant (2018/19 : 3 ; 2019/20 : 4 ; 2020/21 : 3)

Aucune instruction n'a été donnée pendant l'exercice  
Cela s'explique par l'émergence de la Coalition des patriotes pour le changement, qui a entravé le dialogue avec les dirigeants des groupes armés concernés

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui, non ou nombre</i>		<i>Observations</i>
Conduite de 36 missions d'enquête spéciales pour assurer le suivi d'allégations concernant des violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire et en établir le bien-fondé, de 120 missions sur le terrain pour surveiller les violations des droits de l'homme et de 150 visites de centres de détention	53	Missions d'enquête spéciales	L'écart tient au fait qu'il a fallu recueillir des éléments de preuve concernant les violations commises par toutes les parties au conflit dans le cadre des violences qui ont éclaté dans le contexte des élections
	73	Missions sur le terrain	L'écart s'explique par la détérioration des conditions de sécurité, qui a entraîné l'annulation de certaines missions sur le terrain et qui a poussé la Mission à accorder la priorité aux missions d'enquête spéciales
	211	Visites de centres de détention consistant à surveiller les conditions de détention, le traitement des détenus et le statut juridique conformément aux normes internationales en matière de détention	L'écart s'explique par le nombre croissant de personnes arrêtées et détenues en raison de leur affiliation à des groupes armés, qui a poussé la MINUSCA à conduire plus de visites de centres de détention
Établissement de 31 rapports sur la situation des droits de l'homme, dont 1 rapport annuel, 4 rapports trimestriels, 12 rapports mensuels, 2 rapports thématiques publics et autres comptes rendus d'incidents ou rapports spéciaux sur la situation des droits de l'homme dans le pays, y compris sur les violations des droits de l'homme et atteintes à ces droits liées au conflit, et sur les cas de violence sexuelle liée aux conflits et d'enfants touchés par des conflits armés, et 12 rapports mensuels sur les violations des droits de l'homme commises par les forces de défense nationale et de sécurité intérieure	31	Rapports, à savoir :	
	1	Rapport annuel sur les violences sexuelles liées aux conflits	
	4	Rapports trimestriels	
	12	Rapports mensuels	
	1	Rapport public	
	3	Rapports trimestriels sur les principales activités menées pour assurer la protection des femmes, notamment les activités de renforcement des capacités et les partenariats avec les ONG nationales	

	1 Rapport sur les arrangements de suivi, d'analyse et de communication de l'information concernant les tendances constatées pour ce qui est de l'exploitation et des atteintes sexuelles pendant la pandémie de COVID-19
Établissement de 1 rapport sur les droits de l'homme portant sur les tendances, les progrès et les difficultés constatés en matière de droits de l'homme depuis l'état des lieux établi en 2017, et organisation de 20 manifestations publiques en collaboration avec la société civile nationale et les institutions nationales de défense des droits de l'homme pour soutenir la pleine application des recommandations formulées dans ledit rapport	Non Le rapport n'a pas été publié. La publication a été repoussée, car la Mission a établi et publié en priorité le rapport sur les violations des droits humains liées aux élections  Non Aucune manifestation publique n'a été organisée en attendant la publication du rapport sur les tendances en matière de droits de l'homme
Conduite de 10 visites sur le terrain à l'appui des institutions nationales de défense des droits de l'homme afin d'aider le Haut Conseil de la communication à assurer la pleine mise en œuvre du Plan national pour la prévention de l'incitation à la haine dans le but de prévenir une propagation de la violence dans le contexte des élections	14 Visites sur le terrain menées pour sensibiliser le public à la prévention des atrocités et crimes de masse dans le contexte des élections  L'écart tient au fait qu'il a fallu déployer des moyens opérationnels pour lutter contre les discours haineux et l'incitation à la violence au vu de la détérioration des conditions de sécurité
Organisation de 5 cours de formation sur les droits de l'homme au profit de la Commission nationale des droits de l'homme afin de l'aider à exécuter son mandat en matière de promotion et de protection de ces droits, notamment dans le contexte des élections	5 Sessions de formation
Organisation de 20 sessions de formation préalables au déploiement et après le déploiement sur la protection des civils, les droits de l'homme et le droit international humanitaire, y compris sur les violences sexuelles liées aux conflits et la protection de l'enfance, à l'intention des forces de défense nationale et de sécurité intérieure, afin d'appuyer l'intégration des droits de l'homme dans la réforme du secteur de la sécurité, y compris le renforcement des capacités des forces de défense nationale	57 Séances de formation dispensées avant et après le déploiement  L'écart tient au fait qu'il a fallu former plus d'agents des forces de défense nationale et de sécurité intérieure sur les droits humains et le droit international humanitaire au vu des violations des droits humains qui auraient été commises par ces forces dans le cadre des élections
Organisation de 30 activités/sessions de formation sur les droits et la protection des enfants à l'intention de 1 500 membres des forces de défense nationale et de sécurité intérieure et agents pénitentiaires	60 Activités/sessions de formation
	1 199 Membres des forces de défense nationale et de sécurité intérieure et agents pénitentiaires  L'écart s'explique par le changement des modalités de formation compte tenu des mesures prises par la Mission pour freiner la propagation de la COVID-19, selon lesquelles un maximum de 15 participants pouvait être présent dans une salle pendant les sessions de formation. Il a donc fallu organiser un plus grand nombre de sessions avec un nombre moins élevé de participants

Organisation de 30 sessions de formation sur la protection des civils et des droits de l'homme dans le contexte électoral, dont 15 sessions de formation à l'établissement de rapports sur les droits de l'homme et à la surveillance de ces droits dans le contexte électoral, à l'intention des membres des organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme, de la société civile et des journalistes afin de soutenir une approche fondée sur les droits de l'homme en matière d'élections, et 15 sessions de formation à la protection des droits de l'homme dans le contexte électoral à l'intention des forces de défense nationale et de sécurité intérieure

Tenue de 26 réunions avec les dirigeants des groupes armés pour appeler à la signature et à la mise en œuvre de plans d'action destinés à prévenir et éliminer les violations graves des droits de l'enfant, de 4 réunions de coordination pour suivre et évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des plans d'action signés et de 30 activités de sensibilisation à la protection de l'enfance à l'intention des membres des groupes armés

Tenue de 10 sessions/activités de formation à l'intention des membres de la société civile sur le suivi et la vérification des violations graves des droits de l'enfant et lancement de 1 campagne nationale à cet égard, et organisation de 30 sessions de sensibilisation aux préoccupations touchant la protection de l'enfance à l'intention de la société civile, des notables locaux, des chefs religieux, des réseaux d'alerte locale et des autorités locales

63 Sessions de formation au total, dont :

43 Sessions sur l'établissement de rapports sur les droits de l'homme et la surveillance de ces droits

20 Sessions sur la protection des droits de l'homme dans le contexte électoral à l'intention des forces de défense nationale et de sécurité intérieure

L'écart tient au fait qu'il a fallu organiser plus de sessions de formation pour des acteurs étatiques et non étatiques étant donné que les conditions de sécurité s'étaient détériorées, les violations des droits humains et du droit international humanitaire ayant sensiblement augmenté et des violences ayant éclaté avant et après les élections

25 Réunions avec des groupes armés

Non Aucune réunion de coordination ne s'est tenue, car certains groupes armés qui avaient signé des plans d'action conjoints ont rejoint les rangs de la Coalition des patriotes pour le changement, ce qui a entravé la poursuite des dialogues et des réunions

21 Réunions avec des groupes armés

L'écart s'explique par la détérioration des conditions de sécurité

30 Sessions/activités de formation

L'écart tient au nombre supérieur aux prévisions d'activités menées dans le cadre du volet national de l'initiative mondiale Agir pour protéger les enfants touchés par les conflits armés, axée sur les 6 violations graves des droits de l'enfant, ainsi qu'aux activités de formation sur la protection de l'enfance organisées à l'intention des membres de la société civile dans le contexte de la détérioration des conditions de sécurité

1 Campagne nationale visant à protéger les enfants contre les 6 violations graves de leurs droits dans le cadre de la campagne mondiale de 3 ans

121 Sessions de sensibilisation

L'écart tient au nombre supérieur aux prévisions d'activités menées dans le cadre du volet national de l'initiative mondiale Agir pour protéger les enfants touchés par les conflits armés, axée sur les 6 violations graves des droits de l'enfant, dans le contexte des élections

Conduite de 60 missions sur le terrain pour suivre des atteintes graves aux droits de l'enfant, telles que la présence d'enfants dans des groupes armés, et en examiner le bien-fondé

Organisation de 1 atelier national et de 6 ateliers régionaux (au niveau préfectoral) sur la question de la prévention des 6 violations graves des droits de l'enfant dans le cadre d'un plan national de prévention

Établissement de 4 rapports trimestriels pour le Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés et de 1 rapport annuel relatif à la situation des enfants touchés par les conflits armés en République centrafricaine

Tenue de 10 réunions avec les membres du réseau national informel de protection, les associations de femmes et de jeunes et les prestataires de services pour soutenir le renforcement des capacités, la planification et les dispositifs d'intervention dans le domaine de la lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits

Tenue de 3 ateliers à l'intention d'organisations de la société civile et des institutions publiques concernées pour analyser l'évolution et l'ampleur de la violence sexuelle liée aux conflits, afin de formuler des recommandations concernant les dispositifs d'intervention conformément au communiqué conjoint de l'ONU et du Gouvernement centrafricain, en coopération avec les membres concernés de l'équipe de pays des Nations Unies

Lancement, par l'intermédiaire de la radio, de la presse écrite, de vidéos, des médias sociaux et d'activités de vulgarisation, de 1 campagne pour la protection des enfants contre les 6 violations graves des droits de l'enfant

#### 149 Missions sur le terrain

L'écart tient au fait qu'il a fallu assurer le suivi des violations qui auraient été commises contre des enfants dans le contexte de la détérioration des conditions de sécurité

Non Aucun atelier n'a eu lieu en raison des retards accusés par le Gouvernement dans l'établissement du plan national de prévention en raison des restrictions imposées du fait de la pandémie et de la priorité donnée par le Gouvernement aux élections et à la détérioration des conditions de sécurité, ce qui a entravé le dialogue et la participation des groupes armés aux ateliers

#### 4 Rapports trimestriels

1 Rapport annuel sur la situation des enfants touchés par les conflits armés en République centrafricaine, qui a servi à l'établissement du rapport annuel global du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés

1 Rapport biennal du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés en République centrafricaine

10 Réunions tenues avec les membres du réseau à l'appui d'activités de sensibilisation sur les mesures de prévention de la COVID-19 et sur la prévention de la violence à l'égard des femmes dans le contexte électoral

Non Aucun atelier ne s'est tenu, car il était impossible d'organiser des ateliers en grand comité en raison des restrictions imposées du fait de la pandémie. Cela étant, la mise en œuvre du communiqué conjoint a fait l'objet de débats dans le cadre d'autres manifestations auxquelles ont participé les parties concernées. Il en a notamment été discuté avec les membres du réseau de protection du groupe de travail sur les arrangements de suivi, d'analyse et de communication de l'information

1 Campagne

4 Conférences de presse axées sur la protection des droits de l'enfant

27 Articles publiés sur les plateformes de médias sociaux

2 Photos du jour publiées sur le site Web de la Mission

## 12 Ateliers

- 1 Activité de sensibilisation du public sur le mécanisme de protection, de surveillance et de communication de l'information sur les violations graves commises contre des enfants en situation de conflit armé, à laquelle ont participé 2 594 personnes, dont 552 femmes

## 30 Reportages

- 8 Reportages radio

## **Composante 2 : appui au processus politique, au processus de paix et à la réconciliation**

50. La MINUSCA a poursuivi ses efforts pour ce qui est d'appuyer et de renforcer le processus politique, d'améliorer l'action qu'elle mène dans le pays pour aider les autorités nationales à appliquer pleinement et progressivement l'Accord de paix et d'appuyer les préparations pour la tenue d'élections libres, régulières et crédibles, ainsi que de promouvoir la réconciliation et le dialogue entre les communautés, les groupes armés signataires et le Gouvernement. Malgré les problèmes de sécurité résultant des violences liées aux élections et les moyens opérationnels qu'il a fallu déployer pour que la Mission puisse apporter un appui multidimensionnel, les élections présidentielles et législatives se sont déroulées conformément au calendrier électoral et ont abouti à un transfert démocratique du pouvoir, dans le respect des dispositions constitutionnelles. La Mission a continué d'appuyer les mécanismes de mise en œuvre de l'Accord de paix, tant au niveau national que local, et a engagé les groupes armés qui ont maintenu leur engagement en faveur de l'Accord à continuer de l'appliquer. Elle a apporté un appui technique, logistique et financier à cet égard.

51. En février 2021, le Gouvernement a entrepris une évaluation de l'application de l'Accord de paix malgré les tensions électorales qui en ont entravé la mise en œuvre et le fonctionnement des mécanismes. L'une des recommandations issues de l'évaluation était de nommer un ou une ministre chargé(e) de suivre la mise en œuvre de l'Accord. La MINUSCA a apporté un appui fonctionnel à cet égard en fournissant des conseils et des recommandations conformément à l'évaluation menée du 16 au 25 février 2021 par le comité exécutif d'application de l'Accord de paix. En juin, le Président, Faustin Archange Touadéra, a formé son nouveau gouvernement, comprenant un ministère du désarmement, de la démobilisation, de la réintégration, du rapatriement et du suivi de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation, ce qui montre que les autorités nationales restent attachées à l'Accord. L'appui financier et technique apporté par la Mission a permis de maintenir les cadres de mise en œuvre de l'Accord de paix, même s'ils n'étaient pas tous efficaces et inclusifs dans la même mesure. La MINUSCA a mis en place des espaces de dialogue politique sûrs dans 14 préfectures, contribuant à contrebalancer l'incidence négative sur la cohésion sociale qu'avaient les combats en cours. Les mécanismes locaux de suivi de l'Accord de paix se sont avérés particulièrement utiles pour résoudre les conflits locaux et maintenir un espace de dialogue sûr et inclusif. Grâce aux fonds consacrés aux activités relatives aux programmes, des comités préfectoraux clés ont entrepris des initiatives de désescalade et de règlement des conflits, ce qui montre que le pays s'approprie de plus en plus les programmes.

52. La MINUSCA a aidé le Ministère de l'action humanitaire et de la réconciliation nationale à établir des comités locaux de paix et de réconciliation et à renforcer leurs capacités. Elle a également renforcé les capacités des autorités locales, notamment



des comités préfectoraux chargés de la mise en œuvre de l'Accord de paix, ainsi que des ONG, en conduisant des processus de réconciliation et de paix locaux et en menant des initiatives d'atténuation des conflits, en se concentrant en particulier sur les points chauds où il y avait des tensions intercommunautaires, notamment en raison de la présence de groupes armés. Ces processus de réconciliation locaux, visant à encourager la société civile à s'approprier les initiatives de paix, de dialogue et de médiation, ont été entrepris en partenariat avec des organisations intergouvernementales, des organismes des Nations Unies et des partenaires bilatéraux.

53. La MINUSCA a fourni un appui technique et ses bons offices aux fins de l'obtention d'un consensus sur les réformes à entreprendre en application du Code électoral de 2019 et de la loi organique relative à l'Autorité nationale des élections, adoptée en juin 2020, et de la mise en place de mécanismes de coordination à l'approche des élections. En septembre 2020, le dispositif de consultation a été relancé au moyen d'un décret présidentiel prévoyant que le dispositif servirait de forum dans lequel les informations sur le processus électoral pourraient être partagées et discutées et le consensus facilité entre les partis politiques, la société civile et les institutions gouvernementales. Le comité stratégique chargé des élections a été créé aux fins de l'obtention d'un consensus entre la communauté internationale, le Gouvernement, l'Autorité nationale des élections, les partis politiques et la société civile. Comme suite à l'appel de la Mission et de la communauté internationale, le 24 décembre 2020, 11 nouveaux commissaires électoraux de l'Autorité nationale des élections ont pris leurs fonctions, ranimant l'institution et renforçant sa crédibilité auprès des partis politiques, des institutions gouvernementales et des acteurs de la société civile, qui avaient perdu confiance en la capacité de l'institution d'organiser des élections présidentielles et législatives libres, équitables et inclusives. La MINUSCA a contribué à l'élaboration d'une stratégie de communication et d'une campagne de sensibilisation et d'éducation civique dans le cadre des élections, tout en aidant le service de communication de l'Autorité nationale des élections à utiliser les médias pour atteindre un public plus large. Elle a également fourni des services de sécurité et un appui opérationnel et logistique afin que l'inscription des électeurs soit menée à bien.

54. Les conditions de sécurité et les performances des forces nationales de sécurité ont montré qu'il importait de recentrer les efforts sur la réforme du secteur de la sécurité, sur la gouvernance et sur les indicateurs de performance des forces nationales de sécurité, comme l'a confirmé l'évaluation de la mise en œuvre de la stratégie nationale de réforme du secteur de la sécurité menée par l'organisme national chargé de la coordination de la réforme du secteur de la sécurité. En février et mars 2021, la MINUSCA et la mission militaire de formation de l'Union européenne en République centrafricaine ont aidé l'Inspection générale des forces armées nationales à organiser deux visites d'inspection à Bouar et Bangassou (deux des trois zones de défense) en vue de remédier aux dysfonctionnements et manquements des forces nationales observés pendant la période électorale. En collaboration avec la mission militaire de formation de l'Union européenne, la MINUSCA a également contribué à renforcer les capacités des inspections des forces nationales de sécurité, notamment en établissant un système de mise en commun des informations dans lequel sont enregistrées toutes les fautes et violations commises par les forces nationales de sécurité déployées sur le terrain.

55. Parallèlement, la Mission a aidé le Ministère de la défense à rédiger le schéma directeur des infrastructures militaires et à réviser le plan national de défense, tout en continuant de contribuer au déploiement des forces de défense nationale et de sécurité intérieure dans tout le pays. Pendant l'exercice, elle a également apporté un appui logistique à l'organisation de patrouilles conjointes avec les Forces armées



centrafricaines, tout en veillant au respect de la politique de diligence raisonnable en matière de droits humains, en particulier après que des violations qu'auraient commises les forces de défense nationale et de sécurité intérieure ont été signalées et que les violations de l'accord sur le statut de la mission se sont multipliées. Pour accroître la prévention et pour que les responsables soient davantage amenés à répondre de leurs actes, la MINUSCA a établi des rapports trimestriels sur les violations des droits humains commises par les forces de défense nationale et de sécurité intérieure et a plaidé pour que des enquêtes soient ouvertes et que les auteurs soient tenus responsables de leurs actes.

56. Au cours de l'exercice considéré, l'exécution des activités de gestion des armes et des munitions en République centrafricaine a été gravement entravée par la pandémie de COVID-19 et la détérioration des conditions de sécurité observée avant et après les élections, qui ont limité les possibilités d'effectuer des missions sur le terrain, ainsi que par la saisie par les autorités nationales, en violation de l'accord sur le statut de la mission, d'explosifs achetés dans le cadre d'un projet visant à renforcer les capacités des forces de défense nationale en matière de neutralisation des explosifs et munitions. Cela étant, la MINUSCA a continué, par l'intermédiaire du Service de la lutte antimines, d'œuvrer pour que les forces de défense nationale et de sécurité intérieure appliquent les meilleures pratiques de gestion des armes et des munitions en dispensant une formation spécialisée, en menant des activités d'assurance de la qualité et en surveillant de près la gestion des armes et des munitions.

57. La MINUSCA a continué de soutenir les efforts déployés à l'échelle nationale pour faire avancer la mise en œuvre du programme national de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement, qui a pris de l'ampleur au cours des deux dernières années même si les conditions d'admissibilité au programme n'ont pas été respectées par certains groupes armés. Avec l'appui de la MINUSCA, l'unité d'exécution du programme a mené diverses opérations de désarmement et de démobilisation à Bangui et dans d'autres localités du nord-est et du centre-est du pays. L'alliance de certains groupes armés signataires avec la Coalition des patriotes pour le changement et les opérations militaires qu'ont ensuite menées les forces de défense nationale ont considérablement retardé la mise en œuvre du programme ; il a donc fallu prendre des décisions et donner des directives stratégiques claires sur la manière de poursuivre le programme dans ce nouveau contexte.

58. Pour compléter le programme national de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement, la MINUSCA a continué d'apporter son appui à des projets de lutte contre la violence de proximité consistant à mettre en place des incitations pour que les groupes armés aient plus de mal à recruter des jeunes enclins à la violence et à contribuer à la stabilisation des communautés. Dans le cadre du programme de lutte contre la violence de proximité et de projets communautaires, elle a également contribué à des activités de formation professionnelle, au lancement d'activités génératrices de revenus et à la création d'emplois rémunérés. Compte tenu de la pandémie, la Mission a continué, dans le cadre des projets de lutte contre la violence de proximité, de contribuer à des activités de sensibilisation sur les mesures de prévention de la COVID-19, à la production au niveau local, par les bénéficiaires, de savons pour les mains et de masques artisanaux, qui sont distribués aux groupes vulnérables, et à l'installation de stations de lavage des mains à des endroits stratégiques dans les localités ciblées.

---

**Réalisation escomptée 2.1 : Progrès sur la voie de la réconciliation, de la cohésion sociale et d'un processus de paix et d'un processus politique associant toutes les parties**


---

*Indicateurs de succès prévus**Indicateurs de succès effectifs*

Nombre d'initiatives d'atténuation des conflits entreprises dans les principales zones de tensions intercommunautaires (2018/19 : 42 ; 2019/20 : 82 ; 2020/21 : 28)

Objectif atteint : 39 initiatives d'atténuation des conflits ont été menées à l'échelle locale

Un plus grand nombre d'initiatives que prévu ont été menées, car les conditions de sécurité se sont dégradées à la suite des violences qui ont éclaté avant et après les élections et qui ont eu des répercussions sociales et politiques

Nombre de processus de réconciliation locaux contribuant à la paix et à la stabilité (2018/19 : 9 ; 2019/20 : 8 ; 2020/21 : 11)

Au total, 8 processus de réconciliation locaux ont été entrepris

L'écart est imputable aux restrictions imposées en raison de la pandémie, à la détérioration des conditions de sécurité à la suite des violences qui ont éclaté dans le cadre des élections, et à la priorité accordée au suivi et à la consolidation des progrès accomplis dans la mise en œuvre des accords de paix locaux signés ces dernières années

Nombre de mécanismes de suivi de l'Accord de paix opérationnels sur l'ensemble du territoire (2018/19 : sans objet ; 2019/20 : sans objet ; 2020/21 : 36)

Au total, 27 mécanismes de suivi, dont 2 au niveau national et 25 au niveau préfectoral, étaient pleinement opérationnels

L'écart tient au fait que le Gouvernement s'est opposé à ce que les groupes armés associés à la Coalition des patriotes pour le changement participent aux mécanismes locaux de suivi de l'Accord de paix ; il n'a par conséquent pas été possible de rendre opérationnels 5 comités préfectoraux de mise en œuvre de l'Accord et 4 comités techniques de sécurité

Nombre de bureaux d'inscription sur les listes électorales dans le pays (2018/19 : sans objet ; 2019/20 : sans objet ; 2020/21 : 3 300)

Objectif atteint : 3 541 centres de vote, dont 18 à l'étranger, et 5 448 bureaux de vote, dont 40 à l'étranger, ont été établis

Nombre de cadres juridiques et institutionnels et de dispositifs de coordination révisés relatifs à l'organisation d'élections présidentielles et législatives ouvertes à tous ayant été adoptés et mis en œuvre (2018/19 : sans objet ; 2019/20 : 1 ; 2020/21 : 2)

Objectif atteint : 2 cadres juridiques révisés relatifs aux élections, à savoir la loi organique révisée de l'Autorité nationale des élections et le calendrier électoral révisé, ont été adoptés

En outre, plusieurs dispositifs de coordination ont été mis en place ou rétablis, notamment un dispositif consultatif visant à obtenir un consensus entre les parties prenantes nationales, un comité stratégique chargé de synchroniser l'aide internationale avec les stratégies nationales relatives aux élections et un dispositif consultatif de coordination des questions de sécurité à trois niveaux

Prise de fonctions du (de la) Président(e) de la République centrafricaine et des membres de l'Assemblée nationale après qu'ils ont respectivement remporté les élections présidentielles et législatives et que toute

Objectif atteint : le Président élu a prêté serment le 30 mars 2021 et les membres de l'Assemblée nationale ont entamé leur session parlementaire le 3 mai 2021

En outre, les candidats, partis politiques et électeurs qui ont déposé un recours contre le scrutin ou contre les

contestation éventuelle du résultat d'un scrutin a fait l'objet d'un jugement (2018/19 : sans objet ; 2019/20 : sans objet ; 2020/21 : oui)

résultats provisoires des élections, pour examen final par la Cour constitutionnelle, l'ont fait dans les délais impartis

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui, non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
<p>Organisation de 12 ateliers dans 12 bureaux locaux (720 participants en tout) en vue de contribuer aux processus de paix locaux par un appui aux comités locaux de paix et de réconciliation et aux comités préfectoraux de mise en œuvre de l'Accord de paix, aux acteurs de la société civile et aux autorités locales, l'objectif étant d'appuyer l'exécution des processus et accords de paix à l'échelle locale conformément à l'Accord de paix, afin de résoudre les conflits, d'appuyer les opérations électorales aux niveaux local et régional et de stimuler l'appropriation par la société civile des initiatives de paix, de dialogue et de médiation, en partenariat avec les organisations intergouvernementales, les organismes des Nations Unies et les partenaires bilatéraux</p>	<p>74 5 273</p>	<p>Ateliers organisés dans 12 bureaux locaux</p> <p>Participants, dont 2 157 femmes</p> <p>L'écart s'explique par la décision qu'a prise la Mission de se charger directement de l'exécution du produit plutôt que de faire appel à des partenaires, ce qui a permis de couvrir un plus large public à un coût moins élevé que prévu par session</p>
<p>Lancement de 5 initiatives locales pour la paix (500 bénéficiaires en tout) comprenant des campagnes de sensibilisation, des caravanes de la paix, des séances de remue-méninges et des activités de mobilisation des femmes et des jeunes, dans le cadre desquelles les comités locaux de paix et de réconciliation, les comités préfectoraux de mise en œuvre de l'Accord de paix et les autorités locales se verront confier un rôle de médiation, l'objectif étant de renforcer les 11 accords de paix locaux existants et de faire face aux nouveaux conflits potentiels aux niveaux local et régional, afin de réduire la violence de proximité, de faciliter la liberté de circulation, d'atténuer les violences liées aux élections et à la transhumance et de préparer le retour pacifique des personnes déplacées et des réfugiés</p>	<p>8 4 453</p>	<p>Processus de paix locaux lancés à l'aide de 38 campagnes de sensibilisation</p> <p>Bénéficiaires, dont 1 921 femmes</p> <p>L'écart s'explique par la décision qu'a prise la Mission d'appuyer les processus de paix locaux sans faire appel à des partenaires, ce qui a permis de couvrir un plus large public à un coût moins élevé que prévu par session</p>
<p>Tenue de 10 séances de sensibilisation organisées au bénéfice des membres des comités de paix locaux ou nationaux, notamment du Comité technique de sécurité et des comités préfectoraux de mise en œuvre de l'Accord de paix, portant sur la prise en compte des préoccupations relatives aux enfants et à leur protection dans le cadre des initiatives de paix et de l'Accord de paix</p>	<p>17</p>	<p>Sessions de sensibilisation</p> <p>Le nombre de sessions a été plus élevé que prévu, car il a fallu s'adresser à plus de comités de paix locaux dans les quartiers de Bangui afin de régler les problèmes relatifs à la protection des enfants</p>
<p>Fourniture d'une assistance quotidienne à l'Autorité nationale des élections dans le cadre d'un programme de partage de locaux avec la Mission et organisation de réunions mensuelles avec les autorités nationales afin d'aider à l'organisation des élections d'un point de vue technique, notamment</p>	<p>Oui</p>	<p>Une assistance quotidienne a été prêtée à l'Autorité nationale des élections, notamment sous la forme d'un appui opérationnel et logistique et d'une assistance juridique fournis avant, pendant et après les élections à 5 408 bureaux de vote dans tout le pays. Bien que de</p>

en élaborant la liste électorale définitive, en effectuant un suivi et un contrôle du respect des dispositions du cadre juridique et des manuels de procédure concernant la tenue d'élections présidentielles et législatives sans exclusive, en soutenant les efforts visant à faire que les femmes représentent au moins 35 % des personnes élues et en gérant les contestations des résultats des scrutins

Mise en place de 1 programme de formation pour un maximum de 20 000 membres du personnel des bureaux de vote et de 1 atelier à Bangui portant sur l'uniformisation du contenu des formations et des méthodes des formateurs

Fourniture, par les membres du personnel de 17 bureaux locaux affectés aux activités électorales, d'une assistance technique et opérationnelle quotidienne à l'Autorité nationale des élections en matière de mise en œuvre de programmes d'éducation civique et d'éducation des électeurs, de formation du personnel des bureaux de vote et de planification logistique des opérations de distribution de cartes d'électeurs et de matériel électoral et de dépouillement des résultats

Organisation de 10 réunions ayant pour objectif d'aider le Ministère des affaires étrangères à donner suite aux réunions des commissions mixtes entre la République centrafricaine et le Cameroun et le Congo tenues en 2019 et de faciliter la réactivation des commissions mixtes entre la République centrafricaine et la République démocratique du Congo, le Soudan et le Tchad en 2020/21

Soutien technique hebdomadaire au suivi de la mise en œuvre des mesures prévues et des recommandations formulées par les commissions

légères améliorations par rapport aux précédentes élections aient été constatées pour ce qui est de la représentation des femmes, le seuil de 35 % n'a pas été atteint

1 Programme de formation, comprenant des formations des formateurs dispensées à Bangui, des formations à l'intention des membres des antennes locales de l'Autorité nationale des élections et des formations à l'intention du personnel des bureaux de vote

14 510 Membres du personnel formés, à savoir 13 884 membres du personnel des bureaux de vote, 109 formateurs et 517 membres des antennes locales de l'Autorité nationale des élections

Le nombre de membres du personnel formés a été inférieur aux prévisions, car, d'une part, le nombre de bureaux de vote utilisés pour les différents tours des élections législatives a été moins élevé que prévu et les effectifs nécessaires étaient donc réduits, et, d'autre part, les déplacements qui devaient être faits pour former le personnel recruté ont été limités en raison de la détérioration des conditions de sécurité

1 Atelier d'uniformisation

Oui Une assistance quotidienne a été fournie aux membres de l'Autorité nationale des élections par le quartier général et les bureaux locaux en ce qui concerne les activités d'éducation civique

Non Aucune réunion ne s'est tenue, car le Gouvernement a donné la priorité à des questions liées aux opérations électorales et à la sécurité

Non Aucun soutien technique n'a été apporté étant donné que les commissions mixtes n'ont pas été rétablies, car le Gouvernement a donné la

mixtes au niveau national et leurs sous-commissions au niveau transfrontalier

Organisation de réunions mensuelles aux fins de l'appui intégré à 4 initiatives transfrontalières des autorités locales visant à traiter les problèmes localisés de sécurité et de protection des civils et d'autres problèmes transfrontaliers liés à la transhumance, au trafic d'armes légères et de petit calibre et à l'activisme des éléments armés, en vue de la normalisation des relations bilatérales avec les pays voisins

Tenue de 6 réunions consultatives avec les parties prenantes nationales et régionales et de 2 réunions semestrielles du Groupe international de soutien à la République centrafricaine organisées en collaboration avec les partenaires, pour soutenir la mise en œuvre de l'Accord de paix

Tenue de 9 réunions du Comité exécutif de suivi ou réunions stratégiques de haut niveau sur le processus de paix national visant à assurer l'application des recommandations émises par le Comité exécutif ou issues des réunions mensuelles du comité national pour la mise en œuvre de l'Accord de paix organisées avec l'appui de la Mission, en vue de coordonner la mise en œuvre globale de l'Accord de paix et de résoudre les problèmes à l'échelle régionale signalés par les comités préfectoraux de mise en œuvre de l'Accord de paix

Tenue de 12 visioconférences entre le comité national pour la mise en œuvre de l'Accord de paix, le secrétariat technique du Comité exécutif de suivi et des préfets de 17 préfectures, pour discuter de la mise en œuvre de l'Accord de paix sur le terrain

priorité à des questions liées aux opérations électorales et à la sécurité

- 9 Réunions ont été organisées à l'appui de 3 initiatives transfrontalières au niveau préfectoral pour discuter de questions transfrontalières, dont des réunions avec le Soudan et le Tchad au sujet de crimes transfrontaliers et avec le Soudan au sujet de la sécurité des frontières pendant les élections

Le nombre de réunions a été inférieur aux prévisions, car le Gouvernement a donné la priorité à des questions liées aux opérations électorales, les conditions de sécurité se sont dégradées et les autorités locales des pays voisins n'étaient pas disponibles pour discuter de questions transfrontalières

- 9 Réunions consultatives

Le nombre de réunions a été plus élevé que prévu, car il a fallu se concerter avec un plus grand nombre d'acteurs nationaux et régionaux afin d'encourager la réconciliation et de faire respecter l'Accord de paix lorsque les conditions de sécurité se détérioraient

- Non Aucune réunion semestrielle du Groupe international de soutien n'a été organisée

La raison est que le Gouvernement a privilégié une autre initiative menée par la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs visant à établir le dialogue entre lui et la Coalition des patriotes pour le changement aux fins de la relance de l'Accord de paix

- 7 Réunions du Comité exécutif de suivi

Le nombre de réunions a été inférieur aux prévisions, car le Gouvernement centrafricain et d'autres signataires de l'Accord de paix ont accordé la priorité à des questions relatives à l'organisation des élections et à la gestion des tensions connexes

- 2 Visioconférences se sont tenues entre le Ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement local, en sa qualité de Président du comité national pour la mise en œuvre de l'Accord de paix, et des membres des comités préfectoraux de mise en

	œuvre de l'Accord et des comités techniques de sécurité au niveau préfectoral
Tenue de 2 ateliers de renforcement des capacités destinés aux partis politiques, axés sur les campagnes électorales responsables, en amont des élections présidentielles et législatives, et tenue de 2 ateliers de sensibilisation consacrés à la loi sur les partis politiques et au code de conduite pour les partis politiques présentant des candidats aux élections présidentielles et législatives	2 Ateliers de renforcement des capacités
Tenue de 1 réunion avec les partis politiques, consacrée à l'adoption d'une charte des partis politiques pour la parité visant à soutenir la participation des femmes à la vie politique	2 Ateliers se sont tenus, dont 1 sur la validation du code de conduite. Le deuxième atelier a été consacré aux rôles et responsabilités des partis politiques pendant les élections plutôt qu'à la diffusion de la loi sur les partis politiques, sur la recommandation du cadre de concertation et des autorités du Ministère de l'administration du territoire, de la décentralisation et du développement local
Mise en place de 6 initiatives locales de médiation ou de dialogue dans des points chauds sur le terrain (200 participants en tout), en vue de renforcer la confiance entre les autorités locales et la société civile, de limiter l'incidence de la violence sur la population et de préparer la tenue d'élections pacifiques	Non Aucune réunion ne s'est tenue, car, dans le code de bonne conduite des partis politiques, ceux-ci se sont engagés à respecter la loi instituant la parité entre les hommes et les femmes et à promouvoir une meilleure participation des femmes dans les partis politiques. Toutefois, peu de partis politiques ont adhéré au document
Organisation au niveau des préfectures de 144 rencontres avec les dirigeants, les partis politiques et les candidats aux élections, dont au moins 36 ateliers axés sur des questions politiques et techniques spécifiques, pour promouvoir le déroulement pacifique des élections nationales et locales et le respect du code de conduite des partis politiques	72 Initiatives locales de médiation ou de dialogue ont été entreprises dans 9 préfectures ; y ont contribué des comités préfectoraux de mise en œuvre de l'Accord de paix et le Comité technique de suivi, des comités de paix locaux, des administrations locales et des dirigeantes
Tenue de 50 réunions d'information entre la Mission et le Président, le Premier Ministre et le Ministre de l'information de la République centrafricaine visant à renforcer le dialogue avec le Gouvernement, à l'appui de la mise en œuvre de l'Accord de paix et de la préparation des élections	1 140 Participants de 9 préfectures L'écart tient au fait qu'il a fallu appuyer un plus grand nombre d'initiatives de médiation ou de dialogue que prévu, car les conditions de sécurité s'étaient dégradées et il fallait combler l'absence de partenaires et de mécanismes de financement qui devaient apporter leur concours à des activités similaires
	305 Rencontres ont été organisées au niveau des préfectures L'écart tient au fait qu'il a fallu promouvoir le déroulement pacifique des élections nationales et locales en organisant plus de rencontres dans les préfectures de Nana-Mambéré, Nana-Grébizi, Kémo, Ouaka, Basse-Kotto et Haute-Kotto
	50 Rencontres se sont tenues entre la direction de la Mission et le Président ou le Premier-Ministre au sujet du processus électoral

Organisation de 30 missions sur le terrain et de 5 visioconférences destinées à renforcer les échanges entre les membres du Parlement, les électeurs de leurs circonscriptions et les autorités locales au sujet de l'Accord de paix et des élections

Non Aucune mission sur le terrain ou visioconférence n'a eu lieu

Les missions sur le terrain n'ont pas été menées, car les membres du Parlement n'ont pas pu se déplacer en raison des restrictions imposées du fait de la pandémie et parce que la priorité a été donnée par ces derniers aux activités liées aux campagnes électorales. Les visioconférences ne se sont pas tenues du fait de l'interdiction des grands rassemblements imposée en raison de la pandémie de COVID-19, sachant que les électeurs se seraient réunis pour suivre les visioconférences avec les membres du Parlement, Internet étant difficile d'accès en République centrafricaine

Tenue, au bénéfice de 480 membres d'organisations et de réseaux de femmes, de 16 ateliers de renforcement des capacités consacrés au nouveau plan d'action national pour la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes et la paix et la sécurité, au rôle moteur des femmes et à la consolidation de la paix, pour assurer la participation et la contribution réelles des femmes aux processus de paix au niveau local

20 Ateliers de renforcement des capacités

960 Membres d'organisations et de réseaux de femmes

L'écart s'explique par les changements apportés à la division administrative du pays, qui ont porté le nombre de préfectures de 16 à 20

Mise en place par des femmes de 32 actions ou initiatives prioritaires avec le soutien de la Mission en vue de soutenir les processus de paix, ainsi que la recherche de solutions politiques par la population et au niveau local dans les 16 préfectures

3 actions ou initiatives prioritaires ont été menées dans 3 préfectures (Birao, Bria et Ndélé) dans le cadre de 2 ateliers de renforcement des capacités sur la médiation locale et sur les activités génératrices de revenus

L'écart est imputable à la détérioration des conditions de sécurité observée à la suite des violences qui ont éclaté avant et après les élections, ainsi qu'aux restrictions des déplacements imposées du fait de la pandémie, qui ont empêché la Mission de mener ces initiatives ou actions dans les 17 autres préfectures

Tenue de 16 ateliers de sensibilisation consacrés à la participation des femmes à la vie politique, destinés à 320 membres des autorités locales, 320 notables et 580 responsables d'organisations de femmes et de jeunes, au cours desquels seront élaborés des plans de travail pour la mobilisation sociale en faveur de la participation des femmes et des jeunes aux différentes phases des opérations électorales à Bangui et dans les régions

10 Ateliers de sensibilisation

L'écart s'explique par la décision prise de tenir plus d'ateliers associant tous les groupes cibles plutôt que de tenir des ateliers pour chaque groupe cible

1 000 Membres d'autorités locales et notables

1 000 Responsables, dont 700 femmes et jeunes filles et 300 jeunes hommes



Organisation de 1 campagne de communication stratégique visant les acteurs politiques, les organisations de la société civile, les segments organisés des groupes vulnérables, les médias et la population en général, pour faire en sorte que tous appuient et s'approprient l'Accord de paix et participent aux élections

- 1 Campagne de communication stratégique
- 300 Reportages et magazines sur divers sujets, tels que le processus électoral et la prévention des violences liées aux élections, diffusés sur Guira FM
- 5 Articles publiés sur le site Web de la Mission
- 1 Bulletin d'information
- 1 Reportage photographique publié en ligne
- 25 Photos du jour diffusées
- 378 Articles publiés sur les plateformes de médias sociaux

**Réalisation escomptée 2.2** : Progrès dans l'exécution de la réforme de l'appareil de sécurité et des mesures de stabilisation, notamment la politique de sécurité nationale ainsi que la stratégie de réforme du secteur de la sécurité et ses plans sectoriels

*Indicateurs de succès prévus*

*Indicateurs de succès effectifs*

Progrès dans l'exécution de la stratégie nationale et des plans sectoriels (2018/19 : 2 stratégies et 6 plans sectoriels ; 2019/20 : 4 plans ; 2020/21 : 1 cadre normatif de plan sectoriel)

Aucun cadre normatif de plan sectoriel n'a été mis en place en raison de la détérioration des conditions de sécurité observée à la suite des violences qui ont précédé et suivi les élections, ainsi que du climat politique, qui a été marqué par un processus électoral ayant duré plus longtemps que prévu, suivi d'une longue impasse au sein des ministères dans l'attente du remaniement du Cabinet

Nombre d'ex-combattants dont les antécédents ont été contrôlés en vue du recrutement dans les forces de défense nationale, dans le cadre de l'exécution du plan national d'intégration (2018/19 : sans objet ; 2019/20 : sans objet ; 2020/21 : 200)

Objectif atteint : 292 ex-combattants ont été intégrés dans les forces de défense nationale et de sécurité intérieure après que l'unité d'exécution du programme national de désarmement, démobilisation, réintégration et réadaptation a contrôlé leurs antécédents

L'écart s'explique par la décision prise par les autorités nationales de contrôler les antécédents d'un plus grand nombre d'ex-combattants

Nombre de membres du personnel des forces de défense nationale et de sécurité intérieure dont les antécédents ont été contrôlés (2018/19 : 1 461 ; 2019/20 : 2 970 ; 2020/21 : 1 000)

Objectif atteint : les antécédents de 2 547 candidats ont été contrôlés dans le cadre de la procédure de recrutement en vue de leur intégration dans les forces de défense nationale et de sécurité intérieure

L'écart est imputable à la décision prise par les autorités nationales de demander le contrôle des antécédents d'un plus grand nombre de candidats

Nombre de membres des forces de sécurité intérieure déployés sur le territoire national (2018/19 : sans objet ; 2019/20 : 1 064 ; 2020/21 : 1 200)

Au total, 274 éléments des forces de sécurité intérieure, dont 36 femmes, ont été déployés dans le pays dans le cadre du plan de déploiement

L'écart s'explique par la décision prise par le Gouvernement de déployer provisoirement dans les provinces des forces normalement postées à Bangui afin d'assurer la sécurité pendant les élections plutôt que de recourir à des déploiements permanents qui auraient



<p>Nombre de membres des forces de défense nationale déployés sur le territoire national (2018/19 : sans objet ; 2019/20 : 1 308 ; 2020/21 : 1 500)</p>	<p>relevé du plan de déploiement annuel des forces de sécurité intérieure</p> <p>Au total, 2 218 membres des forces de défense nationale avaient été déployés au 1<sup>er</sup> décembre 2020</p> <p>Depuis le lancement de la contre-offensive militaire contre les forces de la Coalition des patriotes pour le changement, aucune information sur le nombre de membres des forces de défense nationale déployés n'a été communiquée à la MINUSCA</p>
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui, non ou nombre</i> <i>Observations</i>
<p>Mise en place de 22 installations spécialisées de stockage d'armes et de munitions pour les forces de défense nationale et de sécurité intérieure dans 2 zones de défense et tenue sur une base mensuelle de formations théoriques et pratiques connexes à l'intention des forces, y compris des séances de formation des formateurs</p>	<p>Non</p> <p>Aucune installation spécialisée de stockage n'a été mise en place</p> <p>Les raisons sont les suivantes : les restrictions des déplacements imposées dans le cadre de la pandémie de COVID-19, la détérioration des conditions de sécurité qui a précédé et suivi les élections et qui a limité les possibilités de déplacement sur le terrain, et la saisie illégale d'explosifs achetés dans le cadre d'un projet visant à renforcer les capacités des forces de défense nationale en matière de neutralisation des explosifs et munitions</p>
	<p>4</p> <p>Sessions mensuelles de formation à la gestion des armes et des munitions ont été organisées à l'intention de 27 membres des forces de défense nationale et de sécurité intérieure</p> <p>L'écart tient à la détérioration des conditions de sécurité observée à la suite des violences qui ont éclaté avant et après les élections, ainsi qu'aux restrictions imposées du fait de la pandémie</p>
<p>Fourniture sur une base mensuelle d'un appui technique à l'application de la stratégie et du plan d'action nationaux sur les armes légères et de petit calibre de la Commission nationale de lutte contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petit calibre, notamment d'une aide à la participation à la Réunion internationale annuelle des directeurs de programmes nationaux de lutte antimines et des conseillers de l'ONU, à l'élaboration de normes et de documents nationaux et à la participation aux réunions pertinentes</p>	<p>Oui</p> <p>Un spécialiste des armes légères et de petit calibre a été déployé et chargé de renforcer les capacités du personnel de la Commission nationale de lutte contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petit calibre et d'aider cette dernière à élaborer des documents sur les programmes et des documents stratégiques. La MINUSCA a apporté un appui à la Commission dans le cadre de la participation de celle-ci à la vingt-quatrième réunion internationale des directeurs de programmes nationaux de lutte antimines et des conseillers de l'ONU</p>
<p>Organisation de 1 formation à l'intention des formateurs des forces de défense nationale et de 6 formations à l'intention des unités spéciales</p>	<p>Non</p> <p>Aucune formation à l'intention des formateurs n'a été organisée en raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19, qui ont entraîné la suspension d'un grand nombre</p>

mixtes de sécurité, portant sur la protection des enfants et sur leurs droits

Tenue de 60 ateliers à l'intention de 1 800 membres des forces de sécurité intérieure, dont 500 femmes, dans le cadre desquels seront fournis des conseils et orientations de nature technique tenant compte des questions de genre sur les principales activités de police liées aux élections, notamment le maintien de l'ordre et de la sécurité du public dans un contexte électoral, dans le but d'éviter des pertes en vies humaines dues à la violence électorale

Organisation de réunions mensuelles avec les autorités nationales pour leur fournir des conseils stratégiques et une assistance technique sur les questions de sécurité intérieure, notamment dans le contexte des élections, tenue de 4 ateliers visant à soutenir l'exécution du plan pour la prise en compte des questions de genre des forces de sécurité intérieure et fourniture aux forces de sécurité intérieure, dans le cadre du partage de locaux, d'un soutien quotidien prenant la forme d'un suivi, d'un mentorat et de conseils

d'activités de formation, ainsi que du contexte politique, qui était axé sur la préparation des élections, et de la détérioration des conditions de sécurité

- 1 Session de formation sur la protection des enfants et sur leurs droits, à laquelle ont participé 42 membres des unités spéciales mixtes de sécurité

L'écart s'explique par les restrictions imposées en raison de la pandémie et par le fait que les unités spéciales mixtes de sécurité n'étaient pas pleinement opérationnelles pendant l'exercice

- 23 Ateliers

- 871 Membres des forces de sécurité intérieure, dont 201 femmes

L'écart tient au fait que la Mission s'est efforcée d'éviter les chevauchements d'activités en se coordonnant avec le Programme des Nations Unies pour le développement, qui a mené et financé une série d'ateliers semblables à ceux qu'avait prévus la Mission

- 31 Réunions avec l'Autorité nationale des élections

Le nombre de réunions a été supérieur aux prévisions, car il a fallu veiller au bon déroulement de l'élection présidentielle et des différents tours des élections législatives lorsque les conditions de sécurité se sont détériorées

- 1 Atelier a été organisé

- 10 Réunions de travail se sont tenues avec les forces de sécurité intérieure

En outre, le personnel de la MINUSCA a partagé des locaux avec les membres des forces de sécurité intérieure et les a régulièrement guidés et conseillés sur l'intégration et l'importance des questions de genre dans leurs activités quotidiennes et a assuré un suivi en la matière

Le nombre d'ateliers inférieur aux prévisions tient aux restrictions imposées en raison de la pandémie et au fait que la version définitive du plan pour la prise en compte des questions de genre des forces a été établie pendant l'exercice

Tenue de 1 atelier de soutien à la vulgarisation du code de déontologie des forces de sécurité intérieure, de 4 sessions de formation et d'activités mensuelles de sensibilisation visant à soutenir la lutte contre la pratique des pots-de-vin, ainsi que d'activités quotidiennes de suivi, d'encadrement et de conseil menées à l'intention des services centraux d'inspection

Organisation de 6 réunions du groupe de travail international de coordination de la réforme du secteur de la sécurité, en collaboration avec des partenaires clés, notamment la délégation de l'Union européenne, la mission militaire de formation de l'Union européenne, la police des Nations Unies et le Programme des Nations Unies pour le développement ; tenue de 4 réunions sur la réforme du secteur de la sécurité pour soutenir la coordination de l'assistance internationale et la mobilisation des ressources en faveur des initiatives dans le domaine de la sécurité en République centrafricaine

Organisation de 2 ateliers en vue d'aider les acteurs du secteur de la sécurité nationale à mettre en œuvre les plans sectoriels approuvés, notamment au moyen d'un soutien stratégique à la prise en compte des questions de genre dans toutes les activités d'exécution, afin de contribuer à la mise en œuvre de la stratégie nationale de réforme du secteur de la sécurité

Organisation de 6 réunions de coordination et de 3 ateliers visant à aider les acteurs nationaux de la réforme du secteur de la sécurité à améliorer les mécanismes de contrôle interne et externe relatifs à la gouvernance et au contrôle démocratique du secteur de la sécurité

1 Atelier sur le contrôle hiérarchique et l'exercice du pouvoir disciplinaire a été organisé pendant les élections à l'intention des membres de la direction des forces de sécurité intérieure

2 Sessions de formation

L'écart tient aux restrictions liées à la pandémie de COVID-19. Le nombre d'ateliers ayant été inférieur aux prévisions, les forces de sécurité intérieure n'ont pas été suffisamment sensibilisées et ont eu à rendre moins de comptes

10 Réunions

Le nombre de réunions a été supérieur aux prévisions, car le nombre de participants par réunion a été limité afin que la distanciation physique puisse être suffisante compte tenu de la pandémie

4 Réunions sur la réforme du secteur de la sécurité

2 Ateliers ont été organisés afin d'aider l'organisme national chargé de la coordination de la réforme du secteur de la sécurité à procéder à une évaluation de la mise en œuvre de la stratégie nationale de réforme du secteur de la sécurité et d'aider le Ministère de la défense à réviser le plan national de défense

9 Réunions de coordination sur l'appui à l'Inspection générale des forces armées nationales et sur l'exercice de la justice militaire se sont tenues entre la Mission, les partenaires nationaux et la mission militaire de formation de l'Union européenne

Le nombre de réunions a été plus élevé que prévu, car un plus grand appui a été apporté à l'Inspection générale des forces armées nationales, les agents des forces de défense nationale ayant été nombreux à quitter leurs rangs à la suite des offensives menées par les forces de la Coalition des patriotes pour le changement en décembre 2020 et en janvier 2021

Organisation de 10 réunions avec le comité directeur de l'intégration afin de lui fournir un appui stratégique et technique aux fins de l'intégration des ex-combattants dans les forces de défense nationale et de sécurité intérieure et tenue de 1 atelier de formation des formateurs consacré au programme d'enseignement sur l'intégration des ex-combattants dans les forces de défense nationale et de sécurité intérieure

Organisation de 10 réunions avec des acteurs nationaux et internationaux sur l'appui stratégique et technique à la prise en compte des questions de genre dans le secteur de la sécurité en République centrafricaine

Tenue de 15 réunions avec les parties prenantes internationales et nationales visant à coordonner et appuyer la campagne de recrutement des forces de défense nationale à l'échelle du pays en 2021, notamment en fournissant un soutien stratégique en matière d'intégration des questions de genre et en aidant les interlocuteurs nationaux à créer et exploiter un mécanisme de gestion des ressources humaines relatif aux processus de vérification

Réunions hebdomadaires avec les principaux acteurs du secteur de la sécurité portant sur la restauration de l'autorité de l'État comme moyen d'assurer la cohérence du déploiement des forces de défense nationale et de sécurité intérieure

Organisation de 6 missions conjointes d'évaluation sur le terrain pour aider les partenaires nationaux à évaluer l'efficacité et la durabilité des déploiements des forces de défense nationale et de sécurité intérieure, à mesurer leur incidence sur la paix et la sécurité et à observer leur évolution

Tenue de 20 réunions avec des parties prenantes internationales et nationales sur l'exécution du plan du Ministère de la défense en matière de développement des infrastructures, qui prévoit la mobilisation de ressources, l'organisation de

- 2 Ateliers ont été organisés aux fins de la rédaction du schéma directeur des infrastructures militaires
- 1 Conférence a été organisée à l'intention des officiers de l'armée aux fins de la mise en place d'une garnison
- 5 Réunions
- Non Aucun atelier de formation des formateurs n'a eu lieu  
La raison est que les autorités nationales ont décidé d'intégrer des ex-combattants directement dans les forces de défense nationale et de sécurité intérieure sans formation particulière préalable
- 24 Réunions  
Le nombre de réunions a été supérieur aux prévisions, car le nombre de participants par réunion a été limité afin que la distanciation physique puisse être suffisante compte tenu de la pandémie
- 11 Réunions  
L'écart s'explique par la décision prise par le Ministère de la défense de suspendre les réunions pendant la période des élections et à la suite de la détérioration des conditions de sécurité
- Non Aucune réunion sur la restauration de l'autorité de l'État ne s'est tenue, car le comité de coordination et de suivi de la stratégie nationale de restauration de l'autorité de l'État n'était pas pleinement opérationnel, les priorités ayant changé pendant la période des élections
- 2 Missions conjointes d'évaluation sur le terrain ont été menées à Bouar et à Bangassou avec la mission militaire de formation de l'Union européenne et l'Inspection générale des forces armées nationales  
L'écart tient aux restrictions des déplacements imposées du fait de la pandémie de COVID-19 et à la détérioration des conditions de sécurité
- 20 Réunions

formations spécialisées et l'acquisition de titres fonciers en vue de la construction de casernes

Tenue de 5 réunions et de 2 ateliers auxquels seront conviés les principaux partenaires nationaux et internationaux, visant à soutenir la mise en œuvre d'une stratégie intersectorielle de gestion des frontières, ainsi que la sécurité et le contrôle dans le domaine minier

Organisation de 1 campagne de mobilisation de la population et de communication dans les médias visant notamment à engager un dialogue avec les partenaires nationaux et à les aider à mieux comprendre et accepter la réforme du secteur de la sécurité et le redéploiement des forces de défense nationale et de sécurité intérieure

## 5 Réunions

Non Aucun atelier n'a été organisé

La raison est que le lancement des activités de la commission nationale chargée de la gestion des frontières, établie en application du décret présidentiel du 25 janvier 2021, a pris du retard

## 1 Campagne de mobilisation de la population

1 Conférence de presse lors de laquelle ont été mis en lumière les progrès accomplis dans la réforme du secteur de la sécurité et la contribution de la Mission à cet égard

## 20 Reportages

## 10 Reportages radio

5 Articles publiés sur le site Web de la Mission

39 Articles publiés sur les plateformes de médias sociaux

## 1 Photo du jour diffusée en ligne

Une série de séances d'information a également été menée afin de sensibiliser les forces de défense nationale sur des questions liées à la réforme du secteur de la sécurité

### Réalisation escomptée 2.3 : Progrès dans l'exécution d'une stratégie nationale de lutte contre la violence de proximité et d'un programme national de désarmement, de démobilisation et de réintégration

#### Indicateurs de succès prévus

Nombre de nouveaux membres de groupes armés désarmés, démobilisés et réintégrés dans leur communauté (2018/19 : 261 ; 2019/20 : 1 318 ; 2020/21 : 2 000)

Nombre de bénéficiaires directs participant au programme de lutte contre la violence de proximité (2018/19 : 6 840 ; 2019/20 : 12 514 ; 2020/21 : 3 500 (30 % de femmes))

Accroissement du pourcentage de personnes interrogées disant se sentir en sécurité dans les collectivités où sont exécutés des programmes de lutte contre la violence de proximité (2018/19 : 10 % ; 2019/20 : 23 % ; 2020/21 : 30 %)

#### Indicateurs de succès effectifs

Au total, 1 443 nouveaux membres de groupes armés, dont 117 femmes, ont été désarmés et démobilisés

L'écart est dû aux retards accusés, le comité stratégique chargé du désarmement, de la démobilisation, de la réintégration et du rapatriement, de la réforme du secteur de la sécurité et de la réconciliation nationale ayant dû publier de nouvelles directives sur les combattants affiliés à la Coalition des patriotes pour le changement et faire face à la détérioration des conditions de sécurité

Objectif atteint : 3 672 bénéficiaires, dont 1 529 femmes (41 %) ont participé à des projets mis en œuvre pendant l'exercice

L'enquête sur le sentiment de sécurité, qui supposait des interactions en personne, n'a pas été menée en raison des restrictions des déplacements imposées dans le cadre de la pandémie de COVID-19

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui, non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Tenue de 12 réunions avec les parties nationales et internationales concernées, dont la communauté des donateurs, visant à partager des informations et à créer des synergies entre les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration et les programmes de lutte contre la violence de proximité	39	<p>Réunions avec les parties nationales et internationales concernées</p> <p>Le nombre de réunions a été plus élevé que prévu, car il a fallu tenir plus de réunions techniques et de réunions de coordination pour lever les obstacles qui ont entravé l'avancement du programme national de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement, et car les réunions bimensuelles du mécanisme de coordination sur la réintégration socioéconomique des ex-combattants, qui avaient été suspendues en raison de la pandémie, ont repris</p>
Fourniture d'une aide en matière de désarmement, de démobilisation et de réinsertion à 2 000 combattants, conformément aux dispositions du cadre national de désarmement, de démobilisation et de réintégration et de l'Accord de paix, afin de contribuer à la stabilisation de la situation dans des localités cibles	1 443	<p>Combattants, dont 115 femmes</p> <p>L'écart est dû aux retards accusés, le comité stratégique chargé du désarmement, de la démobilisation, de la réintégration et du rapatriement, de la réforme du secteur de la sécurité et de la réconciliation nationale ayant dû publier de nouvelles directives sur les combattants affiliés à la Coalition des patriotes pour le changement et faire face à la détérioration des conditions de sécurité</p>
Exécution des programmes de lutte contre la violence de proximité de sorte qu'ils bénéficient à 3 500 personnes (dont 30 % de femmes), y compris des jeunes risquant d'être recrutés par des éléments associés à des groupes armés	3 672	<p>Bénéficiaires, dont 1 529 femmes</p> <p>L'écart tient à la réorientation des programmes de lutte contre la violence de proximité vers des activités de « travail contre rémunération » et des activités agropastorales génératrices de revenus qui reposaient sur des moyens déjà disponibles sur les marchés locaux, ce qui a permis de faire des économies sur les transports</p>
Exécution de 12 visites par des équipes mobiles chargées des questions de désarmement, de démobilisation et de réintégration afin de sensibiliser les groupes armés à la participation des enfants au processus et de vérifier la présence d'enfants éligibles au programme national de désarmement, de démobilisation et de réintégration des enfants	6	<p>Visites ont été menées par des équipes mobiles chargées des questions de désarmement, de démobilisation et de réintégration, qui ont vérifié que des listes séparées étaient établies pour les enfants associés à des groupes armés et que les préoccupations des enfants étaient prises en compte dans le processus</p> <p>L'écart s'explique par la décision d'organiser moins de sessions qui a été prise dans le cadre du programme national de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement, qui guide l'exécution des activités des équipes mobiles chargées des questions de désarmement et de démobilisation</p>

Organisation de 1 campagne nationale de mobilisation communautaire et de 6 événements médiatiques à l'échelle régionale visant à ce que les collectivités concernées comprennent mieux les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration et les programmes de lutte contre la violence de proximité et à ce qu'elles les appuient et se les approprient davantage

- 1 Campagne nationale de mobilisation communautaire
- 144 Sessions de sensibilisation organisées dans 6 villes (Bangui, Bria, Bouar, Bossangoa, Bangassou et Kaga Bandoro), auxquelles ont participé 3 672 personnes
- 10 Conférences de presse
- 18 Magazine et reportages radio
- 48 Articles publiés sur les plateformes de médias sociaux
- 1 Reportage photographique publié en ligne
- 7 Photos du jour illustrant l'exécution de différentes tâches confiées à la Mission

### **Composante 3 : lutte contre l'impunité et appui à l'extension de l'autorité de l'État et de l'état de droit**

59. La MINUSCA, en étroite collaboration avec les institutions spécialisées, les fonds et les programmes des Nations Unies et d'autres acteurs internationaux, a continué de s'efforcer d'aider le Gouvernement à mettre en service et à renforcer des mécanismes de justice transitionnelle, à lutter contre l'impunité, à rétablir et à étendre l'autorité de l'État et à favoriser l'état de droit. Elle a continué d'appuyer les efforts déployés par la Cour pénale spéciale pour surmonter les difficultés entravant ses opérations et acquérir des capacités accrues en matière d'enquêtes et de poursuites pénales, afin de lui permettre de tenir des procès dans le respect des normes nationales et internationales. La Mission a continué de fournir un appui concernant les activités judiciaires et d'enquête, les activités d'information du public et des communautés touchées et de communication avec eux, la sécurité du personnel judiciaire et la protection des victimes et des témoins, la gestion d'ensemble des juridictions et la mise en place et le fonctionnement du système d'aide juridictionnelle.

60. Des progrès significatifs ont été réalisés dans l'opérationnalisation de la Cour pénale spéciale, malgré le retard entraîné durant la première moitié de l'exercice par les restrictions de voyage imposées pour lutter contre la pandémie de COVID-19. Tous les organes de la Cour ont été dotés d'un effectif complet et sont devenus opérationnels, à l'exception de la Chambre d'appel, au sein de laquelle les magistrats internationaux restants sélectionnés devaient encore être nommés. Au 30 juin 2021, 10 dossiers faisaient l'objet d'enquêtes judiciaires à la Cour, par l'intermédiaire de la Chambre d'instruction, tandis qu'une affaire supplémentaire avait été ouverte et était soumise à des travaux préliminaires. En outre, 12 accusés se trouvaient en détention provisoire et attendaient leur audience devant la Cour.

61. En ce qui concerne la Commission vérité, justice, réparation et réconciliation et son opérationnalisation, la Mission a soutenu le comité national de sélection mandaté par le Gouvernement pour en nommer les membres. Grâce à l'appui technique et financier de la MINUSCA, 11 commissaires ont prêté serment le 2 juillet 2021, marquant le début de la mise en service intégrale de la Commission et de son mandat. Il s'agissait là d'une étape importante dans le processus de justice transitionnelle en République centrafricaine, en ce qu'elle offrait l'occasion de surmonter les divisions du passé et de traiter d'anciens cas de violations et d'abus des droits humains selon des modalités pertinentes pour les victimes.



62. La Mission a continué de soutenir les efforts déployés pour lutter contre l'impunité, notamment dans le cadre d'opérations menées conjointement avec les Forces de sécurité intérieure afin de procéder à des arrestations ciblées. Elle a en outre appuyé les activités judiciaires et d'enquête des tribunaux nationaux, mené des activités de sensibilisation et de communication auprès des acteurs de la justice formelle et informelle et contribué à la gestion d'ensemble des tribunaux, tout en apportant un soutien technique aux unités spécialisées de la police et de la gendarmerie chargées de réaliser des investigations.

63. En dépit des efforts déployés en ce sens par la MINUSCA, aucune audience pénale pour des crimes passibles d'une peine de plus de 10 ans n'a été tenue pendant la période considérée, le Gouvernement ayant eu à traiter d'autres priorités, à savoir la lutte contre la pandémie de COVID-19, l'organisation d'élections et la détérioration des conditions de sécurité. La Mission a appuyé, sur le plan technique, la conduite de sessions préparatoires d'audiences pénales, qui se sont tenues à Bangui et à Bouar. Des audiences de ce type n'ayant finalement pas été organisées, aucune affaire de crimes commis à l'encontre de soldats du maintien de la paix n'a été jugée. Toutefois, sept nouvelles enquêtes ont débuté durant l'exercice. La Mission a également soutenu le système judiciaire dans le cadre d'activités de renforcement des capacités destinées au personnel judiciaire, aux magistrats, aux officiers de police judiciaire et aux greffiers, qui mettaient l'accent sur divers thèmes juridiques, tels que la responsabilité professionnelle et la déontologie. Afin d'accroître les capacités de la police judiciaire, la MINUSCA a organisé des sessions de formation axées sur le traitement des preuves et la gestion des cas, en particulier ceux ayant trait à des violences sexuelles liées aux conflits. S'agissant des huissiers, la Mission s'est surtout concentrée sur les règles de procédure du droit centrafricain et sur la meilleure façon d'exécuter les décisions de justice, l'objectif étant de limiter les ingérences extérieures et la corruption. En appui au système de justice militaire, la MINUSCA a organisé des sessions de formation et de renforcement des capacités à l'intention des tribunaux militaires de Bangui et de Bouar, qui concernaient l'application des règles relatives à la justice militaire, y compris s'agissant des questions de compétence et de complémentarité pouvant se poser lors du jugement de crimes commis par des entités de l'État chargées de la sécurité. Grâce au soutien technique et logistique direct de la MINUSCA, il a été possible, en février 2021, d'organiser des audiences du tribunal militaire pour la première fois depuis l'adoption du code de justice militaire, qui remontait à 2017.

64. L'absence d'acteurs judiciaires dans certaines régions du pays a continué d'affecter l'état de droit, tandis que leur présence en dehors de Bangui s'est amoindrie du fait des violences liées aux élections. La situation s'est améliorée durant le dernier trimestre, la Mission ayant continué de fournir un soutien logistique au Ministère de la justice pour le déploiement des magistrats, notamment en appuyant l'envoi de missions judiciaires temporaires dans des zones encore non sécurisées. Afin d'accroître le nombre d'acteurs judiciaires déployés et de mettre en place les infrastructures nécessaires au système judiciaire, quatre projets de réhabilitation de tribunaux ont été lancés pendant l'exercice et étaient en cours à la fin du mois de juin 2021. Par ailleurs, la Haute Cour de justice et cinq tribunaux ont reçu du matériel durant l'année écoulée.

65. Malgré des problèmes de sécurité persistants, la MINUSCA a continué d'aider le système pénitentiaire à mettre en œuvre la stratégie nationale de démilitarisation des prisons, en lui fournissant un soutien et des conseils techniques concernant l'élaboration de cadres juridiques, procédures et politiques pertinents. Des activités de renforcement des capacités du personnel pénitentiaire civil ont en outre été organisées à cette fin et la Mission a continué de plaider en faveur de l'intégration, dans le service public, des agents pénitentiaires civils nouvellement formés. Celle-ci a également contribué à la réhabilitation des prisons, l'objectif étant d'en améliorer

la sécurité et de mettre en place une infrastructure qui soit digne d'un système pénitentiaire professionnel, fondé sur les droits et conforme aux normes internationales. Ces projets de réhabilitation ont connu quelques retards en raison de la pandémie de COVID-19 et des conditions de sécurité régnant dans le pays. Les violences qui ont précédé et suivi les élections, de même que la désertion de membres des forces de défense nationale et de sécurité intérieure, ont rendu les prisons plus vulnérables aux attaques perpétrées par des groupes armés affiliés à la Coalition des patriotes pour le changement, permettant des évasions et entravant les opérations dans certains établissements, au détriment des efforts déployés par la MINUSCA.

66. Des progrès ont été réalisés dans la mise en œuvre de la stratégie nationale pour le rétablissement de l'autorité de l'État. Cependant, les efforts consentis aux fins de l'édification et de la réhabilitation des bâtiments et infrastructures gouvernementaux ont été fragilisés par les violences électorales, qui ont conduit à l'occupation ou à la destruction de certaines de ces installations. La MINUSCA a continué d'aider le Gouvernement à garantir la fourniture de services administratifs et sociaux de base fonctionnels par l'État, aux niveaux local et national. Elle a en outre poursuivi ses activités de renforcement des capacités et d'encadrement des administrateurs et administratrices locaux et continué d'appuyer la mise en œuvre coordonnée de la stratégie nationale pour le rétablissement de l'autorité de l'État. La Mission a fourni un soutien logistique aux fins du déploiement, sur l'ensemble du territoire, de membres de l'administration civile, à savoir des préfets, des sous-préfets, des secrétaires généraux, des magistrats, du personnel judiciaire et des agents pénitentiaires, ainsi que de membres des forces de défense nationale et de sécurité intérieure. Malgré les restrictions imposées pour cause de pandémie, la MINUSCA a aidé l'Autorité nationale des élections, les autorités électorales sous-préfectorales et les bureaux électoraux régionaux à déployer des représentants de collectivités locales et des fonctionnaires essentiels dans des zones reculées, en réceptionnant et en stockant du matériel électoral sensible et non sensible. Cet appui s'est révélé crucial pour les élections présidentielles et législatives, et des activités du même ordre ont également été organisées dans les localités où se déroulait le second tour des élections législatives ainsi que dans des sous-préfectures où le premier tour de scrutin n'avait pas pu avoir lieu pour des raisons de sécurité. Des sessions de renforcement des capacités et de formation ont par ailleurs été offertes aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux, l'objectif étant d'accroître l'aptitude des structures décentralisées de l'État à acquérir les compétences techniques nécessaires pour assumer leurs responsabilités statutaires. Ces sessions leur ont permis de jouer un rôle clé dans la bonne organisation des différents tours de scrutin en atténuant les risques avant, pendant et après les élections, en surveillant la situation et en évaluant le danger de la voir se détériorer, et en garantissant la participation des femmes et des jeunes, sans que le vote soit gravement ou sérieusement entravé par des groupes armés. La présence d'autorités territoriales décentralisées auprès des communautés a eu un effet stabilisateur, en ce qu'elle a contribué au retour progressif des différents services publics, dans un contexte de crise, conformément aux attentes en la matière exprimées par la population. Le déploiement des autorités nationales et de fonctionnaires et le renforcement de leurs capacités ont également permis d'aider les communautés à mettre en place des conditions et des outils propices à la promotion d'initiatives de protection, de paix et de réconciliation, ainsi qu'à l'application de mesures visant à prévenir la propagation de la COVID-19.

67. Aux côtés d'autres partenaires techniques et financiers, la Mission s'est attachée en priorité à appuyer le comité de coordination interministériel et intergouvernemental concernant la mise en œuvre de la stratégie nationale pour le rétablissement de l'autorité de l'État. Durant l'exercice, des progrès ont été observés s'agissant de la fourniture d'un soutien accru au Gouvernement par l'intermédiaire

du comité de coordination chargé, au sein du bureau du Premier Ministre, de la mise en œuvre de ladite stratégie. Ainsi, la présence des autorités territoriales a été renforcée dans tout le pays et les fondements nécessaires au déploiement des services judiciaires, sécuritaires et socioéconomiques ont été posés. La coopération et la coordination entre les organismes gouvernementaux, la MINUSCA, le système des Nations Unies et d'autres institutions techniques et financières sont cependant restées compliquées, les entités chargées de mettre en œuvre les différentes composantes de la stratégie nationale ne faisant pas toutes preuve de la même volonté et affichant des niveaux variables d'adhésion à cet instrument.

---

**Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration des mécanismes de justice transitionnelle, notamment de la Cour pénale spéciale, et renforcement de la capacité de lutte contre l'impunité**

---

*Indicateurs de succès prévus*

*Indicateurs de succès effectifs*

Nombre de nouvelles opérations ciblées menées par la police et la gendarmerie nationales avec la MINUSCA (2018/19 : 31 ; 2019/20 : 21 ; 2020/21 : 20)

Aucune opération conjointe ciblée n'a été entreprise

L'absence d'opérations conjointes ciblées tient au fait que le Gouvernement a donné la priorité à la tenue d'élections réussies et aux activités de contre-offensive menées face à la Coalition des patriotes pour le changement

Nombre de mécanismes de justice transitionnelle (outre la Cour pénale spéciale) opérationnels et conformes aux normes internationales en matière de droits humains (2018/19 : 0 ; 2019/20 : 3 ; 2020/21 : 2)

Un mécanisme de justice transitionnelle, à savoir la commission d'enquête spéciale, a été créé le 4 mai 2021 pour enquêter sur les violations graves des droits humains commises dans le contexte des élections

Le fait que les mécanismes n'aient pas été aussi nombreux que prévu s'explique par des retards dans la mise en place de tels instruments supplémentaires par le Gouvernement. Dans le même temps, des progrès ont été réalisés pour ce qui était de rendre pleinement opérationnelle la Commission vérité, justice, réparation et réconciliation, et 11 membres, dont 5 femmes, ont prêté serment le 2 juillet 2021

Nombre d'enquêtes préliminaires menées par le Procureur spécial de la Cour pénale spéciale et soumises aux juges d'instruction (2018/19 : 4 ; 2019/20 : 7 ; 2020/21 : 7)

Objectif atteint : 10 enquêtes préliminaires ont été menées à bien par le Procureur spécial de la Cour pénale spéciale et soumises aux juges d'instruction. Une onzième enquête préliminaire a en outre été ouverte par le Bureau du Procureur en mai 2021

Nombre de magistrats et de greffiers travaillant à la Cour pénale spéciale (2018/19 : 16 ; 2019/20 : 15 ; 2020/21 : 29)

Au total, 28 magistrats et greffiers travaillaient à la Cour pénale spéciale après le déploiement et la prestation de serment de 3 nouveaux magistrats internationaux. Deux juges supplémentaires ont été sélectionnés, mais, au 30 juin 2021, ils n'avaient pas encore été déployés

Nombre de faits de violence sexuelle liée aux conflits faisant l'objet d'une enquête par les tribunaux (2018/19 : sans objet ; 2019/20 : 3 ; 2020/21 : 10)

Au total, 43 cas de violence sexuelle liée au conflit ont été répertoriés et soumis à une enquête. Toutefois, en l'absence d'audiences pénales depuis mars 2020, en raison des restrictions imposées du fait de la pandémie de COVID-19, aucune de ces affaires n'avait été examinée par les tribunaux à la fin de l'exercice

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui, non ou nombre	Observations
Tenue de 10 sessions de formation à l'intention des futurs membres de la Commission vérité, justice, réparation et réconciliation, de 2 ateliers d'experts sur le fonctionnement de la Commission, visant notamment à en établir le règlement intérieur et le budget, de 5 sessions de formation sur les enquêtes en matière de droits humains à l'intention du personnel de la Commission, de 2 ateliers d'experts visant à appuyer la plateforme de la société civile et les associations de victimes pour qu'elles contribuent aux travaux de la Commission et de 10 séances de sensibilisation à la promotion et à l'exécution du mandat de la Commission, et mise au point de méthodes de recherche de la vérité conformes aux principes des droits humains	10  Non	Sessions de sensibilisation ont été organisées pour aider le groupe de travail de la société civile sur la justice transitionnelle et l'association des victimes à promouvoir le mandat de la Commission vérité, justice, réparation et réconciliation  Aucune session de formation ni atelier n'ont été organisés  Les activités de formation ont été reportées en attendant la prestation de serment des commissaires de la Commission vérité, justice, réparation et réconciliation
Mise en œuvre de 2 projets pilotes relatifs aux mécanismes de vérité et de réconciliation appuyés par la Mission aux fins de la validation des méthodes, qui tiennent compte du principe de la protection des civils	Non	Aucun projet pilote n'a été mis en œuvre en attendant la prestation de serment des commissaires de la Commission vérité, justice, réparation et réconciliation
Mise en place de 20 procédures de vérification des antécédents, notamment pour ce qui est des violations graves des droits de l'enfant, l'objectif étant d'appuyer l'intégration des groupes armés dans les forces de défense nationale et de sécurité intérieure et d'aider ces dernières à recruter	20	Procédures de vérification des antécédents  La question des violations graves des droits de l'enfant commises par des membres démobilisés de groupes armés fait désormais partie des critères examinés lors du processus de sélection de membres de groupes armés en vue de leur intégration dans les forces de défense nationale et de sécurité intérieure
Tenue de 2 ateliers législatifs et gouvernementaux et de 16 activités de sensibilisation sur le fonctionnement du fonds d'affectation spéciale créé pour les réparations, en collaboration avec les associations de victimes, en vue d'aider le Gouvernement à élaborer et compléter le cadre juridique régissant l'administration et la gouvernance du fonds d'affectation spéciale	Non	Aucun atelier ni activité de sensibilisation n'ont été organisés en raison du retard pris dans la mise en place du fonds d'affectation spéciale pour les réparations, qui tenait au lancement tardif des activités de la Commission vérité, justice, réparation et réconciliation. Le Gouvernement a néanmoins réalisé et publié une étude concernant les modalités de réparation à prévoir pour l'établissement du fonds d'affectation spéciale, qui servira à guider les travaux de la Commission
Tenue de 2 ateliers d'experts visant à mieux faire connaître la stratégie nationale de protection des victimes et des témoins, à en favoriser la pleine mise en œuvre et à appuyer l'élaboration d'une politique de vérification des antécédents au niveau national	Non	Aucun atelier d'experts n'a été organisé, la Commission vérité, justice, réparation et réconciliation n'étant pas pleinement opérationnelle et se trouvant dans l'incapacité d'établir son règlement intérieur pour encadrer le soutien apporté par la Mission en matière de protection des victimes et des témoins

Tenue de 12 sessions d'information sur les mécanismes et l'application de la politique de diligence voulue en matière de droits humains, dont 4 sessions à l'intention des différentes composantes de la Mission et des entités des Nations Unies apportant un appui aux forces de défense et de sécurité intérieure centrafricaines, 4 sessions à l'intention des forces de défense et de sécurité intérieure centrafricaines et 4 sessions à l'intention des institutions nationales des droits humains, aux fins de la généralisation de cette politique

Conduite de 100 estimations spécifiques des risques liés au soutien fourni par la Mission aux forces de défense et de sécurité intérieure centrafricaines

Tenue de 3 ateliers de formation à l'intention des magistrats et du personnel de la Cour pénale spéciale, dont 1 sur les procès pour infractions graves, 1 sur le droit pénal international et la protection des victimes et des témoins et 1 sur l'administration des tribunaux visant à renforcer les capacités du personnel de la Cour

Tenue de réunions hebdomadaires de conseil et d'encadrement avec la Cour pénale spéciale en vue de fournir des avis de nature technique, notamment sur les questions relatives à la protection des victimes et des témoins dans les affaires en cours, de veiller à la coordination entre les travaux de la Cour et ceux des institutions spécialisées, fonds et programmes des Nations Unies et de nouer des relations avec les autres tribunaux nationaux aux fins du renforcement du système judiciaire dans l'ensemble du pays

Tenue de réunions hebdomadaires avec le Greffier de la Cour pénale spéciale en vue d'améliorer les services du greffe, notamment le service d'appui aux chambres, le service de gestion de l'information, le service administratif et le service de soutien à la défense et aux victimes

9 Sessions d'information, dont :

- 1 Session à l'intention des différentes composantes de la Mission et des entités des Nations Unies apportant un appui aux forces de défense nationale et de sécurité intérieure

Ce résultat inférieur aux prévisions s'explique par la suspension des séances de formation initiale, en raison des restrictions imposées dans le cadre de la pandémie de COVID-19

- 4 Sessions à l'intention des forces de défense nationale et de sécurité intérieure
- 4 Sessions à l'intention des institutions nationales des droits humains

- 32 Estimations spécifiques des risques ayant permis de vérifier les cas de 1 717 membres des forces de défense nationale et de sécurité intérieure

Ce résultat inférieur aux prévisions s'explique par un nombre moins élevé que prévu de demandes et de requêtes reçues des partenaires nationaux concernés par les estimations des risques réalisées

- 3 Ateliers de formation

- 12 Réunions visant à conseiller les magistrats et le personnel de la Cour pénale spéciale sur les aspects techniques de ses affaires, à évaluer les besoins en matière de formation et de renforcement des capacités, et à améliorer la coordination avec les institutions spécialisées, fonds et programmes des Nations Unies et le Ministère de la justice

Le produit exécuté a été inférieur aux prévisions en raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19

- Oui Tenue de réunions régulières, notamment au moyen de Microsoft Teams, pour améliorer les services du greffe

Tenue de réunions mensuelles avec le Président de la Cour pénale spéciale en vue d'aider à la mise en place de mécanismes de gouvernance, de communication de l'information et d'audit, moyennant la création d'un service d'audit externe, l'optimisation du comité directeur existant et la publication de rapports semestriels sur le fonctionnement de la Cour

Tenue de réunions mensuelles avec le Ministère de la justice en vue de la sélection et du déploiement de 5 juges internationaux et de 9 juges nationaux aux fins de la mise en place de la Chambre d'instruction et de la Chambre d'appel de la Cour pénale spéciale

Tenue de réunions mensuelles de planification avec le Cadre de concertation de l'Unité mixte d'intervention rapide et de répression des violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants, laquelle est chargée de mener des activités de proximité, d'accueillir et d'orienter les victimes, d'enregistrer les faits de violence sexuelle liée aux conflits et d'enquêter à leur sujet, d'établir des dossiers en vue des poursuites et d'appuyer, à des fins de justice et de sensibilisation, le suivi des dossiers des suspects en attente d'un procès

Tenue de 12 ateliers de formation à l'intention de 300 membres de la police judiciaire, dont 50 femmes, et organisation d'activités quotidiennes de surveillance, d'encadrement et de conseil en matière d'enquêtes criminelles et de protection des lieux de crime, en vue notamment de sensibiliser les premiers intervenants

Oui Tenue de réunions régulières, notamment des réunions à distance au moyen de Microsoft Teams

## 12 Réunions

1 Juge international a été déployé auprès de la Chambre préliminaire et a prêté serment

1 Juge international a été déployé auprès de la Chambre d'instruction et a prêté serment

1 Procureur spécial adjoint international a été déployé et a prêté serment

2 Juges internationaux ont été sélectionnés pour la Chambre d'appel

5 Magistrats nationaux ont été nommés

Les magistrats nationaux n'ont pas été aussi nombreux que prévu, le Ministère de la justice n'ayant pas procédé à suffisamment de nominations supplémentaires

## 7 Réunions

Ce résultat inférieur aux prévisions s'explique par le fait que les ministères concernés ont convoqué moins de réunions du Cadre de concertation

## 6 Ateliers de formation

Le produit exécuté a été inférieur aux prévisions en raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19 et de la dégradation des conditions de sécurité

325 Membres de la police judiciaire, dont 64 femmes

Le nombre de personnes formées a été plus élevé que prévu en raison de l'intérêt manifesté, de la disponibilité des Forces de sécurité intérieure une fois terminée la période de violence électorale et de la reprise des activités de formation après l'assouplissement des restrictions liées à la COVID-19

	Oui	Tenue d'activités quotidiennes de surveillance, d'encadrement et de conseil grâce au couplage des équipes de police de la Mission avec 56 unités des Forces de sécurité intérieure, l'objectif étant notamment d'appuyer les enquêtes afin de garantir, entre autres, une meilleure appropriation et connaissance du code pénal et du code de procédure pénale centrafricains par les membres des Forces de sécurité intérieure, ainsi que le respect des droits des personnes détenues
Tenue de 4 ateliers de formation destinés aux unités spécialisées dans le cadre des enquêtes sur les infractions graves et la criminalité organisée	6	Ateliers de formation Le nombre d'ateliers organisés a été plus élevé que prévu en raison de la disponibilité des Forces de sécurité intérieure une fois terminée la période de violence électorale et de la reprise des activités de formation après l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie de COVID-19
Tenue de 4 sessions de formation et activités quotidiennes d'encadrement aux fins de la création d'une base de données commune à la police et à la gendarmerie sur les enquêtes criminelles, à l'appui notamment des experts en criminalistique	7	Séances de formation sur la protection des lieux de crime, destinées aux premiers intervenants, ainsi que sur la gestion des bases de données criminalistiques Ce résultat supérieur aux prévisions s'explique par la plus grande disponibilité des membres des Forces de sécurité intérieure et par la manifestation de leur part d'un intérêt accru concernant les sujets couverts par la formation
	Oui	Tenue d'activités quotidiennes d'encadrement grâce au couplage de membres de la police des Nations Unies avec des membres des unités spécialisées d'enquête criminelle de la police et de la gendarmerie basées à Bangui et en province, et fourniture d'un appui technique quotidien à toutes les enquêtes menées par ces unités
Organisation de 30 visites dans les locaux des services de police et de gendarmerie et dans les centres de détention judiciaire en vue de vérifier si des enfants y sont détenus du fait de leur association avec des groupes armés et de plaider en faveur de leur libération	39	Visites Le nombre de visites supérieur aux prévisions s'explique par la résurgence de la violence, qui a fait augmenter la probabilité que des enfants soient arrêtés et détenus
Tenue de 2 sessions de formation aux questions touchant la protection de l'enfance à l'intention de 50 membres du personnel judiciaire	3	Sessions de formation
	40	Membres du personnel judiciaire Le produit exécuté a été inférieur aux prévisions en raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19



Conduite de 2 campagnes de communication et de sensibilisation visant à mieux faire connaître les mécanismes de justice transitionnelle à la population et à encourager cette dernière à se mobiliser et à s'approprier le processus de justice, notamment en ce qui concerne la justice nationale et la Commission nationale vérité, justice, réparation et réconciliation

- 2 Campagnes de communication et de sensibilisation visant à informer les Centrafricains sur les mécanismes de justice transitionnelle et à souligner le rôle de la Commission vérité, justice, réparation et réconciliation
- 20 Reportages radio
- 25 Reportages
- 7 Articles publiés sur le site Web de la Mission
- 1 Album photo publié sur Flickr
- 14 Messages publiés sur les médias sociaux

### Réalisation escomptée 3.2 : Progrès dans l'extension progressive de l'autorité de l'État et de l'état de droit en République centrafricaine

#### Indicateurs de succès prévus

Nombre de représentants des autorités locales, de chefs traditionnels et de fonctionnaires nouvellement formés (2018/19 : 2 057 ; 2019/20 : 5 041 ; 2020/21 : 800)

Nombre de membres du personnel judiciaire (magistrats et greffiers) formés, encadrés et opérationnels (2018/19 : 110 ; 2019/20 : 130 ; 2020/21 : 175)

Nombre de membres du personnel judiciaire (magistrats et greffiers) déployés en dehors de Bangui (2018/19 : 45 ; 2019/20 : 53 ; 2020/21 : 100)

Nombre d'audiences pénales tenues chaque année par les trois cours d'appel (2018/19 : 3 ; 2019/20 : 3 ; 2020/21 : 5)

#### Indicateurs de succès effectifs

Objectif atteint : 1 892 maires, chefs de services publics, chefs de district, membres de la société civile et fonctionnaires, dont 260 femmes, ont été formés à diverses compétences administratives des niveaux central et local, aux questions de la responsabilité et de l'obligation de rendre des comptes, à la gouvernance locale, à la décentralisation, au contrat social et à l'entente entre les autorités et les communautés, à l'éthique et à la déontologie, à la gestion des performances, à la prestation de services et à la qualité du service administratif

Au total, 133 membres du personnel judiciaire ont été formés, encadrés et rendus opérationnels

Le produit exécuté a été inférieur aux prévisions en raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19 et de la dégradation des conditions de sécurité

Au 30 juin 2021, 47 membres du personnel judiciaire au total avaient été déployés en dehors de Bangui

Le nombre moins élevé que prévu de membres du personnel judiciaire déployés en dehors de Bangui s'explique par la détérioration des conditions de sécurité dans les zones concernées à la suite de l'offensive menée par la Coalition des patriotes pour le changement

Aucune audience pénale n'a eu lieu en raison des restrictions imposées dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 et de la détérioration des conditions de sécurité, qui ont entravé la capacité des magistrats à mener à bien les enquêtes judiciaires, et du fait que le personnel judiciaire national n'a pas organisé ni tenu de session pendant la période électorale

Nombre de poursuites engagées pour infraction grave qui ont été menées à leur terme (2018/19 : 33 ; 2019/20 : 46 ; 2020/21 : 100)

Nombre d'agents de l'administration pénitentiaire civils recrutés, contrôlés et formés (2018/19 : 116 ; 2019/20 : 136 ; 2020/21 : 336)

Nombre moyen de faits graves survenant dans des établissements pénitentiaires (mutineries, évasions massives, émeutes, attaques contre des prisons) et menaçant directement le fonctionnement de la prison et la sécurité publique, pour 100 détenus, tout au long de l'année (2018/19 : 2,85 ; 2019/20 : 6,5 ; 2020/21 : 5)

Nombre total d'établissements pénitentiaires rouverts et fonctionnels à l'extérieur de Bangui (2018/19 : 9 ; 2019/20 : 10 ; 2020/21 : 12)

Aucune poursuite engagée pour infraction grave n'a été menée à terme en raison de l'absence d'audiences pénales

Au total, 297 agents de l'administration pénitentiaire civils ont été contrôlés et formés. Le 30 juin, 147 apprenants ont terminé leur formation pratique, les 150 nouvelles recrues restantes poursuivant leur formation théorique. À la fin de la période considérée, leur intégration dans les services publics était en cours

En tout, 12 faits graves ont été observés dans des établissements pénitentiaires au cours de l'exercice

Ce nombre plus élevé qu'attendu est imputable à des attaques ou à des rumeurs d'attaques qui se sont ensuivies de l'abandon de leur poste par des gardiens de sécurité, dans des prisons de tout le pays

En tout, 7 prisons étaient ouvertes et opérationnelles à l'extérieur de Bangui

Ce résultat inférieur aux attentes s'explique par le fait que seules 3 prisons sont restées opérationnelles en dehors de Bangui en raison des violences pré- et post-électorales, durant lesquelles 7 établissements pénitentiaires ont été attaqués, vandalisés et pillés. Au cours de l'exercice, la Mission a contribué à la réouverture de 4 prisons

#### Produits prévus

*Produit(s)  
exécuté(s) :  
oui, non  
ou nombre*      *Observations*

Remise en état ou construction de 3 tribunaux et fourniture de matériel à ces tribunaux

4 Projets de remise en état des tribunaux de première instance de Kaga Bandoro, Nola, Bria et Ndélé ont commencé et ils étaient toujours en cours à la fin de l'exercice

5 Projets portant sur la dotation en matériel des tribunaux de première instance de Nola, Bria, Bambari, Bouar et Sibut ont commencé et ils étaient toujours en cours à la fin de l'exercice

Le lancement de plus de projets que prévu tient à la redéfinition des activités à mener en priorité pour répondre aux besoins supplémentaires ayant été recensés durant l'exercice en matière de remise en état des locaux et de fourniture d'équipements

Tenue de réunions hebdomadaires avec le Ministère de la justice, les services d'inspection judiciaire, le comité chargé de coordonner la formation des acteurs judiciaires et d'autres autorités nationales compétentes, aux fins de la planification et de la coordination du redéploiement du personnel judiciaire et des acteurs chargés de faire respecter l'état de droit dans les régions à l'extérieur de Bangui

50 Réunions

Tenue de réunions hebdomadaires avec le Ministère de la justice et les autorités judiciaires compétentes en vue d'offrir aux cours d'appel un soutien logistique et technique aux fins de l'organisation d'audiences pénales (2 à Bangui, 2 à Bouar et 1 à Bambari), notamment un appui garantissant l'efficacité des enquêtes et des poursuites visant les auteurs d'infractions commises contre les soldats de la paix

20 Réunions ont été tenues au sujet de l'organisation d'une audience pénale à la Cour d'appel de Bouar

Ce résultat inférieur aux prévisions s'explique par le fait qu'il a fallu interrompre les réunions, de décembre 2020 à mai 2021, en raison de la détérioration des conditions de sécurité à Bouar

Non Aucune réunion n'a été organisée à l'appui de l'organisation d'audiences pénales à la Cour d'appel de Bambari, la détérioration des conditions de sécurité dans le pays ayant empêché le déploiement de membres du personnel judiciaire dans la région

2 Réunions ont été tenues, en septembre 2020 et en mars 2021, pour appuyer l'organisation d'audiences pénales à la Cour d'appel de Bangui

Ce résultat inférieur aux prévisions est dû au fait que le personnel judiciaire n'a pas été en mesure d'organiser ni de tenir de sessions pendant la période électorale en raison de la détérioration des conditions de sécurité

Tenue de réunions mensuelles avec le Ministère de la justice et les autorités judiciaires compétentes aux fins de l'exécution effective du plan national visant à renforcer l'indépendance de la justice et l'application du principe de responsabilité par les magistrats et de la mise en place de mécanismes de coordination de la politique stratégique de réforme du secteur de la justice

6 Réunions en tout ont été organisées jusqu'en décembre 2020

Durant la première moitié de l'exercice, un groupe de travail thématique sur le plan d'action relatif à l'indépendance de la justice a été créé. Celui-ci ne s'est toutefois pas réuni depuis décembre 2020 en raison de l'indisponibilité des autorités nationales

Tenue de 3 sessions de formation de trois jours sur les compétences non techniques à l'intention de 20 avocats en vue de donner plein effet à la loi sur l'assistance juridique et de 1 formation de trois jours destinée à renforcer les capacités de 25 huissiers afin d'améliorer l'accès à la justice

Non Aucune session de formation n'a été tenue en raison des restrictions imposées dans le cadre de la pandémie de COVID-19

1 Session de formation de trois jours sur les innovations en matière de droit jurisprudentiel, concernant à la fois des règles de procédure spécifiques et générales et l'exécution des décisions de justice, ont été organisées afin de limiter les ingérences extérieures et la corruption

20 Huissiers

Il n'a pas été possible de former autant d'huissiers que prévu en raison des restrictions relatives aux nombres de participants aux rassemblements imposées pour cause de pandémie

Tenue de 1 session de formation de trois jours sur la justice pour mineurs à l'intention de 30 magistrats et officiers de police judiciaire des tribunaux de la cour d'appel du district de Bambari, de 2 sessions de formation de trois jours sur les techniques d'enquête et la conservation des preuves à l'intention de 30 magistrats, de 2 sessions de formation de trois jours sur les règles de bonne conduite et de déontologie à l'intention de 30 magistrats, de 1 session de formation de trois jours sur le code de justice militaire à l'intention de 30 magistrats et de 2 ateliers de formation de cinq jours sur divers sujets liés à la justice pénale, notamment la poursuite d'auteurs d'infractions internationales, à l'intention de 40 magistrats

1 Session de formation de trois jours sur la justice pour mineurs organisée à l'intention de 25 magistrats

2 Sessions de formation de trois jours sur les techniques d'enquête et la conservation des preuves organisées à l'intention de 32 magistrats

1 Session de formation de trois jours sur les règles de bonne conduite et de déontologie organisée à l'intention de 9 magistrats

Ce résultat inférieur aux prévisions s'explique par la pandémie de COVID-19 et les restrictions imposées concernant la taille des réunions

2 Sessions de formation de trois jours sur le code de justice militaire organisées à l'intention de 39 personnes

Ce résultat supérieur aux prévisions s'explique par l'entrée en activité du système juridictionnel militaire, en février 2021

Non Aucun atelier de formation de cinq jours n'a été organisé sur des thèmes en lien avec la justice pénale, notamment la poursuite d'auteurs de crimes internationaux, en raison des restrictions imposées dans le cadre de la lutte contre la COVID-19, de la détérioration des conditions de sécurité et des retards entraînés par le décès du Président de la Haute Cour de justice

Tenue de 1 session de formation de trois jours sur le rôle et le fonctionnement de la Haute Cour de justice à l'intention de ses 9 membres et de 5 ateliers d'information d'une journée sur le même thème, et distribution de documents pertinents à 140 membres du Parlement

Non Aucune session n'a été organisée en raison des restrictions imposées face à la recrudescence des cas de COVID-19 en 2021, du retard accumulé concernant les élections législatives et du décès du Président de la Haute Cour de Justice

Tenue de 3 sessions de formation de deux jours à l'intention de 60 magistrats sur les poursuites à engager en cas de violation du droit électoral et de 2 ateliers d'information à l'intention de 40 magistrats sur le droit électoral et la rédaction et diffusion d'un guide sur les infractions électorales, aux fins du renforcement des capacités des magistrats à l'approche des élections de 2020-2021

4 Sessions de formation de deux jours sur les poursuites à engager en cas de violation du droit électoral ont été organisées à l'intention de 68 magistrats nommés par le Ministère de la justice

Les sessions organisées ont été plus nombreuses que prévu en raison de la nomination, par le Ministère de la justice, d'un nombre accru de magistrats pour y participer

Non Aucun atelier d'information n'a été organisé en raison des restrictions imposées en lien avec la pandémie de COVID-19 et de l'indisponibilité des membres du personnel judiciaire qui n'avaient pas été déployés à leur poste en dehors de Bangui

	Le guide sur les infractions électorales a été achevé et l'on en a remis des exemplaires à des magistrats et des parlementaires, de même qu'au Ministère de la justice, en août 2020, en vue de leur distribution à des magistrats, des membres de la police judiciaire, des avocats et des parlementaires
Tenue de réunions trimestrielles avec le Ministère de la justice et les membres du personnel judiciaire concernés et de 1 atelier de deux jours visant à appuyer la mise en place de mécanismes de protection des victimes et des témoins devant les juridictions de droit commun	Non Aucune réunion ni atelier n'ont été organisés, les acteurs nationaux ayant décidé de se concentrer davantage sur la préparation des élections, tandis que la stratégie de protection des victimes et des témoins ne pouvait être mise en œuvre faute de ressources au niveau national
	2 Sessions de formation de trois jours sur la protection des victimes et des témoins ont été organisées à l'intention de 26 magistrats, à Bangui et Bouar, afin de renforcer les capacités de l'appareil judiciaire national concernant le cadre existant pour la protection des victimes et des témoins
Tenue de réunions consultatives hebdomadaires avec les autorités pénitentiaires et fourniture d'un appui technique à l'École nationale d'administration et de magistrature de manière à améliorer la vérification des antécédents et la formation de 150 membres supplémentaires du personnel pénitentiaire civil dans le cadre de la démilitarisation du système pénitentiaire	Oui Des réunions hebdomadaires ont été organisées et un soutien technique a été fourni
	151 Agents pénitentiaires civils ont été formés, dont 147 ont obtenu leur diplôme en juin 2021
Renforcement de la sécurité et amélioration des conditions de détention dans 4 établissements pénitentiaires, dont 3 situés à l'extérieur de Bangui (Ngaragba, Bambari, Berbérati et Bria)	3 Projets d'infrastructure ont été lancés durant l'exercice, portant notamment sur la construction d'une annexe à la prison centrale de Ngaragba et la remise en état des prisons de Bria et Berbérati. Un projet de remise en état de la prison de Bambari devant encore être approuvé était par ailleurs en cours d'examen à la fin de l'exercice
	Le retard accumulé dans le lancement des projets de remise en état des installations est dû à la pénurie de matériaux de construction découlant des problèmes de chaîne d'approvisionnement, eux-mêmes entraînés par la détérioration des conditions de sécurité dans le pays
Mise en place d'activités quotidiennes d'accompagnement et de conseil à l'intention de 136 membres du personnel pénitentiaire civil dans 12 établissements pénitentiaires, dont une formation sur le terrain et des services d'encadrement et de conseil approfondis à l'intention de 25 membres du personnel pénitentiaire civil, disponibles 24 heures	Oui Organisation, dans le cadre d'un programme de partage de locaux, d'activités quotidiennes d'accompagnement et de conseil et d'une formation sur le terrain à l'intention de 136 membres du personnel pénitentiaire civil dans 10 établissements opérationnels, dont une formation sur le terrain et des services

sur 24 à la prison centrale de Ngaragba et à son annexe au camp de Roux, par détachement du personnel pénitentiaire de la MINUSCA, et à l'intention de 150 agents pénitentiaires civils stagiaires, en vue de prévenir les troubles dans les établissements pénitentiaires et d'améliorer la gestion de ces derniers conformément aux normes internationales

Tenue de 3 ateliers de trois jours à l'intention de 75 participants, de 2 sessions de formation de cinq jours à l'intention de 40 participants et de réunions hebdomadaires en vue d'apporter un appui technique au personnel pénitentiaire national, en collaboration avec Penal Reform International, aux fins du renforcement du siège de l'administration pénitentiaire et de l'élaboration de cadres, procédures et politiques juridiques permettant d'accélérer la mise en œuvre de la stratégie de démilitarisation des établissements pénitentiaires et d'atténuer la corruption dans le système pénitentiaire

Conduite d'une étude de surveillance biocomportementale liée au VIH dans 3 établissements pénitentiaires, tenue de 1 atelier de deux jours à l'intention de 35 membres du personnel des Ministères de la justice, de la santé et de la défense et d'organisations non gouvernementales sur le VIH, la tuberculose et l'hépatite dans les établissements pénitentiaires, élaboration de 2 documents directifs sur le VIH et fourniture d'outils médicaux aux infirmeries de 5 établissements pénitentiaires (à Bambari, Berbérati, Bossembele, Mbaïki et Paoua) dans le cadre de la mise en œuvre de la politique sanitaire visant à atténuer les problèmes de sécurité liés aux conditions de détention

d'encadrement et de conseil approfondis à l'intention de 25 membres du personnel pénitentiaire civil, disponibles 24 heures sur 24 à la prison centrale de Ngaragba et à son annexe au camp de Roux

10 Prisons, à savoir 3 à Bangui et 1 à Berbérati, Paoua, Bouar, Mbaïki, Nola, Bambari et Bangassou

Oui Les agents de la prison centrale de Ngaragba et de son annexe au Camp de Roux ont bénéficié d'un encadrement et de conseils solides grâce à la présence, 24 heures sur 24, de membres du personnel spécialisés dans la sécurité des prisons et les interventions rapides fourni par le Gouvernement

147 Agents pénitentiaires civils

Non Aucun atelier de trois jours n'a été organisé en raison des restrictions imposées dans le cadre de la pandémie de COVID-19. À la place, 1 session de formation sur la gestion des activités de réinsertion sociale a été organisée en mai 2021 à l'intention de 25 personnes

2 Sessions de formation sur la gestion du budget et des ressources humaines organisées à l'intention de 40 personnes

1 Formation sur la gestion de la sécurité en milieu carcéral, destinée au personnel pénitentiaire national, organisée à l'intention de 25 personnes

Oui Des réunions hebdomadaires ont été organisées, nonobstant quelques retards dus à la période électorale et au maintien des restrictions imposées dans le cadre de la pandémie de COVID-19

Non Aucune étude ni activité n'ont été organisées dans le cadre de la mise en œuvre de la politique sanitaire visant à atténuer les problèmes de sécurité liés aux conditions de détention

L'étude et les activités qu'il avait été prévu d'organiser n'ont pas eu lieu en raison du retard pris dans le lancement du projet. Le descriptif de projet portant sur leur mise en œuvre, élaboré en collaboration avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, n'a été approuvé qu'en avril 2021

Tenue de 1 formation de formateurs de six jours sur les techniques d'intervention pénitentiaire à l'intention de 6 membres du personnel pénitentiaire civil national, de 1 formation de base de cinq jours sur la sécurité en milieu carcéral et les techniques d'intervention pénitentiaire à l'intention de 150 membres du personnel pénitentiaire civil, de 1 formation spécialisée de 15 jours sur les interventions rapides à l'intention de 36 membres du personnel pénitentiaire civil et de 5 exercices de simulation d'émeutes et de contrôle de la situation dans les prisons de Bangui

Mise en œuvre de 10 projets de remise en état et de construction destinés à améliorer l'infrastructure administrative de l'État, d'un projet de remise en état de 10 commissariats de police et brigades de gendarmerie, de 4 projets d'infrastructure et d'équipement en appui aux unités spécialisées des services de sécurité intérieure et de 3 projets d'infrastructure et d'équipement en appui à 3 commissariats de la police minière

Tenue de réunions mensuelles avec les autorités nationales, y compris le personnel des Nations Unies partageant des locaux avec la police minière, en vue de l'exécution de la stratégie nationale de lutte contre le prélèvement illégal de taxes et l'exploitation illicite des ressources naturelles en lien avec la présence de groupes armés

Non Aucune activité de formation n'a été organisée

Les activités de formation ont été reportées afin d'éviter tout risque de propagation de la COVID-19, leur format exigeant un contact physique étroit entre les participants et les formateurs et n'étant dès lors pas compatible avec les mesures de prévention de la pandémie

Non Aucun exercice de simulation d'émeutes et de contrôle de la situation n'a été organisé dans les prisons de Bangui. Les exercices ont été interrompus en raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19 et de la détérioration des conditions de sécurité, les 2 prisons dans lesquels ils devaient se tenir ayant notamment fait l'objet de menaces

5 Projets ayant trait à des infrastructures administratives, notamment les bureaux des archives du bureau des ressources humaines de la police nationale et les locaux de l'administration territoriale de la gendarmerie

20 Projets concernant des commissariats de police et des brigades de gendarmerie

Le fait que les projets menés aient été moins nombreux que prévu dans le cas des infrastructures administratives et plus nombreux que prévu dans le cas des commissariats de police et brigades de gendarmerie s'explique par la priorité accordée aux activités de remise en état des installations qui étaient de nature à permettre à la police et à la gendarmerie d'opérer en dehors de Bangui

4 Projets destinés aux unités spécialisées, telles que l'unité technique et scientifique de la police et la cellule opérationnelle de la gendarmerie

5 Projets destinés à l'unité antifraude responsable de l'exploitation minière

Non Aucune réunion mensuelle n'a été organisée

Les réunions n'ont pas pu avoir lieu en raison de la disponibilité limitée du personnel de la police des Nations Unies spécialisé dans les questions minières, et du fait que seuls les locaux des unités spéciales antifraude de Bangui et de Berbérati étaient partagés avec la police des Nations Unies, les autres unités du pays n'ayant pas encore la capacité d'accueil nécessaire



	La Mission a toutefois appuyé la fourniture en matériel des unités spéciales antifraude de Carnot, Nola, Bouar et Bozoum
Partage de locaux avec 56 unités des services de sécurité intérieure (à Bangui et dans les préfectures) aux fins de la fourniture d'une assistance technique, moyennant des activités de suivi, d'encadrement et de conseil, à l'appui de la mise en œuvre de la phase à moyen terme du plan de déploiement, notamment en vue du déploiement de 1 000 cadets récemment diplômés	Oui Partage de locaux avec les services de sécurité intérieure
	56 Unités des services de sécurité intérieure, dont 32 à Bangui et 24 en dehors de Bangui
	1 313 Cadets diplômés
	Ce résultat supérieur aux prévisions est dû aux efforts déployés par le Gouvernement pour accroître le nombre de diplômés
Tenue de 10 ateliers de formation sur les approches et les techniques de la police de proximité à l'intention de 30 membres des services de sécurité intérieure issus des commissariats et brigades territoriaux	7 Ateliers de formation
	Le produit exécuté a été inférieur aux prévisions en raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19
	44 Membres des Forces de sécurité intérieure, dont 1 femme
	Le nombre de personnes ayant bénéficié d'ateliers de formation a été plus élevé que prévu en raison de la disponibilité des Forces de sécurité intérieure une fois terminée la période de violence électorale et de la reprise des activités de formation après l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie de COVID-19
Tenue de 16 conseils préfectoraux (400 participants) en vue d'appuyer la maîtrise locale et régionale de la stratégie de rétablissement de l'autorité de l'État et d'évaluer l'état d'avancement de cette stratégie et de 1 atelier national (50 participants) consacré à la mise en place de partenariats et d'une planification conjointe tenant compte du Plan national de relèvement et de consolidation de la paix pour la période 2017-2021 et s'appuyant sur l'équipe de pays des Nations Unies et les partenaires financiers et techniques, de manière à renforcer l'engagement pris auprès du Gouvernement central et des institutions territoriales à mettre en œuvre la stratégie nationale de rétablissement de l'autorité de l'État	31 Conseils préfectoraux et municipaux
	937 Bénéficiaires, dont 206 femmes
	Ce résultat supérieur aux prévisions est dû à l'inclusion des conseils municipaux, en plus des conseils préfectoraux, dans les activités menées, laquelle a été rendue possible par l'augmentation du nombre de partenaires techniques et financiers participant au rétablissement de l'autorité de l'État
	2 Ateliers nationaux concernant le renforcement de l'engagement des préfets dans la planification du déploiement des services publics dans les 16 préfectures et la révision du mécanisme de surveillance de la présence des fonctionnaires à leur poste ont été organisés à l'intention de 40 participants
Organisation de 16 missions et sessions de formation et d'encadrement par 48 contrôleurs du comité national de coordination pour le rétablissement de l'autorité de l'État (400 participants) en vue d'évaluer la qualité des services administratifs fournis par l'administration territoriale (préfets, sous-préfets, maires et chefs de	92 Missions et sessions de formation et d'encadrement organisées par 48 contrôleurs du comité national de coordination sur le rôle et les responsabilités des autorités locales, des chefs de village et des conseils de quartier, ainsi que sur les questions de l'éthique dans les services publics et de la bonne

quartier) et de remédier aux faiblesses en matière de gouvernance et de renforcer les volets sécurité et réconciliation des plans de développement local mis en œuvre par l'équipe de pays des Nations Unies et les partenaires bilatéraux dans les 16 préfectures

gouvernance, dans de nouvelles localités. Des sessions de formation sur la planification budgétaire et l'élaboration de plans d'action municipaux et de plans de développement local ont également été organisées

2 578 Membres des autorités locales, dont 493 femmes

Ce résultat supérieur aux prévisions est dû à l'augmentation du nombre de partenaires techniques et financiers participant au rétablissement de l'autorité de l'État

Activités de communication stratégique menées sur une base trimestrielle ou mensuelle, avec le concours de la presse écrite et des médias audiovisuels, afin de mettre les Centrafricains mieux au fait de leurs droits et des procédures juridiques et de sensibiliser l'opinion publique aux efforts déployés par la MINUSCA et les institutions nationales en vue d'améliorer le fonctionnement des institutions judiciaires et pénitentiaires

Oui Diffusion de reportages radio visant à améliorer la compréhension des droits humains et l'accès à la justice des Centrafricains, ainsi qu'à sensibiliser la population aux efforts déployés par la MINUSCA pour améliorer le fonctionnement des institutions judiciaires et pénitentiaires nationales

50 Revues hebdomadaires

6 Articles publiés sur le site Web de la Mission

1 Bulletin d'information publié sur le site Web de la Mission

10 Photos du jour

1 Reportage photo destiné à mettre en lumière les efforts déployés par la MINUSCA et à y sensibiliser la population

63 Messages publiés sur les médias sociaux

38 Ateliers sur les modes alternatifs de règlement des conflits, ainsi que sur la relation entre les systèmes de justice formels et informels, organisés afin de renforcer les capacités des acteurs du système de justice informel, dans le cadre des efforts déployés pour sensibiliser les parties intéressées aux procédures juridiques et favoriser l'accès à la justice

#### **Composante 4 : appui**

68. Durant l'exercice, la composante Appui de la Mission a fourni des services logistiques et administratifs et des services de sécurité efficaces et rationnels à des effectifs moyens réels de 13 520 membres du personnel en tenue et de 1 585 membres du personnel civil, pour aider la Mission à s'acquitter de son mandat en exécutant les produits correspondants.

69. L'appui apporté a couvert tous les domaines : gestion des ressources humaines, budget, gestion financière et rapport financier, santé, TIC, transport terrestre et aérien, gestion des installations et des services techniques, suivi et contrôle de

l'approvisionnement en rations, en carburant et en fournitures générales, et fourniture de services de sécurité à l'ensemble du personnel de la MINUSCA.

70. En ce qui concerne l'amélioration de l'infrastructure des TIC de la Mission, celle-ci a érigé une tour autoportante à la base logistique de Bangui et déployé de nouvelles salles modulaires dédiées au matériel technique et une infrastructure hyperconvergée à l'échelle de la mission ainsi que le serveur RADIUS aux fins de l'extension de la LTE à Bangui. En outre, la MINUSCA a étendu la couverture des communications radio à l'état-major de secteur et amélioré les systèmes air-sol par l'extension et la construction de nouvelles tours de télécommunications dans les bureaux locaux et à l'état-major de secteur. De nouvelles infrastructures numériques ont été installées dans divers sites de Bangui pour répondre aux besoins opérationnels de l'Équipe spéciale conjointe de Bangui de la Mission et pour exécuter le mandat relatif aux élections. La Mission a développé le système de surveillance de la ville de Bangui en déployant des caméras de vidéosurveillance analytique dotées d'une détection à longue ou à courte portée.

71. Au cours de l'exercice, la Mission a lancé et mené plusieurs projets environnementaux, notamment dans le domaine des sources d'énergie renouvelables. En outre, elle a acheté 21 incinérateurs pour les bureaux locaux aux fins de la gestion des déchets solides et poursuivi l'installation d'incinérateurs de déchets médicaux et achevé leur installation à Kaga Bandoro et à Bambari. En ce qui concerne les sources d'énergie renouvelables et afin de réduire ses émissions de gaz à effet de serre et sa consommation de carburant, elle a commencé l'installation d'un système héliovoltaïque à la base logistique de Bangui. Elle a également poursuivi l'installation d'appareils de climatisation efficaces et de diodes électroluminescentes. Elle a mené une campagne de sensibilisation et de formation à l'environnement et notamment célébré la Journée mondiale de l'environnement de 2021, afin de sensibiliser le personnel de la mission.

---

**Réalisation escomptée 4.1** : Fourniture à la Mission, dans les meilleurs délais, de services d'appui efficaces, rationnels et responsables

---

*Indicateurs de succès prévus*

*Indicateurs de succès effectifs*

Pourcentage d'utilisation des heures de vol approuvées (à l'exclusion des opérations de recherche et sauvetage et d'évacuation sanitaire secondaire et primaire) (2018/19 : 58 % ; 2019/20 : 60 % ; 2020/21 :  $\geq 90$  %)

70,6 %

Le pourcentage moins élevé que prévu s'explique principalement par le non-déploiement de 1 appareil et par le fait que certains appareils ont été hors d'état de fonctionner durant de longues périodes

Pourcentage annuel moyen des postes autorisés soumis à un recrutement international qui ne sont pas pourvus (2018/19 : 13,2 % ; 2019/20 : 12,7 % ; 2020/21 : 13,0 %  $\pm$  1 %)

13,0 %

Pourcentage annuel moyen de femmes parmi le personnel civil recruté sur le plan international (2018/19 : 26 % ; 2019/20 : 28,5 % ; 2020/21 :  $\geq 39$  %)

25,8 %

Le pourcentage plus faible que prévu s'explique par les difficultés persistantes s'agissant de susciter des candidatures en raison du caractère difficile de la Mission et de ses conditions dangereuses ainsi que par les retards pris dans l'entrée en fonctions des recrues du fait des restrictions aux déplacements liées à la pandémie de COVID-19

Nombre moyen de jours nécessaires au recrutement sur une liste de réserve jusqu'à la sélection des candidats, pour tous les postes soumis à recrutement international (2018/19 : 48 ; 2019/20 : 48 ; 2020/21 :  $\leq 80$  jours civils à partir de la publication des avis de vacance pour les postes de classe P-3 à D-1 et SM-3 à SM-7)

108 jours

Le nombre moyen de jours plus élevé que prévu s'explique par les difficultés persistantes s'agissant de susciter des candidatures en raison du caractère difficile de la Mission et de ses conditions dangereuses ainsi que par les retards pris dans la sélection des candidats du fait de la pandémie de COVID-19

Nombre moyen de jours nécessaires à la sélection des candidats recrutés par voie d'avis de vacance de poste spécifiques, pour tous les postes soumis à recrutement international (2018/19 : 130 jours ; 2019/20 : 120 ; 2020/21 :  $\leq 100$  jours civils à partir de la publication des avis de vacance pour les postes de classe P-3 à D-1 et SM-3 à SM-7)

218 jours

Le nombre moyen de jours plus élevé que prévu s'explique par les difficultés persistantes s'agissant de susciter des candidatures en raison du caractère difficile de la Mission et de ses conditions dangereuses ainsi que par les retards pris dans la sélection des candidats du fait de la pandémie de COVID-19

Note globale dans le tableau de bord d'évaluation environnementale de l'Administration (2018/19 : 66 ; 2019/20 : 70 ; 2020/21 : 100)

Sans objet

Comme prévu dans les principes encadrant la communication de l'information relative aux résultats de la planification des mesures environnementales dans les cas où un risque environnemental majeur a été décelé, la mention « not applicable » (sans objet) est indiquée en lieu et place d'une note pour l'exercice 2020/21 en raison du risque environnemental majeur lié aux eaux usées du camp de Pombolo. La Mission a pris immédiatement des mesures d'atténuation pour faire face au risque lié aux eaux usées en installant des fosses septiques, des puisards et des blocs sanitaires

Pourcentage de problèmes liés à l'informatique et aux communications réglés selon les délais fixés en fonction du degré de gravité (grave, moyennement grave, pas grave) (2018/19 : 92 % ; 2019/20 : 95 % ; 2020/21 :  $\geq 95$  %)

95 %

Respect de la politique de gestion des risques concernant la sécurité du travail sur le terrain (2018/19 : 100 % ; 2019/20 : 80 % ; 2020/21 : 100 %)

50 %

Le pourcentage plus faible que prévu est imputable aux restrictions imposées en raison de la pandémie de COVID-19, qui ont eu une incidence négative sur la capacité de la Mission à pérenniser et à mettre en œuvre des activités et des programmes liés à la sécurité du travail et à la gestion des risques

Note globale concernant l'indice de performance de l'Administration en matière de gestion du matériel, sur la base de 20 indicateurs clés de résultats (2018/19 : 1 744 ; 2019/20 : 1 752 ; 2020/21 :  $\geq 1 800$ )

1 677

La note plus basse que prévue s'explique principalement par le fait que les restrictions imposées en raison de la pandémie de COVID-19 ont empêché d'achever la vérification des numéros de série des matériaux et l'inventaire des stocks

Écart par rapport au plan de gestion de la demande : quantités prévues, commandes passées en temps voulu, délais de livraison (2018/19 : sans objet ; 2019/20 :  $\leq 20$  % ; 2020/21 :  $\leq 20$  %)

8,5 %

Pourcentage, au 30 juin, de membres des contingents dont l'hébergement est fourni par l'ONU et est conforme aux normes, comme prévu dans les mémorandums d'accord (2018/19 : 82 % ; 2019/20 : 95 % ; 2020/21 : 100 %)

100 %

Respect par les fournisseurs des normes de l'ONU relatives à la livraison et à la qualité des rations ainsi qu'à la gestion des stocks (2018/19 :  $\geq 95$  % ; 2019/20 : 99,8 % ; 2020/21 :  $\geq 97$  %)

99 %

Produits prévus

Produit(s)  
exécuté(s) :  
oui, non  
ou nombre

Observations

### Amélioration des services

Renforcement des moyens de télécommunication mobile dans 4 sites régionaux grâce à un projet technologique LTE de données à large bande mobile destiné à combler le fossé existant dans l'infrastructure locale de télécommunications et à fournir une connectivité stable, sûre et améliorée

Non Les moyens de télécommunication mobile n'ont pas été renforcés car la livraison du matériel a pris du retard en raison des restrictions aux déplacements et de la fermeture des frontières liées à la pandémie de COVID-19

Amélioration du système radio à ultra-haute fréquence (UHF) existant dans toute la zone de la mission par l'extension de l'infrastructure du réseau au camp Fidèle et à la base logistique afin de répondre à la forte demande de large couverture radio garantissant des communications sécurisées et la transmission de messages d'urgence et de sécurité dans toute la zone de la mission, conformément aux normes minimales de sécurité opérationnelle

Oui Au moyen de l'extension de l'infrastructure du réseau de radiocommunication de Terre à ressources partagées (TETRA) au camp Fidèle et à la base logistique, afin de répondre à la forte demande de large couverture radio garantissant des communications sécurisées et la transmission de messages d'urgence et de sécurité dans toute la zone de la mission

Déploiement de serveurs hyperconvergés à haute performance à Bangui et dans 3 états-majors de secteur et 8 bureaux régionaux pour optimiser la capacité de stockage et les performances des serveurs de la mission et pour renforcer la sécurité des données

12 Serveurs hyperconvergés à haute performance ont été entièrement déployés à Bangui, dont des serveurs dédiés à l'enregistrement d'images de vidéosurveillance et à l'infrastructure 4G LTE à Bangui

### Audit, contrôle des risques et conformité

Suite donnée aux recommandations d'audit en souffrance ayant été acceptées par la direction

28 Recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes ayant été appliquées par la Mission, en attente de la confirmation du Comité

32 Recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes étant en cours d'application

1 Recommandation formulée par le Comité des commissaires aux comptes étant devenue obsolète, en attente de la confirmation du Comité

## Services aéronautiques

Exploitation et entretien de 17 appareils (4 avions et 13 hélicoptères)

13 Recommandations formulées par le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) ayant été appliquées

47 Recommandations formulées par le BSCI étant en cours d'application

15 Appareils

5 Avions

10 Hélicoptères

Le nombre net d'appareils exploités et entretenus est inférieur aux prévisions en raison du non-déploiement de 3 hélicoptères d'attaque, qui a été compensé par le déploiement de 1 avion supplémentaire en mars 2021, à la suite de la reconfiguration de la flotte de la Mission dans le cadre de laquelle 1 avion a été remplacé par 2 appareils plus petits et plus efficaces

Fourniture de 11 686 heures de vol prévues (4 686 par des prestataires commerciaux et 7 000 par des prestataires militaires) pour tous types de services (transport de passagers, fret, patrouilles et observation, recherche et sauvetage, et évacuations sanitaires primaires et secondaires)

8 240 Heures de vol totales

4 307 Heures de vol assurées par des prestataires commerciaux

3 933 Heures de vol assurées par des prestataires militaires

Le nombre d'heures de vol est inférieur aux prévisions pour les raisons suivantes : a) 3 hélicoptères d'attaque n'ont pas été déployés ; b) des hélicoptères ont été hors d'état de fonctionner durant de longues périodes ; c) 2 avions n'ont pas été pleinement utilisés en raison d'une longue période d'attente pour l'obtention de pièces de rechange et de l'absence d'organismes d'entretien agréés à Bangui ; d) la diminution du nombre des opérations aériennes en raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19

Contrôle du respect des normes de sécurité aérienne pour 17 appareils, ainsi que pour 50 aérodromes et sites d'atterrissage

15 Appareils

En outre, 7 appareils provenant d'autres missions ont été déployés en appui aux élections et 4 appareils ont été utilisés dans le cadre d'accords-cadres d'affrètement aérien

40 Aérodromes et sites d'atterrissage

Le nombre inférieur aux prévisions s'explique par la diminution du nombre des opérations aériennes en raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19

Des réunions d'information virtuelles sur la sécurité aérienne ont été organisées pour l'équipage et le personnel de la mission pendant la formation initiale

### **Budget, finances et communication de l'information**

Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, de services budgétaires, financiers et comptables concernant un budget de 948,0 millions de dollars

937,7 Millions de dollars (budget approuvé)

Appui à l'établissement de la version définitive des états financiers annuels de la Mission, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public et au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU

Oui

### **Services relatifs au personnel civil**

Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, de services de gestion des ressources humaines à un effectif maximal autorisé de 1 631 civils (749 agents recrutés sur le plan international, 616 recrutés sur le plan national et 266 Volontaires des Nations Unies), notamment d'un appui en ce qui concerne le traitement des indemnités, prestations et avantages, le recrutement du personnel, la gestion des postes, l'établissement du budget et la gestion de la performance

1 479 Membres du personnel civil (effectif moyen)

651 Agents recrutés sur le plan international, dont 53 emplois de temporaire (effectif moyen)

576 Agents recrutés sur le plan national, dont 7 emplois de temporaire (effectif moyen)

252 Volontaires des Nations Unies (effectif moyen)

Organisation d'activités de formation dans la zone de la mission (bénéficiaires : 7 843 membres du personnel civil) et appui à la formation organisée à l'extérieur de la zone de la mission (bénéficiaires : 141 membres du personnel civil)

1 360 Participants aux activités de formation organisées en ligne dans la zone de la mission

3 Participants aux activités de formation organisées en dehors de la zone de la mission

Le nombre inférieur aux prévisions s'explique principalement par le fait que des membres du personnel n'ont pas pu participer à la formation en ligne en raison de la lenteur de la connexion Internet dans leur pays d'origine ou du décalage horaire important entre leur pays d'origine et Bangui

Appui au traitement de demandes d'autorisation de voyage présentées par des membres du personnel civil : 6 214 demandes dans la zone de la mission et 213 en dehors de celle-ci à des fins autres que la formation et 141 demandes à des fins de formation

1 177 Demandes d'autorisation de voyage dans la zone de la mission à des fins autres que la formation

Le nombre de demandes d'autorisation de voyage inférieur aux prévisions s'explique par les restrictions aux déplacements liées à la pandémie de COVID-19, qui ont entraîné l'annulation de nombreux voyages à des fins de formation

231 Demandes d'autorisation de voyage en dehors de la zone de la mission à des fins autres que la formation



## Services d'ingénierie et de gestion des installations et des infrastructures

Services d'entretien et de réparation pour 112 installations de la mission réparties entre 37 sites

Mise en œuvre de 11 projets de construction, de rénovation et d'aménagement dans 46 sites à Bangui et 78 sites dans les régions, y compris des travaux de construction et d'entretien majeurs et mineurs et la construction d'une aire de trafic et d'une voie de circulation à Bangui, l'extension de la base logistique pour accueillir des locaux pour le bien-être du personnel et un atelier de réparation des véhicules légers, la construction de hangars d'aviation dans 4 sites, la construction de 50 bacs à graisse et de réservoirs de carburant dans toute la zone de la mission, la construction d'une déchetterie dans 4 sites dans les régions, la construction d'un réservoir souterrain en béton dans 1 site, le forage de 12 puits dans 10 sites, la construction de 5 ponts Bailey, l'entretien et la remise en état de 4 aérodromes dans 4 sites, l'entretien de 11 aérodromes et de 15 aires de poser d'hélicoptère dans 14 sites, et la réparation et l'entretien de 450 km de routes et de 15 ponts

- 24 Demandes d'autorisation de voyage à des fins de formation

Le nombre de demandes d'autorisation de voyage inférieur aux prévisions s'explique par le remplacement des formations en présentiel par des formations virtuelles en raison de la pandémie de COVID-19

- 116 Installations

- 37 Sites

- 17 Projets de construction, de rénovation et d'aménagement dans 49 sites à Bangui et 80 sites dans les régions, y compris des travaux de construction et d'entretien majeurs et mineurs

L'écart s'explique par la nécessité de construire et de rénover des bâtiments pour se conformer aux directives et recommandations émises par l'OMS en matière de prévention de la COVID-19, à savoir la construction d'installations préfabriquées d'isolement à Bangui et de 2 nouvelles installations préfabriquées dans les secteurs de Bouar et de Kaga Bandoro, la rénovation de 5 bâtiments de deux étages de manière à offrir au personnel plus d'espace afin de permettre la distanciation physique dans les bureaux et la construction de blocs sanitaires supplémentaires

- 4 Hangars d'aviation dans 4 sites (Bangui, Kaga Bandoro, Bria et Bouar)

- 36 Bacs à graisse

Le nombre de produits est inférieur aux prévisions en raison de la priorisation de la construction d'installations aux fins de la prévention de la COVID-19

- 3 Déchetteries

Le nombre de produits inférieur aux prévisions s'explique par le fait que les travaux de construction ont commencé en retard en raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19

- Non Aucun réservoir souterrain n'a été construit. Au lieu de cela, la Mission a installé 14 réservoirs en fibre de verre non enterrés dans divers sites (5 à Mpoko, 5 au camp Fidèle et 4 à la base logistique), étant donné qu'ils

	sont faciles à installer et à entretenir et qu'ils peuvent être déplacés en cas de besoin
	10 Puits
	15 Ponts Bailey
	Le nombre de produits supérieur aux prévisions s'explique par la construction de ponts Bailey supplémentaires dans des sites qui sont d'une importance capitale pour les itinéraires principaux et secondaires de ravitaillement
	4 Aérodomes remis en état et entretenus
	11 Aérodomes entretenus
	15 Aires de poser d'hélicoptère entretenues
	450 Km de routes réparés et entretenus
	15 Ponts réparés et entretenus
Installation de 2 200 poubelles de collecte et de tri des déchets colorées dans 40 sites et exploitation de 8 installations de compostage de déchets organiques dans 8 sites	2 200 Poubelles colorées de collecte et de tri des déchets installées dans 40 sites
	8 Installations de compostage de déchets organiques exploitées dans 8 sites
Installation de 20 incinérateurs de déchets de taille moyenne dans les régions, de 2 grands incinérateurs de déchets généraux à Bangui et dans les états-majors de secteurs, et de 6 broyeurs polyvalents et 12 broyeurs d'ampoules	Non L'écart s'explique par le fait que les incinérateurs n'ont pas été livrés au cours de l'exercice en raison des restrictions aux déplacements liées à la pandémie de COVID-19
Exploitation et entretien de 255 groupes électrogènes appartenant à l'ONU et de 6 sites de panneaux solaires, en plus des contrats souscrits auprès de fournisseurs locaux d'électricité	251 Groupes électrogènes appartenant à l'ONU exploités et entretenus
	9 Sites de panneaux solaires exploités et entretenus
	Le nombre de produits est supérieur aux prévisions en raison de l'installation de 3 sites de panneaux solaires supplémentaires au titre des besoins opérationnels
Exploitation et entretien d'installations d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux appartenant à l'ONU (dont 47 puits ou trous de sonde et 28 installations de traitement et de purification de l'eau ainsi que 63 stations d'épuration appartenant à l'ONU)	47 Puits ou trous de sonde
	28 Installations de traitement et de purification de l'eau
	63 Stations d'épuration appartenant à l'ONU
Fourniture de services de gestion des déchets, y compris de collecte et d'élimination des déchets liquides et solides, dans 108 sites	108 Sites
Fourniture de services de nettoyage, d'entretien des périmètres et de lutte phytosanitaire dans 28 sites, et de services de restauration dans 6 sites	28 Sites
	6 Sites

Exploitation et entretien de 2 unités d'un système de drone aérien et de 3 dispositifs de surveillance, au titre d'une lettre d'attribution signée avec un pays fournisseur de contingents, pour la conduite d'opérations de renseignement, de surveillance, de reconnaissance et d'alerte rapide visant à protéger le personnel de la Mission

4 Unités d'un système de drone aérien  
Le nombre de produits est plus élevé que prévu, la Mission ayant demandé 2 systèmes de drone aérien supplémentaires pour renforcer ses activités de renseignement, de surveillance et de reconnaissance car les conditions de sécurité étaient instables, et pour appuyer le processus électoral

Non Aucun dispositif de surveillance n'a été exploité ni entretenu car les 3 systèmes électro-optiques modulaires ne sont plus en service et ont été remplacés par des capteurs aux fins de la surveillance appartenant à l'ONU et exploités par le personnel de la mission

### Gestion du carburant

Gestion de l'approvisionnement et du stockage de 31,9 millions de litres de carburant (9,8 millions pour les opérations aériennes, 6,6 millions pour les transports terrestres et 15,5 millions pour les groupes électrogènes et d'autres installations) et de lubrifiants dans les points de distribution et les installations de stockage répartis sur 14 sites

29,3 Millions de litres de carburant (nombre total)  
7,1 Millions de litres pour les opérations aériennes  
6,7 Millions de litres pour les transports terrestres  
15,5 Millions de litres pour les groupes électrogènes et d'autres installations

### Technologies géospatiales, informatique et télécommunications

Fourniture de 3 950 radios portatives à ultra-haute fréquence (UHF) et à très haute fréquence (VHF) et de bande aéronautique VHF, de 1 422 radios mobiles UHF/VHF et à haute fréquence (HF) et de 400 radios fixes UHF/VHF/HF et de bande aéronautique VHF, et fourniture de services d'appui connexes

3 950 Radios portatives  
1 422 Radios mobiles pour véhicules  
400 Radios fixes opérationnelles

Exploitation et entretien de 14 stations de radio FM et de 8 studios de production

14 Émetteurs de radio FM sont opérationnels dans 14 sites (Bambari, Bangassou, Bangui, Berbérati, Birao, Bossangoa, Bouar, Bria, Kaga Bandoro, Ndélé, Obo, Paoua, Sibut et Bocaranga)  
10 Studios de production d'émissions radiophoniques (5 à Bangui et 1 à Bambari, à Bangassou, à Bouar, à Bria et à Kaga Bandoro)

Exploitation et maintenance d'un réseau de téléphonie, de télécopie, de visioconférence et d'échange de données, notamment de 37 terminaux VSAT, de 22 systèmes Voix sur IP, de 50 liaisons hertziennes point-multipoint et de 171 dispositifs hertziens poste à poste

34 Terminaux VSAT  
Ce chiffre moins élevé que prévu s'explique par le fait que 3 terminaux n'étaient pas opérationnels  
21 Systèmes Voix sur IP  
Ce chiffre est inférieur aux prévisions en raison du démantèlement de 1 site à Douala  
50 Liaisons hertziennes point à point  
171 Dispositifs hertziens poste à multiposte

Fourniture de 2 466 ordinateurs et de 316 imprimantes pour un effectif moyen de 2 611 utilisateurs civils et en tenue, ainsi que de 1 152 ordinateurs et 234 imprimantes destinés aux membres des contingents, et fourniture de services d'appui connexe et d'autres services communs

Services d'appui et de maintenance pour 200 réseaux locaux et étendus dans 75 sites

Production de 4 500 cartes et mise à jour de 300 cartes topographiques et thématiques à différentes échelles

Entretien de 60 quadrirotors servant à faire des relevés aériens à haute résolution de 20 camps et des relevés de 500 km<sup>2</sup> de terrain habité pour faciliter la planification opérationnelle et les opérations de renseignement, de surveillance, de reconnaissance et d'alerte rapide visant à protéger le personnel de la Mission, et fourniture de services d'appui connexes

Fourniture de services d'appui et de maintenance pour 22 caméras/capteurs de ville intelligents pour la surveillance, la reconnaissance/alerte rapide dans le cadre de la protection des civils

### Services médicaux

Exploitation et entretien d'installations médicales appartenant à l'ONU [1 unité médicale de niveau I à Bangui et 7 postes de soins d'urgence et de secours à Bambari, Bangassou, Berbérati, Bossangoa, Ndélé, Obo et Paoua (République centrafricaine)] et fourniture d'un appui aux installations médicales appartenant aux contingents [33 unités médicales de niveau I, 1 hôpital de niveau I+ à Bouar et 3 unités médicales de niveau II à Bangui, Bria et Kaga Bandoro (République centrafricaine)]

Gestion du dispositif d'évacuation sanitaire vers 4 installations médicales appartenant aux contingents (1 hôpital de niveau I+ et 3 hôpitaux de

2 466 Ordinateurs

316 Imprimantes multifonctions

2 611 Utilisateurs civils et en tenue

1 152 Ordinateurs

234 Imprimantes multifonctions

202 Réseaux locaux

Ce chiffre est plus élevé que prévu en raison de 1 réseau d'infrastructure LTE supplémentaire

80 Sites

Ce chiffre est plus élevé que prévu en raison de 5 sites de réseau LTE supplémentaires

1 947 Cartes

166 Cartes topographiques et thématiques

L'écart s'explique par la baisse du nombre de demandes d'impression de cartes papier par les clients en raison de la pandémie de COVID-19

60 Quadrirotors

20 Camps (relevés de terrain habité)

500 Km<sup>2</sup>

22 Caméras/capteurs de ville intelligents

1 Unité médicale de niveau I appartenant à l'ONU à Bangui

7 Postes de soins d'urgence et de secours appartenant à l'ONU, à Bambari, Bangassou, Bossangoa, Berbérati, Ndélé, Obo et Paoua

33 Unités médicales de niveau I appartenant aux contingents

1 Unité médicale de niveau I+ appartenant aux contingents, à Bouar

3 Unités médicales de niveau II appartenant aux contingents à Bangui, Bria et Kaga Bandoro

9 Installations médicales, dont 4 de niveau III et 1 de niveau IV, et 1 unité médicale de niveau I+ et 3 de niveau II

niveau II) dans la zone de la mission (à Bangui, Bouar, Bria et Kaga Bandoro) et 5 installations médicales (4 de niveau III et 1 de niveau IV) dans 2 sites à l'extérieur de la zone de la mission

2 Sites à l'extérieur de la zone d'opérations de la Mission

### **Services de gestion de la chaîne d'approvisionnement**

Fourniture d'un appui à la planification et à la recherche de fournisseurs pour l'achat de biens et de produits de base d'un montant estimatif de 141,6 millions de dollars, dans la limite des pouvoirs délégués

153,4 Millions de dollars

L'écart s'explique par l'achat d'installations préfabriquées et de « matériel de casernement, couchage et ameublement » pour héberger les membres des contingents et le personnel de police supplémentaires

Réception, gestion et redistribution d'un maximum de 3 500 tonnes de marchandises dans la zone de la mission

3 650 Tonnes de marchandises

L'écart s'explique par l'augmentation de la fréquence des convois, les besoins en bâtiments préfabriqués, en blocs sanitaires, en matériel de génie et en fournitures et matériel étant plus grands aux fins de l'agrandissement des camps des secteurs et des bureaux locaux, ainsi que par le transport du matériel appartenant aux contingents

Dans la limite des pouvoirs délégués, gestion et comptabilisation des immobilisations corporelles, des stocks avec ou sans valeur marchande et des équipements dont la valeur est inférieure au seuil d'immobilisation, d'un coût historique total de 290,8 millions de dollars, et communication de l'information y relative

261 Millions de dollars

### **Services relatifs aux membres du personnel en tenue**

Déploiement, relève et rapatriement d'un effectif maximum autorisé de 13 730 militaires et policiers (169 observateurs militaires, 311 officiers d'état-major, 11 170 membres des contingents, 400 policiers des Nations Unies et 1 680 membres d'unités de police constituées) et de 108 membres du personnel fourni par des gouvernements

13 520 Militaires et policiers (effectif moyen)

148 Observateurs militaires

11 317 Membres des contingents, dont 148 officiers d'état-major

366 Membres de la police des Nations Unies

1 689 Membres d'unités de police constituées

106 Membres du personnel fourni par des gouvernements

Inspection et vérification du matériel majeur appartenant aux contingents et contrôle du respect des normes relatives au soutien logistique autonome, et établissement de rapports à ce sujet, pour 40 unités militaires et unités de police constituées réparties dans 89 sites

40 Unités militaires et unités de police constituées

89 Sites

Fourniture et stockage de rations, y compris de combat, et d'eau pour un effectif moyen de 12 800

11 317 Contingents

1 689 Membres d'unités de police constituées

membres des contingents et d'unités de police constituées

Appui au traitement des indemnités et des prestations pour un effectif moyen de 13 730 militaires et policiers et 108 membres du personnel fourni par des gouvernements

Appui au traitement de demandes d'autorisation de voyage : 225 demandes dans la zone de la mission et 53 en dehors de celle-ci à des fins autres que la formation et 32 demandes à des fins de formation

13 520 Militaires et membres du personnel de police (effectif moyen)

106 Membres du personnel fourni par des gouvernements

27 Demandes d'autorisation de voyage dans la zone de la mission à des fins autres que la formation

85 Demandes d'autorisation de voyage en dehors de la zone de la mission à des fins autres que la formation

6 Demandes d'autorisation de voyage à des fins de formation

Le nombre de demandes d'autorisation de voyage dans la zone de la mission et celui des demandes à des fins de formation sont moins élevés que prévu en raison des restrictions aux déplacements liées à la pandémie de COVID-19 ; le nombre de demandes d'autorisation de voyage en dehors de la zone de la mission est supérieur aux prévisions car la Mission a eu besoin d'un plus grand nombre d'équipes médicales de convoi que prévu aux fins d'évacuations sanitaires

### **Gestion des véhicules et services de transport terrestre**

Exploitation et entretien de 1 106 véhicules appartenant à l'ONU (721 véhicules légers, 184 véhicules à usage spécial, 9 ambulances, 99 véhicules blindés et 93 autres véhicules spécialisés, remorques et attelages), de 3 316 véhicules appartenant aux contingents, de 12 ateliers de réparation et de 20 pièces de matériel d'appui aux aérodromes, et fourniture de services de transport et de navette

1 273 Véhicules appartenant à l'ONU

713 Véhicules légers

195 Véhicules à usage spécial

11 Ambulances

98 Véhicules blindés

244 Autres véhicules spécialisés, remorques et attelages

12 Ateliers

3 350 Véhicules appartenant aux contingents

Le nombre supérieur aux prévisions s'explique par la nécessité d'acquérir du matériel spécialisé à l'appui des travaux d'extension réalisés sur le terrain et au quartier général de la mission pour héberger davantage de membres des contingents et du personnel dans les camps afin de faire face aux besoins opérationnels

## Sécurité

Fourniture de services de protection rapprochée 24 heures sur 24 aux hauts responsables de la Mission et aux hautes personnalités en visite et de services de sécurité pour l'ensemble du personnel et les installations de la Mission

Organisation, à l'intention des agents de sécurité, de 4 séances de formation par mois sur le combat à mains nues, les armes à feu, les procédures et techniques de protection rapprochée, les techniques d'enquête et d'autres domaines connexes afin d'obtenir des services de sécurité professionnels

Organisation d'un stage de formation annuel à la sécurité pour tous les coordonnateurs régionaux et coordonnateurs de secteur (sécurité) et d'au moins 2 exercices de simulation d'évacuation et de réinstallation à l'échelle de la Mission

Organisation de 6 séances de formation par mois sur la sécurité et la sûreté en mission pour le personnel de la Mission afin de réduire l'incidence des menaces contre la sécurité

1 séance d'information hebdomadaire sur la sécurité et les plans d'urgence à l'intention de tout le personnel de la Mission

Oui

- 53 Séances de formation sur les armes à feu et la sûreté
- 5 Séances de formation à un emploi moins léthal de la force
- 6 Cours pour les agents de protection rapprochée
- 1 Stage de formation annuel
- 2 Exercices de simulation d'évacuation et de réinstallation
- 7 Séances de formation ayant compté avec la participation de 116 personnes
- 3 Réunions d'information sur la sécurité par semaine à l'intention des nouveaux membres du personnel

En outre, des réunions d'information sur la sécurité ont souvent été spécialement organisées à l'intention de dignitaires et de fonctionnaires des Nations Unies en visite officielle. Des bulletins relatifs aux conditions de sécurité ont été diffusés auprès du personnel des Nations Unies. Des plans de circonstance visant à réduire l'impact des risques recensés dans les évaluations des risques de sécurité du pays ont été mis place pour les élections, notamment des plans relatifs aux situations entraînant un grand nombre de victimes et aux grands incendies

## Déontologie et discipline

Application d'un programme de déontologie et de discipline pour l'ensemble du personnel, comprenant formation, suivi des enquêtes et des mesures disciplinaires, et mesures correctives

- Oui
- Poursuite de l'application d'une stratégie en 3 volets portant sur la prévention, la répression et les mesures correctives, l'accent étant mis sur des mesures de prévention énergiques, notamment la mise en place d'un cadre renforcé de gestion des risques d'exploitation et d'atteintes sexuelles au moyen de l'utilisation de modèles d'autoévaluation des risques par les contingents, l'amélioration de la coordination de l'aide aux victimes d'exploitation et d'atteintes sexuelles, le développement dans tout le pays des



mécanismes locaux de signalement, le perfectionnement de certains membres de ces mécanismes aux fins du développement dans tout le pays, la formation du personnel des Nations Unies et l'organisation d'activités de sensibilisation et de vulgarisation à l'intention de la population hôte

15 872 Membres du personnel (militaires, policiers et agents civils) ont été formés aux Normes de conduite des Nations Unies, plus particulièrement à la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles, au cours de 472 séances de formation

100 %

Tous les membres du personnel militaire et des unités de police constituées ont assisté à des séances d'information sur la politique de tolérance zéro de l'Organisation des Nations Unies à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles, la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles et le code de conduite de la Mission

101 Estimations des risques ont été menées dans les camps des militaires et de la police, facilitant ainsi le recensement des risques d'exploitation et d'atteintes sexuelles et autres manquements, et des mesures d'atténuation des risques mises en place

3 Mécanismes locaux de réception des plaintes composés de 93 membres ont été créés, portant le nombre total dans le pays à 31 mécanismes, composés de 887 membres tous formés et outillés pour signaler les cas d'exploitation et d'atteintes sexuelles et soutenir les victimes à toutes les étapes du processus

206 Activités diverses de sensibilisation ont été menées, qui ont touché et bénéficié à 1 386 205 personnes

100 %

Toutes les victimes d'exploitation et d'atteintes sexuelles ont été orientées vers des services d'aide

### III. Exécution du budget

#### A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1<sup>er</sup> juillet 2020 au 30 juin 2021.)

Catégorie	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
<b>Militaires et personnel de police</b>				
Observateurs militaires	8 114,7	7 875,9	238,8	2,9
Contingents	397 486,2	387 944,1	9 542,1	2,4
Police des Nations Unies	19 659,8	17 832,6	1 827,2	9,3
Unités de police constituées	54 024,7	54 026,5	(1,8)	(0,0)
<b>Total partiel</b>	<b>479 285,4</b>	<b>467 679,1</b>	<b>11 606,3</b>	<b>2,4</b>
<b>Personnel civil</b>				
Personnel recruté sur le plan international	154 552,8	150 189,5	4 363,3	2,8
Personnel recruté sur le plan national	20 166,0	24 442,6	(4 276,6)	(21,2)
Volontaires des Nations Unies	20 088,1	15 110,2	4 977,9	24,8
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	14 377,2	14 348,0	29,2	0,2
Personnel fourni par des gouvernements	5 202,9	5 134,6	68,3	1,3
<b>Total partiel</b>	<b>214 387,0</b>	<b>209 224,9</b>	<b>5 162,1</b>	<b>2,4</b>
<b>Dépenses opérationnelles</b>				
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—
Consultants et services de consultants	1 075,6	939,8	135,8	12,6
Voyages officiels	3 745,9	2 242,9	1 503,0	40,1
Installations et infrastructures	68 254,3	94 952,4	(26 698,1)	(39,1)
Transports terrestres	16 416,5	16 682,6	(266,1)	(1,6)
Opérations aériennes	64 946,9	45 208,5	19 738,4	30,4
Opérations maritimes ou fluviales	500,0	3 374,4	(2 874,4)	(574,9)
Communications et informatique	45 554,8	42 517,9	3 036,9	6,7
Santé	1 803,8	3 312,1	(1 508,3)	(83,6)
Matériel spécial	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	38 741,5	47 247,8	(8 506,3)	(22,0)
Projets à effet rapide	3 000,0	2 935,4	64,6	2,2
<b>Total partiel</b>	<b>244 039,3</b>	<b>259 413,8</b>	<b>(15 374,5)</b>	<b>(6,3)</b>
<b>Montant brut</b>	<b>937 711,7</b>	<b>936 317,8</b>	<b>1 393,9</b>	<b>0,1</b>
Recettes provenant des contributions du personnel	14 868,3	15 715,1	(846,8)	(5,7)
<b>Montant net</b>	<b>922 843,4</b>	<b>920 602,7</b>	<b>2 240,7</b>	<b>0,2</b>
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
<b>Total</b>	<b>937 711,7</b>	<b>936 317,8</b>	<b>1 393,9</b>	<b>0,1</b>

## B. Récapitulatif des réaffectations de ressources

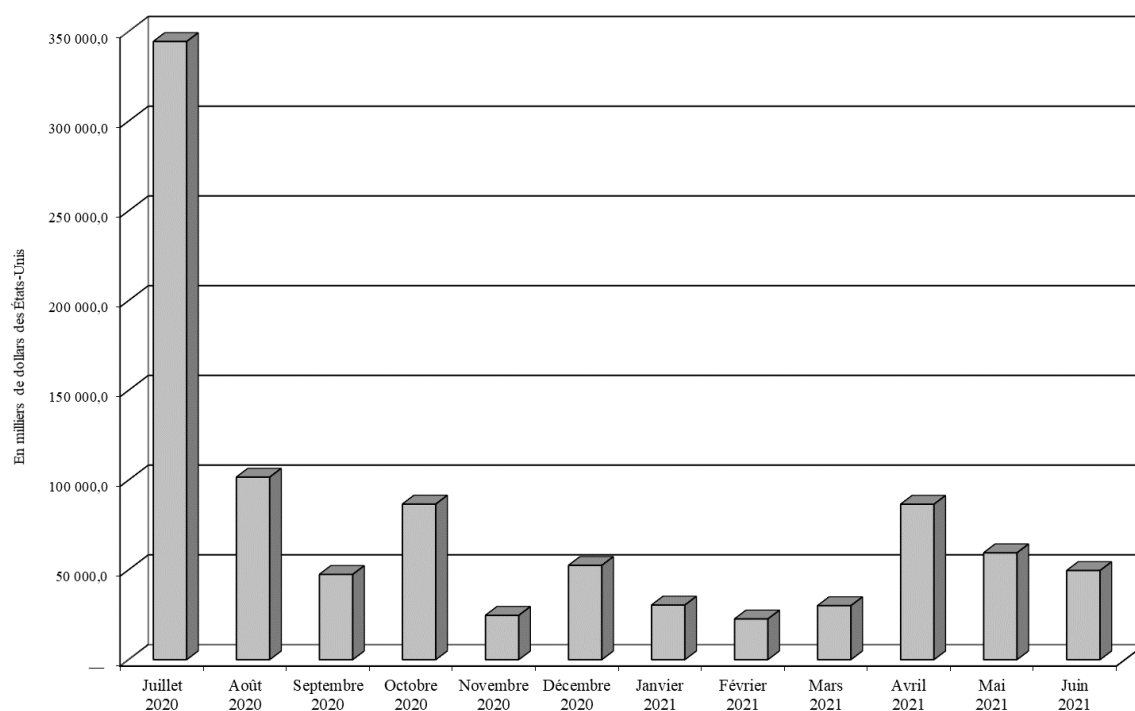
(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Répartition initiale du montant approuvé</i>	<i>Montants réaffectés</i>	<i>Répartition révisée</i>
I. Militaires et personnel de police	479 285,4	(10 257,0)	469 028,4
II. Personnel civil	214 387,0	(5 161,4)	209 225,6
III. Dépenses opérationnelles	244 039,3	15 418,4	259 457,7
<b>Total</b>	<b>937 711,7</b>	<b>–</b>	<b>937 711,7</b>
Pourcentage de réaffectations			1,6

72. Au cours de l'exercice, des fonds ont été réaffectés des catégories I (Militaires et personnel de police) et II (Personnel civil) à la catégorie III (Dépenses opérationnelles). La réaffectation de fonds au profit de la catégorie III s'explique principalement par l'augmentation des dépenses au titre des installations et infrastructures, des fournitures, services et matériel divers, et des opérations maritimes ou fluviales, en raison de l'achat de bâtiments préfabriqués et du coût du fret correspondant aux fins de l'hébergement des agents en tenue supplémentaires autorisés par le Conseil de sécurité dans sa résolution [2566 \(2021\)](#).

73. Il a été possible de réaffecter des fonds de la catégorie I car les crédits au titre des contingents ont été sous-utilisés, en raison du retard pris dans le déploiement du matériel majeur, du non-déploiement d'un appareil et d'une force d'intervention rapide, et de l'état de fonctionnement opérationnel réduit du matériel appartenant aux contingents. De même, en ce qui concerne la catégorie II, la réaffectation de fonds a été possible car les crédits au titre du personnel recruté sur le plan international et des Volontaires des Nations Unies ont été sous-utilisés, en raison, respectivement, de la baisse des dépenses communes de personnel et de celle des indemnités versées par les Nations Unies.

### C. Évolution des dépenses mensuelles



74. Le pic de dépenses constaté en juillet 2020 s'explique principalement par la comptabilisation des engagements au titre du remboursement des coûts standard aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police, et celle des dépenses afférentes au matériel majeur appartenant aux contingents et au soutien logistique autonome, pour l'exercice 2020/21.

### D. Autres produits et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Produits des placements	753,2
Produits divers ou accessoires	274,6
Contributions volontaires en espèces	—
Ajustements sur exercices antérieurs	—
Engagements d'exercices antérieurs : annulations	19 143,0
<b>Total</b>	<b>20 170,8</b>

## E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>		
<b>Matériel majeur</b>			
Contingents			73 880,1
Unités de police constituées			11 539,1
<b>Total partiel</b>			<b>85 419,2</b>
<b>Soutien logistique autonome</b>			
Contingents			48 998,1
Unités de police constituées			6 674,1
<b>Total partiel</b>			<b>55 672,2</b>
<b>Total</b>			<b>141 091,4</b>
<i>Facteurs applicables à la Mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
<b>A. Facteurs applicables à la zone de la Mission</b>			
Contraintes du milieu	2,1	1 <sup>er</sup> juillet 2017	1 <sup>er</sup> juin 2017
Usage opérationnel intensif	3,8	1 <sup>er</sup> juillet 2017	1 <sup>er</sup> juin 2017
Actes d'hostilité ou abandon forcé	5,0	1 <sup>er</sup> juillet 2017	1 <sup>er</sup> juin 2017
<b>B. Facteurs applicables aux pays d'origine</b>			
Différentiel de transport	0-5,0		

## F. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur</i>
Contributions prévues par l'accord sur le statut de la Mission <sup>a</sup>	68 585,7
<b>Total</b>	<b>68 585,7</b>

<sup>a</sup> Représente les bâtiments, les terrains et les services fournis par le Gouvernement centrafricain.

## IV. Analyse des écarts<sup>2</sup>

	<i>Écart</i>
<b>Observateurs militaires</b>	238,8 2,9 %

75. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par le fait que le montant de l'indemnité de subsistance (missions) versé a été moins élevé que prévu

<sup>2</sup> Les écarts, dont le montant est exprimé en milliers de dollars des États-Unis, sont analysés lorsqu'ils atteignent  $\pm 5$  % ou 100 000 dollars.

car le taux moyen effectif de vacance de postes (12,4 %) a été plus élevé que celui prévu au budget (7,5 %), en raison des restrictions aux déplacements liées à la pandémie de COVID-19, qui ont retardé le recrutement d'observateurs militaires. Elle est en partie contrebalancée par des dépenses plus élevées que prévu au titre des voyages (déploiement, relève et rapatriement), principalement du fait que le montant des frais d'expédition des effets personnels ayant été remboursé a été supérieur aux prévisions.

	<i>Écart</i>	
<b>Contingents</b>	9 542,1	2,4 %

76. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par le fait que : a) les demandes de remboursement effectives au titre du matériel appartenant aux contingents ont été moins nombreuses que prévu, principalement en raison : i) du déploiement différé du matériel majeur, dont des véhicules blindés de transport de troupes et d'autres véhicules, étant donné les difficultés rencontrées par le pays fournisseur de contingents en matière d'achats ; ii) du non-déploiement d'un appareil et d'une force d'intervention rapide, ainsi que du fait que le matériel appartenant aux contingents a parfois été hors d'état de fonctionner ; b) le montant des dépenses au titre des voyages en avion (déploiement, relève et rapatriement) a été moins élevé que prévu, car le tarif horaire reflété dans le nouveau contrat d'affrètement à long terme entré en vigueur en juillet 2020 est inférieur au taux de l'ancien contrat pris en compte dans le budget approuvé.

77. Elle est en partie compensée par des dépenses plus élevées que prévu au titre : a) du fret et du déploiement du matériel appartenant aux contingents, car les dépenses de fret ont été plus élevées que prévu en raison de la hausse des prix du marché mondial pour le fret maritime et du paiement, pour le fret terrestre, de frais de stationnement durant une longue période à la frontière, celle-ci ayant été fermée dans le cadre des mesures imposées par le Gouvernement de la République centrafricaine à la suite de la détérioration des conditions de sécurité dans le périmètre de l'itinéraire principal de ravitaillement ; b) du remboursement aux gouvernements du coût des contingents aux taux standard, qui s'explique principalement par un taux moyen effectif de vacance de postes moins élevé (1,4 %) que celui prévu au budget (3 %) en raison de l'action menée en continu par la Mission pour améliorer le déploiement des membres des contingents, et par l'allongement de la période de déploiement de manière que les contingents relevés demeurent présents dans la zone de la mission durant la période de quarantaine obligatoire liée à la pandémie de COVID-19 des contingents entrants.

	<i>Écart</i>	
<b>Police des Nations Unies</b>	1 827,2	9,3 %

78. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par le fait que le montant de l'indemnité de subsistance (missions) versé a été moins élevé que prévu car : a) le taux moyen effectif de vacance de postes (8,5 %) a été plus élevé que celui prévu au budget (3 %), du fait des retards accusés dans le recrutement du personnel de police en raison des restrictions aux déplacements liées à la pandémie de COVID-19 ; b) la moyenne des indemnités journalières de subsistance (missions) a été moins élevée que prévu au budget, étant donné qu'un plus grand nombre de membres du personnel de police ont été déployés dans des régions où l'hébergement était fourni par la Mission.

	<i>Écart</i>	
<b>Personnel recruté sur le plan international</b>	4 363,3	2,8 %

79. La sous-utilisation des crédits tient essentiellement au fait que les dépenses communes de personnel et le montant versé au titre de la prime de danger ont été moins élevés que prévu au budget, en raison du nombre inférieur, par rapport aux prévisions, de membres du personnel pouvant prétendre à la prime de mobilité, étant donné la mobilité géographique réduite du personnel de la mission, et à d'autres droits, notamment au congé de détente, au congé dans les foyers et à la prime de danger, en raison du réaménagement des modalités de travail lié à la pandémie de COVID-19, qui a permis aux membres du personnel de travailler à distance.

	<i>Écart</i>	
<b>Personnel recruté sur le plan national</b>	(4 276,6)	(21,2 %)

80. Le dépassement de crédits s'explique principalement par le fait que : a) les coûts salariaux sont supérieurs à ceux prévus au budget, en raison de l'application dans le calcul des traitements de la catégorie des services généraux d'une classe ou d'un échelon moyens plus élevés que ceux appliqués dans le budget approuvé ; b) le franc CFA d'Afrique centrale a perdu de sa valeur par rapport au dollar des États-Unis, le taux de change moyen effectif étant de 551,381 francs CFA d'Afrique centrale pour 1 dollar, contre un taux de 587,512 francs CFA d'Afrique centrale dans le budget approuvé ; c) le taux moyen effectif de vacance de postes (4,2 %) pour la catégorie des agents des services généraux recrutés sur le plan national est inférieur à celui prévu au budget (6,5 %), ce qui est lié aux efforts de recrutement déployés en continu par la Mission pour pourvoir les postes vacants de longue date. Il est partiellement compensé par un taux moyen effectif de vacance de postes pour les administrateurs recrutés sur le plan national supérieur (11,3 %) à celui prévu au budget (8,5 %), en raison des difficultés persistantes à trouver des candidats qualifiés pour cette catégorie de personnel.

	<i>Écart</i>	
<b>Volontaires des Nations Unies</b>	4 977,9	24,8 %

81. La sous-utilisation des crédits tient essentiellement au fait que : a) l'indemnité de subsistance des Volontaires versée, dont le sursalaire pour conditions difficiles, est moins élevée que le montant prévu au budget ; b) le nombre effectif de Volontaires pouvant prétendre à une indemnité d'installation, à une prime couvrant les frais relatifs au départ, à une prime de rapatriement et à un congé de détente est moins élevé que prévu au budget, en raison du réaménagement des modalités de travail lié à la pandémie de COVID-19, qui a permis aux membres du personnel de travailler à distance.

	<i>Écart</i>	
<b>Consultants et services de consultants</b>	135,8	12,6 %

82. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par : a) le report du recrutement d'un(e) consultant(e) qui devait appuyer la création d'un dispositif de collecte, de traitement, d'analyse et de diffusion de données de renseignement en vue d'éclairer la prise de décisions, en raison des restrictions aux voyages liées à la pandémie de COVID-19 ; b) l'annulation des services de consultants prévus aux fins de l'élaboration d'un outil d'évaluation et de la conduite d'une enquête sur le sentiment de sécurité dans les zones où sont menés des projets de lutte contre la



violence au sein de la collectivité, en raison des restrictions aux voyages liées à la pandémie de COVID-19 et de la détérioration des conditions de sécurité, qui ont également entraîné des restrictions aux déplacements dans les zones où les projets étaient mis en œuvre.

	<i>Écart</i>	
<b>Voyages officiels</b>	1 503,0	40,1 %

83. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par : a) le nombre moins élevé de voyages dans la zone de la mission par rapport à celui prévu au budget, en raison de l'annulation de divers voyages, notamment des voyages visant à : i) appuyer les opérations électorales dans les régions ; ii) contrôler les activités de désarmement, de démobilisation et de réintégration, et l'exécution des programmes de lutte contre la violence au sein de la collectivité ; iii) dispenser une formation au personnel des institutions judiciaires et des services pénitentiaires ; iv) coordonner et suivre les projets à effet rapide et d'autres projets en cours sur le terrain, en raison de la détérioration des conditions de sécurité dans le pays et des restrictions aux voyages liées à la pandémie de COVID-19 ; b) des dépenses moins élevées que prévu au titre des voyages officiels à des fins de formation en raison : i) de l'annulation d'activités de formation en personne en dehors de la zone de la mission ; ii) du nombre moins élevé que prévu de participants aux sessions de formation en personne ; iii) du remplacement des activités de formation en personne par une formation virtuelle en raison des restrictions aux voyages liées à la pandémie.

	<i>Écart</i>	
<b>Installations et infrastructures</b>	(26 698,1)	(39,1 %)

84. Le dépassement de crédits s'explique principalement par : a) l'achat de bâtiments préfabriqués et de blocs sanitaires, pour lesquels aucun crédit n'avait été prévu dans le budget approuvé, afin de : i) héberger les militaires et le personnel de police supplémentaires autorisés par le Conseil de sécurité dans sa résolution [2566 \(2021\)](#) ; ii) moderniser tous les camps des membres du personnel en tenue afin de fournir aux soldates du maintien de la paix un hébergement adapté, à l'appui de la stratégie du Secrétaire général sur la parité des sexes applicable à l'ensemble du système des Nations Unies, notamment au déploiement des soldates de la paix ; iii) respecter les mesures prises dans le contexte de la pandémie de COVID-19 ; b) la construction d'un mur d'enceinte de sécurité en béton armé autour du complexe de Greenfield pour suppléer la clôture d'enceinte métallique en grillage initialement construite par le Gouvernement autour de l'aéroport, car elle ne répondait pas aux normes en matière de sécurité qui visent à limiter les intrusions et les contacts non autorisés avec la population locale, et pour renforcer la capacité de la Mission à prévenir les actes d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par les membres du personnel en tenue, pour laquelle aucun crédit n'avait été prévu dans le budget approuvé ; c) l'amélioration, à compter de novembre 2020, d'un mini-système de drone aérien tactique et le déploiement de deux mini-systèmes supplémentaires de manière à renforcer les capacités de la Mission (amélioration de la charge utile, capacité visuelle haute définition et capacité diurne et nocturne) afin de favoriser la planification des besoins opérationnels et la protection des civils et du personnel de la mission compte tenu de la détérioration des conditions de sécurité, pour lesquels aucun crédit n'avait été prévu dans le budget approuvé ; d) l'achat de stations d'épuration des eaux usées, notamment de fosses septiques et de stations de traitement des eaux, de manière à fournir de l'eau propre aux membres du personnel en tenue supplémentaires autorisés par le Conseil dans sa résolution [2566 \(2021\)](#), pour lequel aucun crédit n'avait été prévu dans le budget approuvé.

	<i>Écart</i>	
<b>Transports terrestres</b>	(266,1)	(1,6 %)

85. Le dépassement de crédits s'explique principalement par l'achat de véhicules légers de transport de passagers en vue d'appuyer les membres du personnel en tenue supplémentaires autorisés par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2566 (2021), pour lequel aucun crédit n'avait été prévu dans le budget approuvé, étant donné la date d'adoption de la résolution. Il est en partie compensé par la sous-utilisation des crédits prévus au titre du carburant, de l'huile et du lubrifiant en raison : a) du coût moyen effectif par litre (1,484 dollars) moins élevé que prévu au budget (1,713 dollars) ; b) des escomptes pour paiement anticipé reçus ; c) d'une consommation réelle de lubrifiant moins élevée que prévu au budget, en raison des restrictions aux déplacements liées à la pandémie de COVID-19.

	<i>Écart</i>	
<b>Opérations aériennes</b>	19 738,4	30,4 %

86. La sous-utilisation des crédits est due à des dépenses d'affrètement d'hélicoptères inférieures aux prévisions car le nombre effectif d'heures de vol n'a pas atteint celui prévu au budget et, par voie de conséquence, la consommation effective (7,1 millions de litres) d'un coût moyen de 1,13 dollars par litre a été inférieure aux 9,8 millions de litres prévus au budget pour un coût de 1,18 dollars par litre, en raison du non-déploiement de trois hélicoptères d'attaque, du fait que deux hélicoptères ont été hors d'état de fonctionner durant une longue période et du retard pris dans le déploiement de trois hélicoptères.

	<i>Écart</i>	
<b>Opérations maritimes ou fluviales</b>	(2 874,4)	(574,9 %)

87. Le dépassement de crédits s'explique par l'achat : a) de conteneurs maritimes pour l'expédition de bâtiments préfabriqués, de blocs sanitaires, de matériel pour les stations de traitement des eaux et celles d'épuration des eaux usées ainsi que pour les systèmes héliosélectriques de chauffage de l'eau, afin d'appuyer le déploiement des membres du personnel en tenue supplémentaires autorisés par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2566 (2021) ; b) de conteneurs maritimes pour l'expédition du grillage à simple torsion nécessaire pour ce qui est d'assurer la sécurité des différentes entités du complexe de Greenfield, pour lesquels aucun crédit n'avait été prévu dans le budget approuvé.

	<i>Écart</i>	
<b>Communications et informatique</b>	3 036,9	6,7 %

88. La sous-utilisation des crédits tient essentiellement aux facteurs suivants : a) les dépenses liées aux services de télécommunication et de réseau ont été inférieures aux prévisions, la Mission ayant eu moins recours que prévu aux services de téléphonie mobile et fait une utilisation plus importante que prévu des logiciels utilisant Internet tels que Microsoft Teams, les membres du personnel ayant été autorisés à télétravailler dans le cadre du réaménagement des modalités de travail, et ayant eu moins recours que prévu au terminal mobile par satellite, en raison du nombre effectif inférieur aux prévisions de membres du personnel électoral basés dans des sites dépourvus d'une infrastructure TIC des Nations Unies ; b) les dépenses liées au matériel TIC ont été inférieures aux prévisions pour les raisons suivantes : i) le matériel TIC prévu au budget pour appuyer les élections n'a pas été acheté, étant

donné l'existence de stocks de matériel suffisants acquis pendant l'exercice 2019/20 ; ii) les liaisons hertziennes prévues au budget n'ont pas été achetées, le Gouvernement de la République centrafricaine ayant approuvé tardivement l'utilisation des fréquences nécessaires ; c) les dépenses liées aux pièces de rechange ont été inférieures aux prévisions en raison : i) du non-renouvellement des toners d'imprimantes, les imprimantes comptabilisées en pertes n'ayant pas été remplacées conformément à l'initiative du Secrétaire général pour une ONU verte ; ii) de l'existence d'un stock suffisant de pièces de rechange acquises au cours des exercices précédents.

	<i>Écart</i>	
<b>Santé</b>	(1 508,3)	(83,6 %)

89. Le dépassement de crédits s'explique principalement par les facteurs suivants : a) les dépenses relatives aux services médicaux requis pour effectuer des tests d'amplification en chaîne par polymérase (PCR) afin de rechercher la présence du virus responsable de la COVID-19 chez les membres du personnel en tenue et le personnel civil entrant et sortant, jusqu'à ce que la Mission mette en place une capacité interne pour effectuer ces tests, pour lesquelles aucun crédit n'avait été prévu dans le budget approuvé ; b) des dépenses plus élevées que prévu pour l'achat de matériel médical, principalement l'achat de machines d'amplification en chaîne par polymérase visant à créer une capacité interne pour effectuer des tests de recherche de la présence du virus chez les membres du personnel, mais aussi pour l'achat d'une centrale de production d'oxygène visant à renforcer la capacité de l'unité de soins intensifs à la lumière de l'aggravation de la pandémie de COVID-19, pour lesquels aucun crédit n'avait été prévu dans le budget approuvé ; c) des dépenses plus élevées que prévu au titre des fournitures médicales, en raison de l'achat d'équipements de protection individuelle, de kits de test et d'autres fournitures médicales dans le cadre des mesures prises par la Mission dans le contexte de la pandémie, pour lesquels aucun crédit n'avait été prévu dans le budget approuvé.

	<i>Écart</i>	
<b>Fournitures, services et matériel divers</b>	(8 506,3)	(22,0 %)

90. Le dépassement de crédits s'explique par les facteurs suivants : a) les dépenses de fret relatives à l'expédition de bâtiments préfabriqués, de véhicules légers de transport de passagers et de matériel divers destinés à appuyer les membres du personnel en tenues supplémentaires autorisés par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2566 (2021), pour lesquelles aucun crédit n'avait été prévu dans le budget approuvé ; b) les dépenses plus élevées que prévu au titre des vacataires en raison : i) des frais administratifs et des frais de gestion reflétés dans l'accord passé avec l'UNOPS, pour lesquels aucun crédit n'avait été prévu dans le budget approuvé car, au moment de l'établissement du budget, la Mission examinait la possibilité de gérer elle-même les vacataires et de ne plus faire appel à l'UNOPS ; ii) du recours à un nombre plus élevé que prévu de vacataires spécialisés rémunérés à des taux supérieurs aux taux standard appliqués dans le budget approuvé ; iii) du recours à des vacataires supplémentaires pour la prestation de services de sécurité dans les salles de contrôle de sécurité centrales de divers sites dans le cadre de la mise en œuvre du projet de caméras intelligentes et pour les installations de quarantaine à l'aéroport, dépenses pour lesquelles aucun crédit n'avait été prévu dans le budget approuvé.

## V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

91. En ce qui concerne le financement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine, il conviendrait que l'Assemblée générale :

a) se prononce sur l'affectation du solde inutilisé de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2020 au 30 juin 2021, soit 1 393 900 dollars ;

b) se prononce sur l'affectation des autres produits et le traitement des ajustements concernant l'exercice clos le 30 juin 2021, soit 20 170 800 dollars [produits des placements (753 200 dollars), produits divers ou accessoires (274 600 dollars) et annulation d'engagements d'exercices antérieurs (19 143 000 dollars)].

## VI. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 75/298

(Résolution 75/298)

### Décision ou demande

Se dit de nouveau gravement préoccupée par la menace que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) continue de représenter pour la vie, la santé et la sécurité, et souligne qu'il importe d'assurer la sûreté, la sécurité et la santé du personnel de maintien de la paix, notamment en utilisant des vaccins sûrs et efficaces pour le personnel civil et le personnel en tenue, de maintenir la continuité de l'exécution des mandats, dont la protection des civils, de réduire au minimum le risque que les activités de la Mission contribuent à la propagation du virus et, selon les possibilités, d'aider les autorités nationales, si elles en font la demande et dans le cadre des mandats prévus, à prendre des mesures pour lutter contre la COVID-19, en collaboration avec la coordonnatrice résidente ou le coordonnateur résident et les entités des Nations Unies présentes dans le pays (par. 13)

Prend note des mesures qui ont été adoptées pour atténuer les effets de la pandémie de COVID-19 sur les opérations de maintien de la paix, notamment pour permettre aux missions de continuer d'exécuter leur mandat tout en garantissant la santé et la sécurité du personnel de maintien de la paix et des populations locales dans les pays hôtes, et prie le Secrétaire général de faire figurer, dans son prochain rapport sur l'exécution du budget de la Mission et dans le projet de budget pour l'exercice suivant, des informations actualisées sur les conséquences de la pandémie, les

### Mesures prises

La Mission a continué de mettre en œuvre une série de mesures pour protéger le personnel des Nations Unies et réduire la propagation de la COVID-19 en République centrafricaine. Elle a formé un comité de haut niveau, comprenant des représentants de l'équipe de pays des Nations Unies et de la MINUSCA, pour coordonner et mettre en œuvre le programme de vaccination à l'intention de tous les membres du personnel éligibles en République centrafricaine. Au cours de l'exercice, la majorité du personnel civil et du personnel en tenue de la Mission a été vaccinée. Le personnel des organismes, fonds et programmes des Nations Unies ainsi que le personnel non gouvernemental recruté sur le plan international ont également pu se prévaloir du programme de vaccination. À la suite du lancement du programme de vaccination des Nations Unies contre la COVID-19, le nombre de cas positifs dans la communauté des Nations Unies a considérablement diminué.

La Mission a maintenu des relations de travail étroites avec le Gouvernement et les partenaires, assurant une stratégie de lutte contre la pandémie de COVID-19 mobilisant l'ensemble du système des Nations Unies. La Mission, les organismes des Nations Unies et les organismes humanitaires ont apporté leur soutien dans les domaines de l'hygiène et de la santé, par la distribution d'eau et de produits pour le lavage des mains, la remise en état d'établissements sanitaires et la création de centres d'isolement et de sites de traitement. La Mission a également aidé le

*Décision ou demande*

enseignements tirés, les meilleures pratiques et les mesures prises par la Mission pour améliorer sa préparation et sa résilience et collaborer avec les autorités du pays hôte et les acteurs régionaux et sous-régionaux dans le cadre de la lutte contre la pandémie (par. 14)

Note avec préoccupation les effets à moyen et à long terme de la pandémie de COVID-19 sur les pays, les régions et les sous-régions en proie à des conflits et souligne qu'il importe que les opérations de maintien de la paix des Nations Unies agissent, s'il y a lieu et dans la limite de leur mandat, en coordination avec les autorités nationales et les entités des Nations Unies pour promouvoir la reconstruction après les conflits, la consolidation de la paix et le relèvement après la pandémie dans les pays et régions en conflit, en particulier en Afrique (par. 15)

*Mesures prises*

Gouvernement à contrôler les passagers à l'aéroport de Bangui et à renforcer les contrôles aux principaux points de passage de la frontière ; elle a en outre fait don de kits de test et aidé les communautés à produire localement des masques. Elle a également soutenu les campagnes nationales de sensibilisation visant à diffuser les meilleures pratiques relatives aux mesures de protection et l'action menée en faveur de la vaccination contre la COVID-19 par l'intermédiaire du Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19 et du programme de vaccination des Nations Unies. Sur la base des enseignements tirés de l'exercice précédent, elle a continué de mettre en œuvre une série de mesures et de procédures pour atténuer les effets de la pandémie sur la Mission et le pays hôte, protéger le personnel des Nations Unies et assurer la continuité des opérations. Confrontée à une augmentation des cas parmi le personnel civil en avril 2021, elle a adopté une série de mesures supplémentaires pour protéger le personnel, notamment la rotation des membres du personnel travaillant en personne dans des bureaux où ils ne pouvaient pas appliquer les mesures de distanciation physique, la demande dirigée à l'intention du personnel remplissant des fonctions non critiques de télétravailler dans la zone de Bangui et le rétablissement de l'interdiction de se nourrir dans des restaurants. Bien que les mesures de distanciation physique aient affecté la capacité de la Mission à œuvrer en étroite coordination avec ses homologues nationaux et aient présenté certaines difficultés, l'exécution des principales activités dont elle est chargée s'est poursuivie sans problème majeur.

Au cours de l'exercice, la Mission a continué d'œuvrer en étroite collaboration avec le Siège, le Gouvernement de la République centrafricaine et d'autres partenaires par l'intermédiaire d'une équipe intégrée complète composée de l'équipe de pays des Nations Unies et de la MINUSCA. L'équipe intégrée a aidé le Gouvernement à suivre la propagation du virus et à appliquer des mesures visant à la réduire et à soutenir le relèvement après la pandémie. Elle a organisé régulièrement des réunions-débats et des réunions sur des sujets précis avec le personnel recruté sur le plan national pour : a) tenir le personnel informé de l'évolution de la pandémie dans le pays, des faits nouveaux aux niveaux mondial et national, et des mesures internes prises pour atténuer la propagation du virus et protéger le personnel ; b) encourager le personnel à se faire vacciner ; c) répondre aux questions médicales et administratives du personnel. En fondant les interventions sur des données

Prie le Secrétaire général de veiller à ce que la Mission ait la latitude voulue pour utiliser les fonds consacrés aux activités relatives aux programmes et à ce qu'elle rende compte de l'emploi qu'elle en fait, conformément aux directives applicables et compte tenu du contexte dans lequel elle évolue, et de faire figurer dans le prochain projet de budget et dans le rapport sur l'exécution du budget des renseignements détaillés sur les activités de la Mission relatives aux programmes, notamment sur la façon dont elles ont contribué à l'exécution des mandats, sur les liens existant entre les activités et les mandats, sur les entités de réalisation et sur la mise en place par la Mission des contrôles voulus (par. 22)

Souligne également l'importance que revêt la bonne exécution du budget de l'ensemble des opérations de maintien de la paix et prie le Secrétaire général de continuer d'améliorer le contrôle des activités des missions de maintien de paix et d'appliquer les recommandations formulées par les organes de contrôle compétents, et d'éviter dans cette perspective les irrégularités de gestion et les pertes économiques connexes afin de garantir le plein respect du Règlement financier et des règles de gestion financière, tout en tenant compte comme il se doit des orientations et recommandations qu'elle-même a données, et de rendre compte de la question dans ses rapports sur l'exécution du budget de ces opérations (par. 37)

probantes et en les adaptant à la situation, la MINUSCA et l'équipe de pays des Nations Unies ont maintenu en place des mesures préventives pour protéger la santé et la sécurité du personnel des Nations Unies et de la population, tout en assurant la poursuite de l'exécution du mandat et des activités de base.

On trouvera aux paragraphes 26 à 28 du présent rapport de plus amples informations sur les mesures prises par la Mission pour lutter contre les effets de la pandémie de COVID-19.

Au cours de l'exercice, la Mission a continué de renforcer les systèmes de contrôle et d'évaluation des programmes et la communication de l'information financière et poursuivi la mise en place du Système complet de planification et d'évaluation de la performance. Le Groupe exécutif chargé de la gestion des ressources a également prêté son concours au contrôle des dépenses effectuées au moyen des fonds consacrés aux activités relatives aux programmes et de leur impact.

On trouvera aux paragraphes 26 à 30 du présent rapport de plus amples informations sur les activités relatives aux programmes menées par la Mission.

Au 30 juin 2021, 28 des 62 recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes avaient été appliquées par la Mission, 1 avait été rendue caduque par les événements et 34 étaient en cours d'application.

À la même date, 30 des 76 recommandations formulées par le BSCI avaient été appliquées par la Mission et 46 étaient en cours d'application.